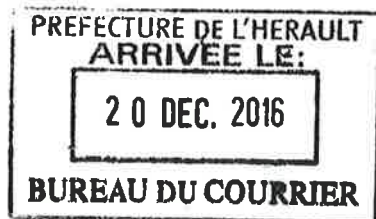


# **REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS**

**SÉANCE PUBLIQUE DU:**

**JEUDI 15 DÉCEMBRE 2016**

**TOME III**



## Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

## MONTPELLIER GRAND COEUR Instauration d'un périmètre d'étude "Foch - Comédie" Art. L.421-1 du code de l'urbanisme

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La rue Foch, située au cœur de l'Ecusson, autrefois rue Nationale, est la première percée "haussmanienne" effectuée dans la ville. Elle traverse le centre ancien d'est en ouest dans l'axe des jardins du Peyrou et de l'arc de triomphe, jusqu'à son centre, point haut de la Ville. Elle devait rejoindre l'esplanade, mais la dureté foncière dans le quartier Jacques-Cœur, stoppa net l'avancée de la saignée qui s'arrête à la rue de l'Aiguillerie.

Elle permet une connexion avec les axes majeurs du centre historique, et notamment la rue de la Loge vers la place de la Comédie. C'est par ailleurs la seule pénétrante circulée de l'aire piétonne qui joue un rôle de « colonne vertébrale » distribuant de part de d'autre des lieux emblématiques tels que les places de la Canourgue et Chabaneau, le Carré Sainte-Anne,...

Sur cet axe majeur sont implantés des monuments et des bâtiments importants du patrimoine historique de Montpellier comme le palais de justice, temple néo-antique, achevé en 1850 ; la préfecture, d'architecture classique (1865-1870) greffée sur l'ancien Hôtel de Gange (1686) et encore les halles Castellane, établies en 1869, sur l'emplacement traditionnel des marchés depuis le moyen-âge et première construction utilisant l'architecture métallique à Montpellier. A ces hauts lieux montpelliérains s'ajoutent encore la fontaine de l'intendance (1775), les 3 passages, entre la rue Foch, la rue de l'Aiguillerie et la rue de la Loge, passage couvert commercial lié à l'opération de percement de la rue Foch, seul exemple à Montpellier de ces lieux urbains à la mode à Paris au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle.

Des études de diagnostic et de projet ont été réalisées entre 2004 et 2006, sans aboutir sur une réalisation effective.

L'avant-place Royale du Peyrou et la ligne 4 du tramway ayant été réalisés, une étude programmatique a été lancée afin de révéler les qualités de la rue Foch, axe majeur, de retrouver un aspect « promenade » depuis le

Peyrou en lien avec les circuits touristiques et marchands du centre-ville, de rendre perméable le nord et le sud de l'Ecusson, en rétablissant une armature pour irriguer et fédérer les différents territoires connexes.

Ainsi, pour envisager l'avenir de cet ensemble, cette étude :

- Analyse et projette l'évolution du tissu commercial et le fonctionnement urbain (fonctionnement de l'aire piétonne, déplacements tous modes, accès aux parkings)
- Programme et dimensionne les besoins urbains de ce secteur pour déterminer un projet global permettant une transformation des usages des espaces publics, les rénover, pour améliorer les liens entre les différents quartiers du centre de l'Ecusson, renforcer l'attractivité et mettre en valeur le patrimoine (avant d'engager une étude de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des aménagements);
- S'assure de la faisabilité économique et opérationnelle, notamment pour phaser dans le temps ces différentes mutations.

Afin de ne pas compromettre ces aménagements futurs et de mettre en cohérence les différents projets, il s'avère dès aujourd'hui nécessaire d'instituer un périmètre d'étude au sens de l'article L.421-1 du code de l'urbanisme. La délimitation précise du périmètre est jointe en annexe de la présente délibération.

Cette disposition permettra à la collectivité, le cas échéant, d'opposer un sursis à statuer aux demandes d'autorisation de travaux, de constructions ou d'installations qui pourraient porter préjudice à la mise en œuvre du projet d'aménagement qui sera envisagé.

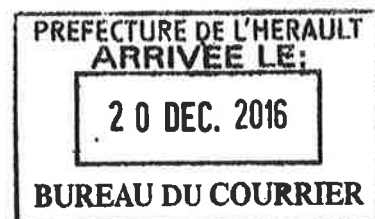
**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- de prendre en considération l'étude lancée sur le secteur « Foch - Comédie » ;
- d'instituer un périmètre d'étude, ci annexé, délimitant les terrains concernés par l'opération conformément aux dispositions de l'article L.421-1 du code de l'urbanisme ;
- d'autoriser M le Maire, son représentant, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

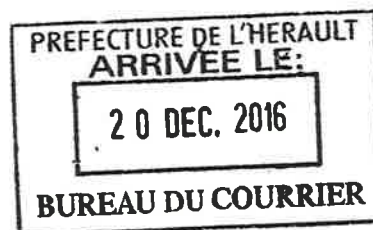
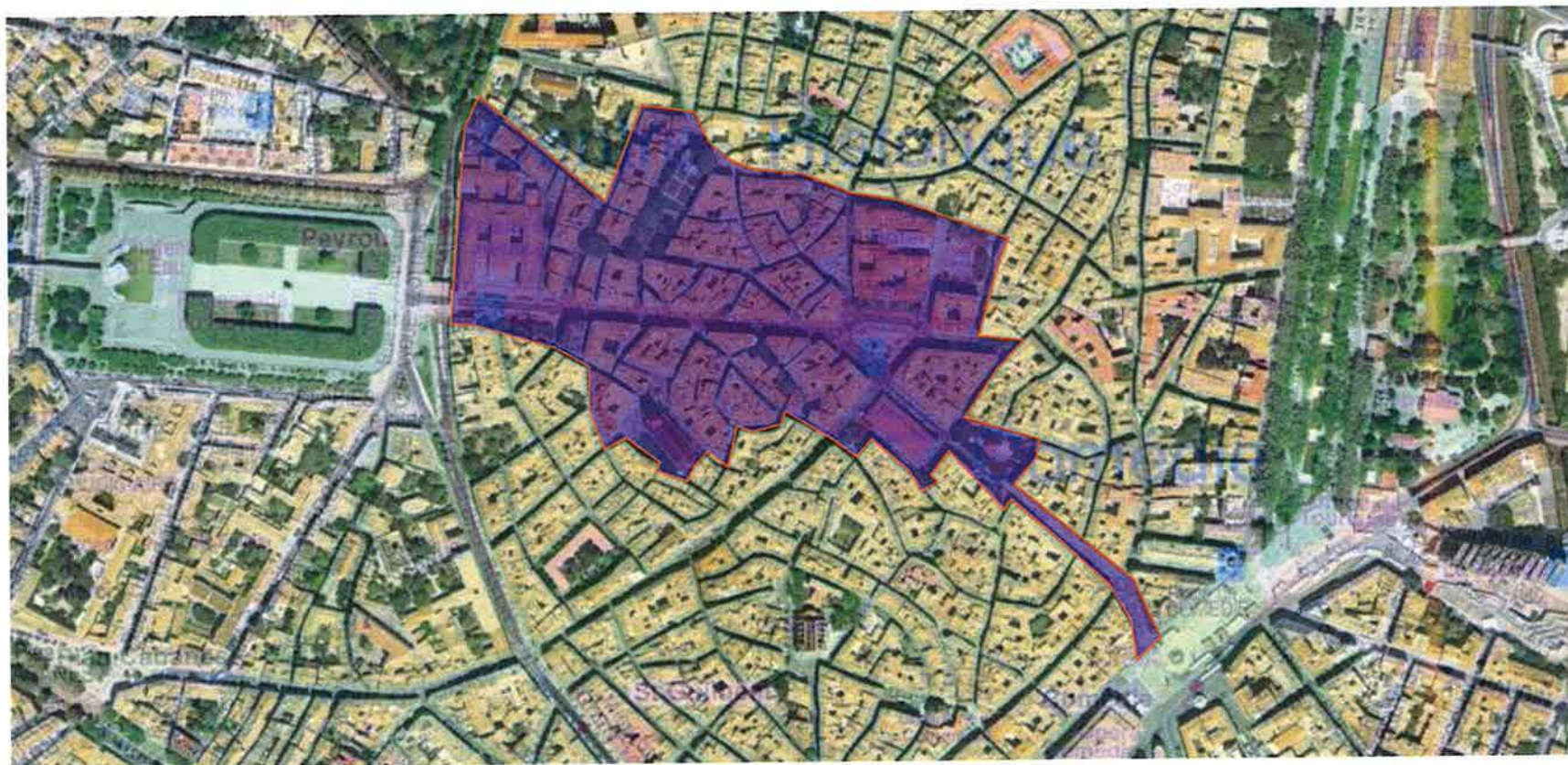


**Publiée le : 16 décembre 2016**

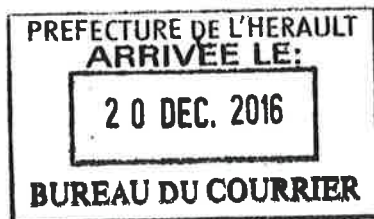


## Périmètre d'étude Foch-Comédie

Annexe à la DCM







## Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

## MISSION GRAND COEUR

### Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité

### Préemption du fonds de commerce 1 rue d'Alger

### Bilan de la procédure de rétrocession

### Lancement de la nouvelle procédure

### et approbation du cahier des charges

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La dynamisation du commerce et de l'artisanat du centre-ville est un des objectifs prioritaires de l'opération « Montpellier Grand Cœur » lancée en 2003 par la Ville de Montpellier pour agir, de manière globale, sur tout ce qui contribue à améliorer la qualité du centre ancien pour ceux qui y vivent, le fréquentent et y consomment.

La Ville, dans le cadre de la loi du 2 août 2005, de son décret d'application n°2007-1827 du 26 décembre 2007 et de la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008, a décidé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 de définir un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et d'y instaurer un droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux.

L'objectif de la Ville est de se donner les moyens d'intervenir sur les secteurs confrontés à un risque patent de disparition de certaines offres, de manque de diversité ou de manque de qualité.

11 secteurs sont inscrits depuis 2010 dans ce périmètre :

- Rue de la République et rue d'Alger,
- Halles Laissac – faubourg de la Saunerie – boulevard Clémenceau,
- Boulevard de l'Observatoire – boulevard du Jeu de Paume et boulevard Ledru-Rollin,
- Rue Faubourg du Courreau,
- Rue Saint Guilhem,
- Rue de Verdun – rue Boussairolles – rue du Clos René – rue Aristide Ollivier,
- Rue de la Méditerranée – rue du Pont de Lattes – Place Carnot,

- Cours Gambetta – Plan Cabanes Ouest – rue Adam de Craponne,
- Place Roger Salengro – rue du Faubourg Figuerolles,
- Boulevard Louis Pasteur – Boulevard Louis Blanc – place Albert 1<sup>er</sup> – rue de l'Université,
- Rue de l'Aiguillerie – place Notre Dame – rue du Pila St Gély.

Par décision du 29 septembre 2015, ce premier périmètre a été étendu à la rue Maguélone, à la Grand'rue Jean Moulin (partie sud-ouest), au boulevard Victor Hugo ainsi qu'à quelques parcelles en compléments des 11 secteurs initiaux.

Dans ce cadre et par décision en date du 19 décembre 2012, la Ville de Montpellier a décidé d'exercer le droit de préemption dont elle est bénéficiaire sur la cession du fonds de commerce de la SARL LE MEKONG, situé 1 rue d'Alger et cadastré section EW n°11, au prix proposé dans la déclaration de cession. A la suite de cette décision de préemption, la Ville est donc devenue propriétaire de ce fonds de commerce.

Conformément aux articles L. 214-1 à L. 214-3, et R. 214-11 à R. 214-17 du code de l'urbanisme, la Ville entend procéder à la rétrocession de ce fonds de commerce avec droit au bail, dans le respect de l'objectif de sauvegarde de la diversité commerciale et artisanale.

La procédure de rétrocession est fixée par les articles R. 214-11 à R. 214-17 du code de l'urbanisme. En synthèse, ces dispositions réglementaires prévoient :

- une délibération du Conseil municipal en vue de lancer la procédure et de valider le cahier des charges de cession,
- un affichage en mairie pendant 15 jours, avis qu'il est proposé au Conseil municipal de compléter par un avis de publicité sur le site internet de la Ville et dans le quotidien Midi Libre,
- puis une délibération du Conseil municipal en fin de procédure sur le choix de l'acquéreur retenu indiquant les conditions de la cession et les raisons du choix du cessionnaire.

La procédure est conditionnée à l'accord exprès et écrit du bailleur sur le résultat de la consultation, cette condition devant être mentionnée dans l'avis de publicité, étant précisé qu'en cas de changement d'activité, ce dernier peut souhaiter conclure un nouveau bail avec éventuellement une modification du montant du loyer.

Une première procédure de rétrocession avait été lancée par le Conseil municipal le 28 janvier 2016 (délibération n° 2016/10).

Un affichage en mairie et une publication sur le site internet de la Ville, invitant les personnes intéressées à retirer le cahier des charges et à faire acte de candidature, avaient été effectuées.

Néanmoins, aucun candidat ne s'était manifesté, ce qui impose de renouveler la procédure de rétrocession. La publicité de cet appel à candidature sera élargie par une publication dans le Midi Libre.

Le cahier des charges annexé à la présente délibération a pour objectif de fixer les conditions de rétrocession afin de garantir le respect des objectifs définis. Conformément à l'article R. 214-11 du code de l'urbanisme instauré par le décret d'application n°2007-1827 du 26 décembre 2007, ce cahier des charges servira de support à un nouvel appel à candidature pour la rétrocession du fonds de commerce.

La date de remise des candidatures proposée est le 16 février 2017 à 16 heures.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de lancer une nouvelle procédure de rétrocession du fonds de commerce du local sis 1 rue d'Alger, conformément aux articles R. 214-11 à R. 214-17 du code de l'urbanisme ;
- d'approuver le cahier des charges de rétrocession joint en annexe ;

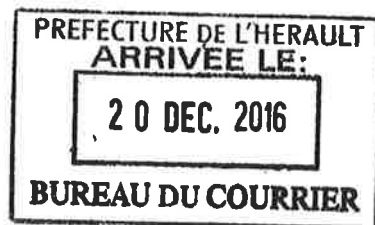
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

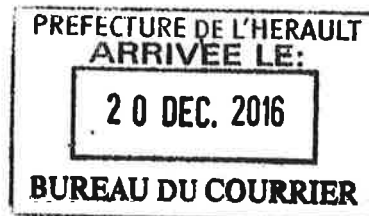
**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 16 décembre 2016**







## CAHIER DES CHARGES

### RETROCESSION DE FONDS DE COMMERCE AVEC DROIT AU BAIL 1 rue d'Alger

#### – Ville de Montpellier –

La dynamisation du commerce et de l'artisanat du centre ville est un des objectifs prioritaires de l'opération « Montpellier Grand Cœur » lancée en 2003 par la Ville de Montpellier, pour agir, de manière globale, sur tout ce qui contribue à améliorer la qualité du centre ancien pour ceux qui y vivent, le fréquentent et y consomment.

La Ville, dans le cadre de la loi du 2 août 2005, de son décret d'application n°2007-1827 du 26 décembre 2007 et de la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008, a décidé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 de définir un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et d'y instaurer un droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux.

L'objectif de la Ville est se donner les moyens d'intervenir sur les secteurs confrontés à un danger patent de disparition de certaines offres, de manque de diversité ou de manque de qualité.

11 secteurs sont inscrits depuis 2010 dans ce périmètre :

- Rue de la République et rue d'Alger,
- Halles Laissac – faubourg de la Saunerie – Boulevard Clemenceau,
- Boulevard de l'Observatoire – boulevard du Jeu de Paume et boulevard Ledru-Rollin,
- Rue Faubourg du Courreau,
- Rue Saint Guilhem,
- Rue de Verdun – rue Boussairolles – rue du Clos René – rue Aristide Ollivier,
- Rue de la Méditerranée – rue du Pont de Lattes – Place Carnot,
- Cours Gambetta – Plan Cabanes Ouest – rue Adam de Craponne,
- Place Roger Salengro – rue du Faubourg Figuerolles,
- Boulevard Louis Pasteur – Boulevard Louis Blanc – place Albert 1<sup>er</sup> – rue de l'Université,
- Rue de l'Aiguillerie – place Notre Dame – rue du Pila St Gély.

Par décision du 29 septembre 2015, ce premier périmètre a été étendu à la rue Maguelonne, à la Grand'rue Jean Moulin (partie sud-ouest), au boulevard Victor Hugo ainsi qu'à quelques parcelles en compléments des 11 secteurs initiaux.

Par décision en date du 19 décembre 2012, le Maire de Montpellier a décidé d'exercer le droit de préemption dont il est bénéficiaire sur la cession du fonds de commerce de la SARL LE MEKONG, situé 1 rue d'Alger et cadastré section EW n°11.

La cession du fonds de commerce au profit de la commune de Montpellier a été réalisée le 27 mai 2013.

Le cahier des charges ci-après a pour objectif de fixer les conditions de rétrocession de celui-ci afin de garantir le respect des objectifs définis. Conformément à l'article R 214-11 du code de l'urbanisme instauré par le décret d'application n°2007-1827 du 26 décembre 2007, il va servir de support à l'appel à candidature pour la rétrocession du fonds de commerce.

# SOMMAIRE

## EXPOSE

### **1 - Situation de la Ville**

### **2 - Situation du commerce**

### **3 - Potentiel commercial**

Les activités de commerce autorisées au bail

Les activités souhaitées par la Ville

Les activités exclues

### **4 - Description des locaux commerciaux**

Etat des lieux

### **5- Description du fonds de commerce avec droit au bail**

### **6 - Les conditions de rachat**

Prix de la cession

Le dossier à élaborer par le futur repreneur

Modalité de candidature

Les conditions du choix du repreneur

### **7- Respect du cahier des charges**

## EXPOSE

**Par délibération en date du 26 juillet 2010, le Conseil Municipal a délimité un périmètre de sauvegarde** du commerce et de l'artisanat de proximité, à l'intérieur duquel sont soumises au droit de préemption, les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce de baux commerciaux. **Ce périmètre a été complété par délibération du conseil municipal en date du 29 septembre 2015.**

C'est dans ce cadre que la Ville a préempté le fonds de commerce appartenant à Madame Kim Thath SUN, commerçante, née à Battambang (Cambodge) le 3 mars 1962, célibataire, résidente au sens de la réglementation fiscale, et demeurant 102 allée de Jehan Rictus à (34000) MONTPELLIER, immatriculée au RCS de Montpellier sous le n° 422.814.848, dont l'acte de cession est intervenu le 27 mai 2013.

Conformément aux articles L 214-1 à L 214-3, et R 214-11 à R 214-16 du Code de l'urbanisme, la Ville procède à la rétrocession de ce fonds de commerce avec droit au bail, dans l'objectif de sauvegarder la diversité commerciale et artisanale.

### 1 - Situation de la Ville

Département de l'Hérault, Ville de Montpellier, centre-ville.

### 2 - Situation du commerce

Le local est situé au 1 Rue d'Alger, à proximité de la tour de la Babotte et du boulevard de l'Observatoire. La rue d'Alger assure désormais la connexion entre le Nouveau parking St Roch, la tour de la Babotte et les Halles Laissac (bientôt renouvelées) et dans le prolongement avec le Boulevard du Jeu de Paume.

### 3 - Potentiel commercial

#### a) Les activités de commerce autorisées au bail :

Le Bail commercial précédent autorisait les activités suivantes :

« Vente de produits alimentaires et accessoires, d'objets artisanaux, petite restauration sur place et à emporter, import-export » bien que le fonds de commerce n'ait réellement été dédié dans les faits qu'à l'activité de restauration asiatique.

#### b) Les activités privilégiées par la Ville :

La Ville souhaite renforcer l'attractivité de cette rue en diversifiant les activités commerciales et artisanales proposées.

La situation privilégiée du local, aux croisées de deux axes de connexion « gare-Halles Laissac » d'une part, « parking du nouveau St Roch-futures Halles Laissac » desservant le boulevard du Jeu de Paume », lui ouvre plusieurs possibilités, dans le domaine des commerces dits traditionnels et de proximité, tels que :

TRAITEUR, RESTAURATION, VENTE DE PATISSERIE ET DE PAIN, VENTE DE PRODUITS ALIMENTAIRES REGIONAUX, CHOCOLATIER, CONFISEUR, PRET A



PORTER ET ACCESSOIRES DE MODE, MAROQUINERIE EQUIPEMENT DE LA MAISON, ACTIVITES ARTISTIQUES ET ARTISANALES et tous autres projets commerciaux de nature à apporter vitalité et animation.

En application de l'article L 214-2 du Code de l'urbanisme, une clause particulière sera insérée dans l'acte de rétrocession qui prévoira sa résiliation en cas d'absence maintien par le cessionnaire de l'activité validée par la Ville. En cas de cession future du bail, la Ville aura de nouveau un droit de priorité à l'acquisition, afin de maintenir l'activité commerciale choisie.

#### **c) Les activités exclues :**

Afin de garantir le maintien des commerces de proximité et dans le but de développer la diversité, la qualité de l'offre et l'attractivité commerciale, certaines activités sont exclues dans le cadre de la reprise de ce fonds de commerce :

LES BANQUES, ASSURANCES, LES SERVICES IMMOBILIERS, LES COIFFEURS, LA RESTAURATION RAPIDE, COMMERCE SANS SPECIALISATION PARTICULIERE, TYPE « BAZAR EN TOUS GENRES », EPICERIES DE NUIT, LES BUREAUX OU CABINETS DE PROFESSIONS LIBERALES.

### **4 - Description des locaux commerciaux**

#### **a) Etat des lieux**

Au rez-de-chaussée d'un immeuble situé 1 rue d'Alger (cadastré Section EW 011) MONTPELLIER (34000).

Un local commercial, d'une superficie de 62m<sup>2</sup> (lot 3 du plan de copropriété annexé au renouvellement du bail), constitué de 2 pièces avec vitrines protégées chacune par un rideau métallique plein, d'une pièce arrière avec évier et sanitaires.  
Cette désignation est celle figurant à l'acte de renouvellement du bail commercial.

Le repreneur prendra les lieux dans l'état dans lequel ils se trouvent lors de la rétrocession du fonds de commerce, sans pouvoir exiger de travaux de la part du vendeur.

### **5- Description du fonds de commerce avec droit au bail**

#### **a) Fonds de commerce**

##### **a.1 éléments incorporels**

- L'achalandage,
- Le droit au bail pour le temps restant à courir des locaux sis 1 rue d'Alger (34000) MONTPELLIER où le fonds est exploité.

##### **a.2 éléments corporels**

- Il n'existe, à ce jour, aucun élément corporel du fonds,
- Le fonds de commerce est vide de toutes marchandises

Tel que ledit fonds se poursuit et comporte dans son état actuel avec toutes ses aisances et dépendances, ses agencements sans exception ni réserve, le Cessionnaire déclarant le bien connaître tant pour l'avoir visité.

### **b) Modalités du Bail commercial**

Les locaux dans lesquels le fonds, objet des présentes, était exploité ont été donnés à bail au profit de la SARL HUONG-QUE par Madame Isabelle DE COUASNON, aux termes d'un acte sous seing privé en date du 15 mars 1999, pour une durée de 9 années ayant commencé à courir le 1<sup>er</sup> mai 2002 pour se terminer le 14 février 2008.

Ladite SARL HUONG-QUE a cédé son fonds de commerce à Madame SUN le 15 janvier 2003, laquelle devient le nouveau preneur.

Le bail est arrivé à échéance le 14 février 2008 et s'est poursuivi par tacite reconduction.

Madame SUN a demandé par acte extra-judiciaire le renouvellement dudit bail.

Madame Isabelle DE COUASNON ayant accepté la demande, le renouvellement du bail commercial a été régularisé par acte sous seing privé en date du 13 janvier 2012.

Le bail a donc été conclu pour une durée de 9 années ayant commencé à courir le 1<sup>er</sup> octobre 2011 pour se terminer le 30 septembre 2020.

#### **b.1 Loyer**

Le montant actuel du loyer annuel est hors charges de DIX MILLE DEUX CENT SOIXANTE DOUZE EUROS (10.272,00€) payable en douze termes égaux exigibles d'avance entre le 1<sup>er</sup> et le 5 de chaque mois, soit **un loyer mensuel hors charge et taxes de HUIT CENT CINQUANT SIX EUROS (856,00€)**.

Le loyer n'est pas soumis à la TVA.

Ce loyer est révisable en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction publié par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques. Il est précisé que le montant initial du loyer a été déterminé en prenant pour bas l'indice du premier trimestre de l'année 2011 qui s'élève à 1554.

En cas de déspécialisation, le bailleur pourra souhaiter la conclusion d'un nouveau bail commercial, un nouveau loyer pourra éventuellement être appliqué.

#### **b.2 Dépôt de garantie**

Le montant du dépôt de garantie est de **MILLE SEPT CENT DOUZE EUROS (1 712,00€)**.

Il sera remboursé par le CESSIONNAIRE au CEDANT en même temps que le paiement du prix du fonds, objet des présentes.

#### **b.3 Impôts et charges**

Les clauses du bail relatives aux impôts et charges sont ci-après littéralement rapportées :

1/ Le « Preneur » devra acquitter exactement les impôts, contributions et taxes à sa charge personnelle dont le « Bailleur » pourrait être responsable sur le fondement des dispositions fiscales en vigueur. Il devra justifier de leur acquit et marchandises.

2/ en sus du loyer, le « Preneur » remboursera au « Bailleur » :

- Les taxes municipales afférentes au bien loué, notamment la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, la taxe de balayage, les taxes locatives
- Les fournitures et prestations individuelles ou collectives récupérables sur le locataire.

3/ le « Preneur » acquittera directement toutes consommations personnelles pouvant résulter d'abonnements individuels, de manière à ce que le « Bailleur » ne soit jamais inquiété à ce sujet.

#### **b.4 Cession, sous-location**

Les clauses du bail relatives à la cession et à la sous-location des lieux sont ci-après littéralement rapportées :

« Le « Preneur » ne pourra céder son droit au présent bail ou sous-louer les lieux dépendant, en tout ou en partie, sans le consentement express et par écrit du « Bailleur » sous peine de nullité des cessions sous sous-locations consenties au mépris de cette clause, et même de résiliation des présentes. Toutefois, il pourra, sans avoir besoin de ce consentement, consentir une cession du bail à son successeur dans le commerce.

Toute cession ou sous-location devra être réalisée par acte authentique, auquel le « Bailleur » sera appelé. Une copie exécutoire par extrait lui sera remise, sans frais pour lui, dans le mois de la signature de l'acte de cession.

Les preneurs devront occuper personnellement les locaux loués et sans pouvoir en concéder la jouissance, totale ou partielle, même gratuite à un tiers ».

## **6 - Les conditions de rachat**

### **a) Prix proposé**

Le fonds de commerce avec droit au bail est proposé au prix de 25 000 € (vingt-cinq mille euros).

La cession se fera devant notaire et dans le respect des conditions fixées par les dispositions du Chapitre Ier du Titre IV du Livre Ier du Code de Commerce. Les frais d'acte seront à la charge du repreneur.

### **b) Le dossier à élaborer par le futur repreneur**

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- 1- Un dossier technique de reprise avec avant-projet (présentation de l'enseigne et de l'activité prévue, montants et nature des investissements, bilan prévisionnel, plans et modalités de financement, esquisse du projet, aménagement intérieur, extérieur...) attestation d'engagement de respecter l'ensemble des réglementations applicables (ERP, urbanisme, enseignes...)
- 2- L'extrait K-Bis de la société ou les projets de statuts dans le cas où la société serait en cours de création
- 3- L'inscription au répertoire du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou lorsque la société est établie dans un autre état membre de l'Union Européenne, d'un titre équivalent leur conférant ou leur reconnaissant la qualité de commerçant ou d'artisan.
- 4- Copie de la carte d'identité du commerçant ou du gérant



- 5- Curriculum vitae (avec détail de l'expérience dans l'activité)
- 6- Avis d'imposition actuel
- 7- Le statut matrimonial du repreneur
- 8- L'offre de prix

Toutes ces informations pourront être transmises au bailleur, afin d'obtenir son accord préalable. Ce dernier pourra souhaiter la conclusion d'un nouveau bail commercial, un nouveau loyer pourra éventuellement être appliqué par le bailleur.

### **c) Modalités de dépôt des candidatures**

Le cahier des charges de rétrocession est consultable et peut être retiré en mairie.

Le local est visitable sur rendez-vous.

Les candidatures devront être adressées par lettre recommandée avec accusé de réception en **Mairie de Montpellier, Direction de l'urbanisme opérationnel, service foncier opérationnel, avant le jeudi 16 février 2017 à 16 heures**, le cachet de la poste faisant foi, ou déposées directement dans ce service contre remise de récépissé.

**Pour toute information technique concernant le dossier, la personne ressource est Monsieur Jean-François SCIGACZ, responsable de l'activité commerciale (SA3M) joignable téléphoniquement au 04.67.63.73.51 ou par courriel : [jean-francois.scigacz@sa3m.fr](mailto:jean-francois.scigacz@sa3m.fr)**

### **d) Les conditions du choix du repreneur et modalités**

Le choix du repreneur est déterminé selon les critères suivants et les échelles de valeur suivantes :

- 1- Projet de commerce : 60%
  - Activité proposée et travaux d'installation et d'agencement
  - Intérêt du concept commercial
  - Qualité du dossier de candidature
  - Dossier technique de reprise complet
  - Solidité financière

**En l'absence de production des pièces comprenant ces rubriques et éléments, la candidature sera considérée comme non recevable.**

- 2- Proposition financière: 40%
  - La rétrocession sera autorisée par délibération du Conseil Municipal indiquant les conditions de la rétrocession et les raisons du choix du cessionnaire.
  - Conformément aux dispositions de l'article R 214-12 du Code de l'urbanisme, M. le Maire publiera, par voie d'affichage en mairie d'une durée de 15 jours et par tous autres moyens un avis de rétrocession.
  - Il est précisé que la cession est subordonnée à l'accord du bailleur, et au respect du règlement de copropriété.

### **7- Respect du cahier des charges**

En vertu de l'article L 214-2 du code de l'urbanisme, l'acte de rétrocession devra prévoir les conditions dans lesquelles il pourra être résilié en cas d'inexécution par le cessionnaire du cahier des charges.

**PERIMETRE DE SAUVEGARDE DU COMMERCE  
ET DE L'ARTISANAT DE PROXIMITE**

**RETROCESSION DU FONDS DE COMMERCE 1 RUE D'ALGER**

La dynamisation du commerce et de l'artisanat du centre-ville est un des objectifs prioritaires de l'opération « Montpellier Grand Cœur » lancée en 2003 par la Ville de Montpellier pour agir, de manière globale, sur tout ce qui contribue à améliorer la qualité du centre ancien pour ceux qui y vivent, le fréquentent et y consomment.

La Ville, dans le cadre de la loi du 2 août 2005, de son décret d'application n°2007-1827 du 26 décembre 2007 et de la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008, a décidé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 de définir un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et d'y instaurer un droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux.

L'objectif de la Ville est de se donner les moyens d'intervenir sur les secteurs confrontés à un risque patent de disparition de certaines offres, de manque de diversité ou de manque de qualité.

11 secteurs sont inscrits depuis 2010 dans ce périmètre :

- Rue de la République et rue d'Alger,
- Halles Laissac – faubourg de la Saunerie – boulevard Clémenceau,
- Boulevard de l'Observatoire – boulevard du Jeu de Paume et boulevard Ledru-Rollin,
- Rue Faubourg du Courreau,
- Rue Saint Guilhem,
- Rue de Verdun – rue Boussairolles – rue du Clos René – rue Aristide Ollivier,
- Rue de la Méditerranée – rue du Pont de Lattes – Place Carnot,
- Cours Gambetta – Plan Cabanes Ouest – rue Adam de Craponne,
- Place Roger Salengro – rue du Faubourg Figuerolles,
- Boulevard Louis Pasteur – Boulevard Louis Blanc – place Albert 1<sup>er</sup> – rue de l'Université,
- Rue de l'Aiguillerie – place Notre Dame – rue du Pila St Gély.

Par décision du 29 septembre 2015, ce premier périmètre a été étendu à la rue Maguelone, à la Grand'rue Jean Moulin (partie sud-ouest), au boulevard Victor Hugo ainsi qu'à quelques parcelles en compléments des 11 secteurs initiaux.

Dans ce cadre et par décision en date du 19 décembre 2012, la Ville de Montpellier a décidé d'exercer le droit de préemption dont elle est bénéficiaire sur la cession du fonds de commerce de la SARL LE MEKONG, situé 1 rue d'Alger et cadastré section EW n°11, au prix proposé dans la

déclaration de cession. A la suite de cette décision de préemption, la Ville est donc devenue propriétaire de ce fonds de commerce.

Conformément aux articles L. 214-1 à L. 214-3, et R. 214-11 à R. 214-17 du code de l'urbanisme, la Ville entend procéder à la rétrocession de ce fonds de commerce avec droit au bail, dans le respect de l'objectif de sauvegarde de la diversité commerciale et artisanale.

La procédure de rétrocession est fixée par les articles R. 214-11 à R. 214-17 du code de l'urbanisme. En synthèse, ces dispositions réglementaires prévoient :

- une délibération du Conseil municipal en vue de lancer la procédure et de valider le cahier des charges de cession,
- un affichage en mairie pendant 15 jours, avis qu'il est proposé au Conseil de compléter par un avis de publicité sur le site internet de la Ville et dans le Midi Libre,
- puis une délibération du Conseil municipal en fin de procédure sur le choix de l'acquéreur retenu indiquant les conditions de la cession et les raisons du choix du cessionnaire.

La procédure est conditionnée à l'accord exprès et écrit du bailleur sur le résultat de la consultation, cette condition devant être mentionnée dans l'avis de publicité, étant précisé qu'en cas de changement d'activité, ce dernier peut souhaiter conclure un nouveau bail avec éventuellement une modification du montant du loyer.

Une première procédure de rétrocession avait été lancée par le Conseil Municipal le 28 janvier 2016 (délibération n° 2016/10).

Un affichage en mairie et une publication sur le site internet de la Ville, invitant les personnes intéressées à retirer le cahier des charges et à faire acte de candidature, avaient été effectuées.

Néanmoins, aucun candidat ne s'était manifesté, ce qui impose de renouveler la procédure de rétrocession. La publicité de cet appel à candidature sera élargie par une publication dans le Midi Libre.

Le cahier des charges annexé à la présente délibération a pour objectif de fixer les conditions de rétrocession afin de garantir le respect des objectifs définis. Conformément à l'article R. 214-11 du code de l'urbanisme instauré par le décret d'application n°2007-1827 du 26 décembre 2007, ce cahier des charges servira de support à un nouvel appel à candidature pour la rétrocession du fonds de commerce.

La date de remise des candidatures proposée est le 16 février 2017 à 16 heures.

### **PROPOSITION D.U.Op :**

la DUOP propose que cette affaire soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil Municipal afin que le Conseil lance la procédure de rétrocession du fonds de commerce du local sis 1 rue d'Alger, conformément aux articles R. 214-11 à R. 214-17 du code de l'urbanisme et approuve le cahier des charges de rétrocession.

### **L'AVIS DU G.T.U EST SOLLICITE SUR CETTE PROPOSITION.**



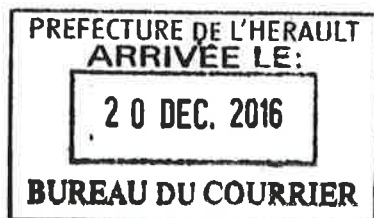
## Rétrocession du fonds de commerce 1 rue d'Alger

M

**Direction Urbanisme Opérationnel**  
**Service Foncier Opérationnel**







## Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Claire HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

## MISSION GRAND COEUR

### Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité Préemption du fonds de commerce 31 rue Saint Guilhem Lancement de la procédure de rétrocession et approbation du cahier des charges

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La dynamisation du commerce et de l'artisanat du centre-ville est un des objectifs prioritaires de l'opération « Montpellier Grand Cœur » lancée en 2003 par la Ville de Montpellier pour agir, de manière globale, sur tout ce qui contribue à améliorer la qualité du centre ancien pour ceux qui y vivent, le fréquentent et y consomment.

La Ville, dans le cadre de la loi du 2 août 2005, de son décret d'application n°2007-1827 du 26 décembre 2007 et de la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008, a décidé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 de définir un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et d'y instaurer un droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux.

L'objectif de la Ville est de se donner les moyens d'intervenir sur les secteurs confrontés à un risque patent de disparition de certaines offres, de manque de diversité ou de manque de qualité.

11 secteurs sont inscrits depuis 2010 dans ce périmètre :

- Rue de la République et rue d'Alger,
- Halles Laissac – faubourg de la Saunerie – boulevard Clémenceau,
- Boulevard de l'Observatoire – boulevard du Jeu de Paume et boulevard Ledru-Rollin,
- Rue Faubourg du Courreau,
- Rue Saint Guilhem,
- Rue de Verdun – rue Boussairolles – rue du Clos René – rue Aristide Ollivier,
- Rue de la Méditerranée – rue du Pont de Lattes – Place Carnot,
- Cours Gambetta – Plan Cabanes Ouest – rue Adam de Craponne,

- Place Roger Salengro – rue du Faubourg Figuerolles,
- Boulevard Louis Pasteur – Boulevard Louis Blanc – place Albert 1<sup>er</sup> – rue de l'Université,
- Rue de l'Aiguillerie – place Notre Dame – rue du Pila St Gély.

Par décision du 29 septembre 2015, ce premier périmètre a été étendu à la rue Maguelone, à la Grand'rue Jean Moulin (partie sud-ouest), au boulevard Victor Hugo ainsi qu'à quelques parcelles en compléments des 11 secteurs initiaux.

Dans ce cadre et par décision en date du 17 avril 2015, la Ville de Montpellier a décidé d'exercer le droit de préemption dont elle est bénéficiaire sur la cession du fonds de commerce de la SARL LES 2 M, situé 31 rue Saint Guilhem et cadastré section HV 5, au prix proposé dans la déclaration de cession. A la suite de cette décision de préemption, la Ville est donc devenue propriétaire de ce fonds de commerce.

Conformément aux articles L. 214-1 à L. 214-3, et R. 214-11 à R. 214-17 du code de l'urbanisme, la Ville entend procéder à la rétrocession de ce fonds de commerce avec droit au bail, dans le respect de l'objectif de sauvegarde de la diversité commerciale et artisanale.

La procédure de rétrocession est fixée par les articles R. 214-11 à R. 214-17 du code de l'urbanisme. En synthèse, ces dispositions réglementaires prévoient :

- une délibération du Conseil municipal en vue de lancer la procédure et de valider le cahier des charges de cession,
- un affichage en mairie pendant 15 jours, avis qu'il est proposé au Conseil de compléter par un avis de publicité sur le site internet de la Ville et dans le Midi Libre,
- puis une délibération du Conseil municipal en fin de procédure sur le choix de l'acquéreur retenu indiquant les conditions de la cession et les raisons du choix du cessionnaire.

La procédure est conditionnée à l'accord exprès et écrit du bailleur sur le résultat de la consultation, cette condition devant être mentionnée dans l'avis de publicité, étant précisé qu'en cas de changement d'activité, ce dernier peut souhaiter conclure un nouveau bail avec éventuellement une modification du montant du loyer.

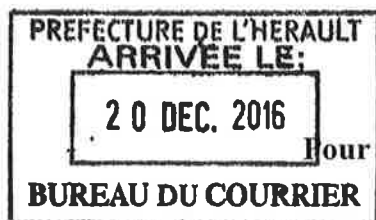
Le cahier des charges annexé à la présente délibération a pour objectif de fixer les conditions de rétrocession afin de garantir le respect des objectifs définis. Conformément à l'article R. 214-11 du code de l'urbanisme instauré par le décret d'application n°2007-1827 du 26 décembre 2007, ce cahier des charges servira de support à l'appel à candidature pour la rétrocession du fonds de commerce.

La date de remise des candidatures proposée est le jeudi 16 février 2017 à 16 heures.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de lancer la procédure de rétrocession du fonds de commerce du local sis 31 rue Saint Guilhem, conformément aux articles R. 214-11 à R. 214-17 du code de l'urbanisme ;
- d'approuver le cahier des charges de rétrocession joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

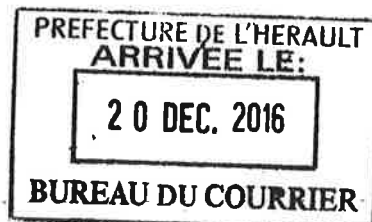


Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

**Publiée le : 16 décembre 2016**

# CAHIER DES CHARGES



## RETROCESSION DE FONDS DE COMMERCE AVEC DROIT AU BAIL 31 rue SAINT GUILHEM à MONTPELLIER

La dynamisation du commerce et de l'artisanat du centre ville est un des objectifs prioritaires de l'opération « Montpellier Grand Cœur » lancée en 2003 par la Ville de Montpellier, pour agir, de manière globale, sur tout ce qui contribue à améliorer la qualité du centre ancien pour ceux qui y vivent, le fréquentent et y consomment.

La Ville, dans le cadre de la loi du 2 août 2005, de son décret d'application n°2007-1827 du 26 décembre 2007 et de la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008, a décidé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 de définir un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et d'y instaurer un droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux.

L'objectif de la Ville est se donner les moyens d'intervenir sur les secteurs confrontés à un danger patent de disparition de certaines offres, de manque de diversité ou de manque de qualité.

11 secteurs sont inscrits depuis 2010 dans ce périmètre :

- Rue de la République et rue d'Alger,
- Halles Laissac – faubourg de la Saunerie – Boulevard Clemenceau,
- Boulevard de l'Observatoire – boulevard du Jeu de Paume et boulevard Ledru-Rollin,
- Rue Faubourg du Courreau,
- Rue Saint Guilhem,
- Rue de Verdun – rue Boussairolles – rue du Clos René – rue Aristide Ollivier,
- Rue de la Méditerranée – rue du Pont de Lattes – Place Carnot,
- Cours Gambetta – Plan Cabanes Ouest – rue Adam de Craponne,
- Place Roger Salengro – rue du Faubourg Figuerolles,
- Boulevard Louis Pasteur – Boulevard Louis Blanc – place Albert 1<sup>er</sup> – rue de l'Université,
- Rue de l'Aiguillerie – place Notre Dame – rue du Pila St Gély.

Par décision du 29 septembre 2015, ce premier périmètre a été étendu à la rue Maguelonne, à la Grand'rue Jean Moulin (partie sud-ouest), au boulevard Victor Hugo ainsi qu'à quelques parcelles en compléments des 11 secteurs initiaux.

Par décision en date du 17 avril 2015, le Maire de Montpellier a décidé d'exercer le droit de préemption dont il est bénéficiaire sur la cession du fonds de commerce de la SARL « LES 2 M », situé 31 rue Saint Guilhem et cadastré section HV n°05.

La cession du fonds de commerce au profit de la commune de Montpellier a été réalisée le 17 juillet 2015.

Le cahier des charges ci-après a pour objectif de fixer les conditions de rétrocession de celui-ci afin de garantir le respect des objectifs définis. Conformément à l'article R 214-11 du code de l'urbanisme instauré par le décret d'application n°2007-1827 du 26 décembre 2007, il va servir de support à l'appel à candidature pour la rétrocession du fonds de commerce.

# SOMMAIRE

## EXPOSE

### **1 - Situation de la Ville**

### **2 - Situation du commerce**

### **3 - Potentiel commercial**

Les activités de commerce autorisées au bail

Les activités souhaitées par la Ville

Les activités exclues

### **4 - Description des locaux commerciaux**

Etat des lieux

### **5- Description du fonds de commerce avec droit au bail**

### **6 - Les conditions de rachat**

Prix de la cession

Le dossier à élaborer par le futur repreneur

Modalité de candidature

Les conditions du choix du repreneur

### **7- Respect du cahier des charges**

## EXPOSE

**Par délibération en date du 26 juillet 2010, le Conseil Municipal a délimité un périmètre de sauvegarde** du commerce et de l'artisanat de proximité, à l'intérieur duquel sont soumises au droit de préemption, les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce de baux commerciaux. **Ce périmètre a été complété par délibération du conseil municipal en date du 29 septembre 2015.**

C'est dans ce cadre que la Ville a préempté le fonds de commerce appartenant à la SARL LES 2 M, par l'intermédiaire de Maître Michel STREBLER, Mandataire Judiciaire au Redressement et à la Liquidation des Entreprises, demeurant à 34970 LATTES, ZAC du Puech Radier, 29 rue Montels l'Eglise.

Cette vente a eu lieu moyennant le prix principal de 26 000 € payé en l'acquit par la SAAM, concessionnaire de la Ville au titre de l'opération d'aménagement Nouveau Grand Cœur.

Conformément aux articles L 214-1 à L 214-3, et R 214-11 à R 214-16 du Code de l'urbanisme, la Ville procède à la rétrocession de ce fonds de commerce avec droit au bail, dans l'objectif de sauvegarder la diversité commerciale et artisanale.

### 1 - Situation de la Ville

Département de l'Hérault, Ville de Montpellier, centre-ville.

### 2 - Situation du commerce

Le local est situé au 31 rue Saint Guilhem qui est une rue structurante dans le cadre du projet de dynamisation commerciale du cœur marchand de Montpellier.

### 3 - Potentiel commercial

#### a) Les activités de commerce autorisées au bail :

Le bail commercial précédent autorisait les activités suivantes :

« l'exploitation d'un fonds de commerce de tout commerce sauf nuisances et sauf activités contraires au règlement de copropriété ».

#### b) Les activités privilégiées par la Ville :

La Ville souhaite renforcer l'attractivité de cette rue en diversifiant les activités commerciales et artisanales proposées.

La situation privilégiée du local lui ouvre plusieurs possibilités, dans le domaine des commerces dits traditionnels et de proximité ou contribuant à l'attractivité de la rue tels que :

EPICERIE FINE OU SPECIALISEE, CAVISTE, VENTE DE PRODUITS ALIMENTAIRES REGIONAUX, CHOCOLATIER, CONFISEUR, EQUIPEMENT DE LA PERSONNE, PRET A PORTER ET ACCESSOIRES DE MODE, MAROQUINERIE, EQUIPEMENT DE LA MAISON, ACTIVITES ARTISTIQUES ET ARTISANALES, LIBRAIRIES, GALERIE D'ART et tous autres projets commerciaux de nature à apporter vitalité et animation.

En application de l'article L 214-2 du Code de l'urbanisme, une clause particulière sera insérée dans l'acte de rétrocession qui prévoira sa résiliation en cas d'absence de maintien par le cessionnaire de l'activité validée par la Ville. En cas de cession future du bail, la Ville aura de nouveau un droit de priorité à l'acquisition, notamment afin de maintenir l'activité commerciale choisie.

#### **c) Les activités exclues :**

Afin de garantir le maintien des commerces de proximité et dans le but de développer la diversité, la qualité de l'offre et l'attractivité commerciale, certaines activités sont exclues dans le cadre de la reprise de ce fonds de commerce :

LES BANQUES, ASSURANCES, LES SERVICES IMMOBILIERS, LES COIFFEURS, LA RESTAURATION RAPIDE, COMMERCE SANS SPECIALISATION PARTICULIERE, TYPE « BAZAR EN TOUS GENRES », EPICERIES DE NUIT, LES BUREAUX OU CABINETS DE PROFESSIONS LIBERALES.

### **4 - Description des locaux commerciaux**

#### **a) Etat des lieux**

Au rez-de-chaussée d'un immeuble situé 31 rue Saint Guilhem (cadastré Section HS 05) MONTPELLIER (34000).

Un local commercial, d'une superficie de 69m<sup>2</sup>, lots 2, 13 et 16 du plan de copropriété annexé au renouvellement du bail, constitué d'une cave (lot 2) en sous-sol de l'immeuble à laquelle on accède par l'escalier, d'un magasin (lot 13) au rez-de-chaussée de l'immeuble ouvrant sur la rue Saint Guilhem et derrière dans la cour intérieure de l'immeuble et sur la cage d'escalier n°1, et d'une cuisine (lot 16) au rez-de-chaussée de l'immeuble, donnant sur la cour intérieure.

Cette désignation est celle figurant sur le bail commercial signé en date du 11 mars 2010.

Le repreneur prendra les lieux dans l'état dans lequel ils se trouvent lors de la rétrocession du fonds de commerce, sans pouvoir exiger de travaux de la part du vendeur.

### **5- Description du fonds de commerce avec droit au bail**

#### **a) Fonds de commerce**

##### **a.1 éléments incorporels**

- achalandage,
- enseigne, nom commercial,
- droit au bail pour le temps restant à courir des locaux sis 31 rue Saint Guilhem (34000) MONTPELLIER où le fonds est exploité.

##### **a.2 éléments corporels**

- matériel et mobilier commerciaux

Etant précisé que le fonds est fermé depuis la fin de l'année 2014 et qu'il ne dépend de ses éléments **aucune clientèle**.



Tel que ledit fonds se poursuit et comporte dans son état actuel avec toutes ses aisances et dépendances, ses agencements sans exception ni réserve.

## **b) Modalités du bail commercial**

Les locaux dans lesquels le fonds, objet des présentes, étaient exploités, ont été donnés à bail au profit de la SARL « LES 2M » par la société IMMO-PERFORMANCE, représentée par Monsieur Marc BEZOUÏ, aux termes d'un acte sous seing privé en date du 11 mars 2010, pour une durée de 9 années ayant commencé à courir le 11 mars 2010 pour se terminer le 10 mars 2019.

### **b.1 Loyer**

Le montant actuel du loyer annuel est hors charges de QUATORZE MILLE QUATRE CENT DOUZE EUROS (14.400,00€ HC) payable en douze termes égaux exigibles d'avance entre le 1<sup>er</sup> et le 5 de chaque mois, soit **un loyer mensuel hors charge et hors taxes de MILLE DEUX CENT EUROS (1.200,00€ HC et HT).**

Le loyer n'est pas soumis à la TVA.

Ce loyer est révisable en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction publié par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques. Il est précisé que le montant initial du loyer a été déterminé en prenant pour base l'indice du troisième trimestre de l'année 2009 qui s'élève à 1502.

En cas de déspécialisation, le bailleur pourra souhaiter la conclusion d'un nouveau bail commercial, un nouveau loyer pourrait alors éventuellement être appliqué.

### **b.2 Dépôt de garantie**

Un dépôt de garantie représentant un terme de loyer pourra être demandé par le bailleur

### **b.3 Impôts et charges**

Les clauses du bail relatives aux impôts, taxe foncière et charges locatives diverses sont ci-après littéralement rapportées :

*1/ Impôts « le preneur acquittera ses contributions personnelles, taxe locative, taxe locale sur la publicité extérieure et la contribution économique territoriale et généralement tous impôts, contributions et taxes auxquels il est assujéti professionnellement et dont le Bailleur pourrait être responsable pour lui et à un titre quelconque, et il devra justifier de leur acquit au Bailleur et notamment à l'expiration du présent bail, avant tout enlèvement des meubles et objets mobiliers, et mobiliers professionnels. »*

*2/ Taxe foncière « la taxe foncière sera supportée par le Bailleur »*

*3/ Charges locatives diverses « Le Preneur » remboursera au Bailleur toutes les charges locatives qui pourront faire l'objet d'une provision payable dans les mêmes conditions que le loyer. Il remboursera au Bailleur toutes les taxes locatives que celui-ci aurait payées pour son compte ».*

*4/ Consommation d'eau, de gaz, et d'électricité « le Preneur acquittera régulièrement ses consommations d'eau, de gaz s'il en existe, d'électricité, et autres suivant les indications des compteurs installés dans les lieux loués, ainsi que les frais de location, d'entretien, et de relevé desdits compteurs ».*

#### b.4 Cession, sous-location

Les clauses du bail relatives à la cession et à la sous-location des lieux sont ci-après littéralement rapportées :

*« Le « Preneur » ne pourra céder son droit au présent bail en tout ou partie, sans le consentement exprès et écrit du Bailleur. Toutefois, il pourra consentir librement une cession du bail à son successeur dans son activité. Le preneur ne pourra non plus sous-louer en tout ou en partie les locaux loués sans le consentement préalable express et par écrit du Bailleur. Toute cession ou sous location dûment autorisée devra avoir lieu par acte notarié auquel le Bailleur sera appelé. Les cessionnaires et sous locataires devront s'obliger solidairement avec le Preneur au paiement des loyers et à l'exécution des conditions du bail, en cas de cession jusqu'au terme de la période de neuf ans en cours et en cas de sous-location pendant la durée de celle-ci. Une copie exécutoire de l'acte de cession ou sous location devra être remise au Bailleur sans frais pour lui afin de servir de titre exécutoire contre les cessionnaires ou sous locataires. Le non respect de cette clause entraîne l'inopposabilité au Bailleur et constitue un motif de résiliation du bail ou de non renouvellement. »*

### 6 - Les conditions de rachat

#### a) Prix proposé

Le fonds de commerce avec droit au bail est proposé au prix de 26 000 € (vingt-six mille euros). Les frais d'acte seront en sus à la charge du repreneur.

La cession se fera devant notaire et dans le respect des conditions fixées par les dispositions du chapitre 1er du Titre IV du Livre 1er du Code de Commerce.

#### b) Dossier à élaborer par le futur repreneur

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- 1- Un dossier technique de reprise avec avant-projet (présentation de l'enseigne et de l'activité prévue, montants et nature des investissements, bilan prévisionnel, plans et modalités de financement, esquisse du projet, aménagement intérieur, extérieur...), attestation d'engagement de respecter l'ensemble des réglementations applicables (ERP, urbanisme, enseignes...)
- 2- L'extrait K-bis de la société ou les projets de statuts dans le cas où la société serait en cours de création
- 3- L'inscription au répertoire du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou, lorsque la société est établie dans un autre état membre de l'Union Européenne, d'un titre équivalent conférant ou reconnaissant la qualité de commerçant ou d'artisan
- 4- Copie de la carte nationale d'identité du commerçant ou du gérant
- 5- Curriculum vitae (avec détail de l'expérience dans l'activité)
- 6- Avis d'imposition actuel
- 7- Le statut matrimonial du repreneur
- 8- L'offre de prix

Toutes ces informations pourront être transmises au bailleur afin d'obtenir son accord préalable.

#### c) Modalités de dépôt des candidatures

Le cahier des charges de rétrocession est consultable et peut être retiré en mairie.

Le local est peut être visité sur rendez-vous.

Les candidatures devront être adressées par lettre recommandée avec accusé de réception en **Mairie de Montpellier, Direction de l'urbanisme opérationnel, service foncier opérationnel**, avant le **16 février 2017 à 16 H**, le cachet de la poste faisant foi, ou déposées directement dans ce service contre remise de récépissé.

**Pour toute information technique concernant le dossier, la personne ressource est Monsieur Jean-François SCIGACZ, responsable de l'activité commerciale (SA3M) joignable téléphoniquement au 04.67.63.73.51 ou par courriel : [jean-francois.scigacz@sa3m.fr](mailto:jean-francois.scigacz@sa3m.fr)**

#### **d) Les conditions du choix du repreneur et modalités**

Le choix du repreneur est déterminé selon les critères et les échelles de valeur suivants :

- 1- Projet de commerce : 60%  
Activité proposée et travaux d'installation et d'agencement  
Intérêt du concept commercial  
Qualité du dossier de candidature  
Dossier technique de reprise complet  
Solidité financière

**En l'absence de production des pièces comprenant ces rubriques et éléments, la candidature sera considérée comme non recevable.**

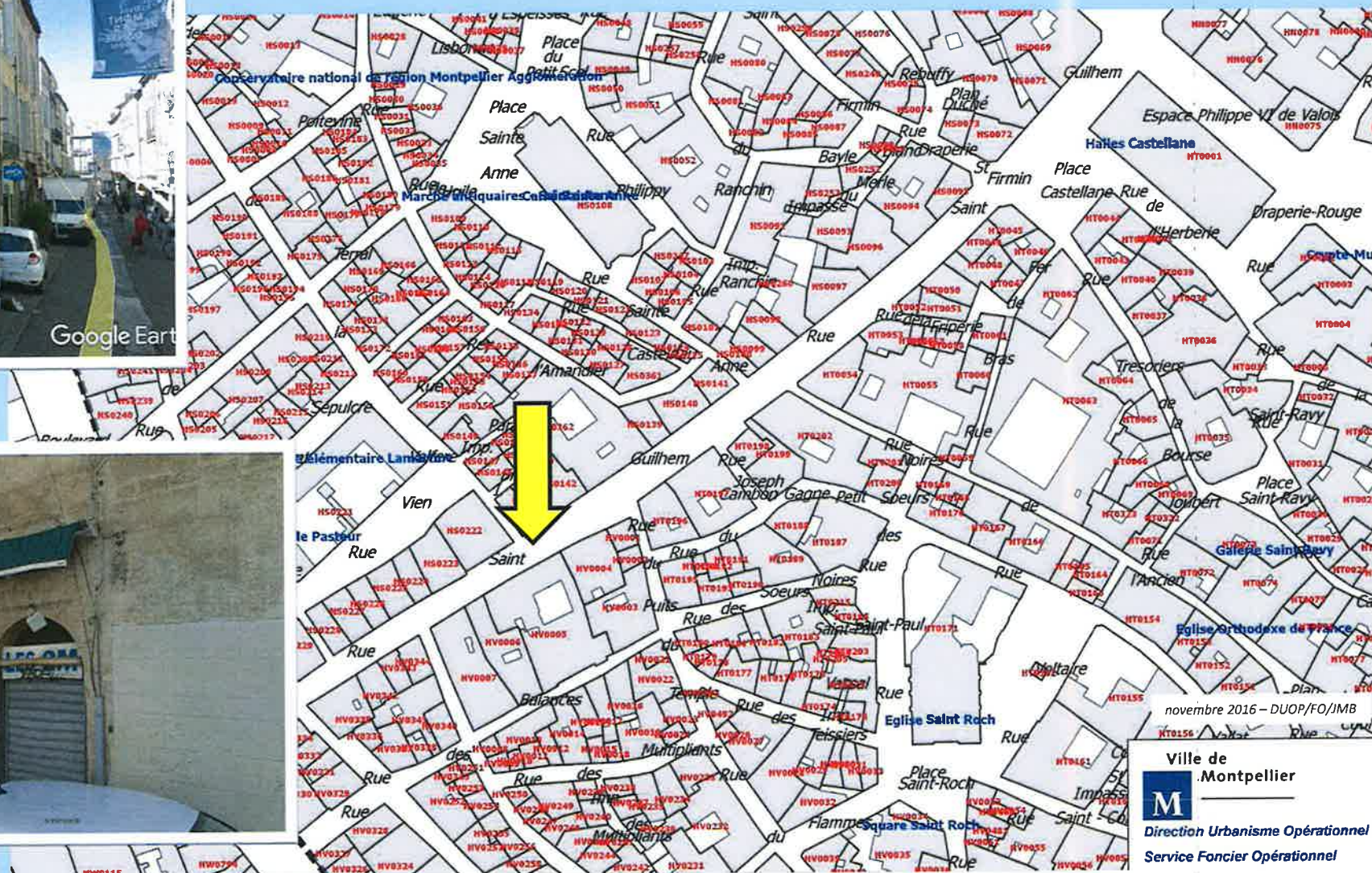
- 2- Proposition financière: 40%  
La rétrocession sera autorisée par délibération du Conseil Municipal indiquant les conditions de la rétrocession et les raisons du choix du cessionnaire.  
Conformément aux dispositions de l'article R 214-12 du Code de l'urbanisme, M. le Maire publiera, par voie d'affichage en mairie d'une durée de 15 jours et par tous autres moyens un avis de rétrocession.  
Il est précisé que la cession est subordonnée à l'accord du bailleur, et au respect du règlement de copropriété.

#### **7- Respect du cahier des charges**

En vertu de l'article L 214-2 du code de l'urbanisme, l'acte de rétrocession devra prévoir les conditions dans lesquelles il pourra être résilié en cas d'inexécution par le cessionnaire du cahier des charges.



# FONDS DE COMMERCE 31 RUE SAINT GUILHEM





**PERIMETRE DE SAUVEGARDE DU COMMERCE  
ET DE L'ARTISANAT DE PROXIMITE**

**RETROCESSION DU FONDS DE COMMERCE 31 RUE SAINT GUILHEM**

La dynamisation du commerce et de l'artisanat du centre-ville est un des objectifs prioritaires de l'opération « Montpellier Grand Cœur » lancée en 2003 par la Ville de Montpellier pour agir, de manière globale, sur tout ce qui contribue à améliorer la qualité du centre ancien pour ceux qui y vivent, le fréquentent et y consomment.

La Ville, dans le cadre de la loi du 2 août 2005, de son décret d'application n°2007-1827 du 26 décembre 2007 et de la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008, a décidé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 de définir un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et d'y instaurer un droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux.

L'objectif de la Ville est de se donner les moyens d'intervenir sur les secteurs confrontés à un risque patent de disparition de certaines offres, de manque de diversité ou de manque de qualité.

11 secteurs sont inscrits depuis 2010 dans ce périmètre :

- Rue de la République et rue d'Alger,
- Halles Laissac – faubourg de la Saunerie – boulevard Clémenceau,
- Boulevard de l'Observatoire – boulevard du Jeu de Paume et boulevard Ledru-Rollin,
- Rue Faubourg du Courreau,
- Rue Saint Guilhem,
- Rue de Verdun – rue Boussairolles – rue du Clos René – rue Aristide Ollivier,
- Rue de la Méditerranée – rue du Pont de Lattes – Place Carnot,
- Cours Gambetta – Plan Cabanes Ouest – rue Adam de Craponne,
- Place Roger Salengro – rue du Faubourg Figuerolles,
- Boulevard Louis Pasteur – Boulevard Louis Blanc – place Albert 1<sup>er</sup> – rue de l'Université,
- Rue de l'Aiguillerie – place Notre Dame – rue du Pila St Gély.

Par décision du 29 septembre 2015, ce premier périmètre a été étendu à la rue Maguelone, à la Grand'rue Jean Moulin (partie sud-ouest), au boulevard Victor Hugo ainsi qu'à quelques parcelles en compléments des 11 secteurs initiaux.

Dans ce cadre et par décision en date du 17 avril 2015, la Ville de Montpellier a décidé d'exercer le droit de préemption dont elle est bénéficiaire sur la cession du fonds de commerce de la SARL LES 2 M, situé 31 rue Saint Guilhem et cadastré section HV 5, au prix proposé dans la déclaration

de cession. A la suite de cette décision de préemption, la Ville est donc devenue propriétaire de ce fonds de commerce.

Conformément aux articles L. 214-1 à L. 214-3, et R. 214-11 à R. 214-17 du code de l'urbanisme, la Ville entend procéder à la rétrocession de ce fonds de commerce avec droit au bail, dans le respect de l'objectif de sauvegarde de la diversité commerciale et artisanale.

La procédure de rétrocession est fixée par les articles R. 214-11 à R. 214-17 du code de l'urbanisme. En synthèse, ces dispositions réglementaires prévoient :

- une délibération du Conseil municipal en vue de lancer la procédure et de valider le cahier des charges de cession,
- un affichage en mairie pendant 15 jours, avis qu'il est proposé au Conseil de compléter par un avis de publicité sur le site internet de la Ville et dans le Midi Libre,
- puis une délibération du Conseil municipal en fin de procédure sur le choix de l'acquéreur retenu indiquant les conditions de la cession et les raisons du choix du cessionnaire.

La procédure est conditionnée à l'accord exprès et écrit du bailleur sur le résultat de la consultation, cette condition devant être mentionnée dans l'avis de publicité, étant précisé qu'en cas de changement d'activité, ce dernier peut souhaiter conclure un nouveau bail avec éventuellement une modification du montant du loyer.

Le cahier des charges annexé à la présente délibération a pour objectif de fixer les conditions de rétrocession afin de garantir le respect des objectifs définis. Conformément à l'article R. 214-11 du code de l'urbanisme instauré par le décret d'application n°2007-1827 du 26 décembre 2007, ce cahier des charges servira de support à l'appel à candidature pour la rétrocession du fonds de commerce.

La date de remise des candidatures proposée est le jeudi 16 février 2017 à 16 heures.

### **PROPOSITION D.U.Op :**

la DUOP propose que cette affaire soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil Municipal afin que le Conseil lance la procédure de rétrocession du fonds de commerce du local sis 31 rue Saint Guilhem, conformément aux articles R. 214-11 à R. 214-17 du code de l'urbanisme et approuve le cahier des charges de rétrocession.

### **L'AVIS DU G.T.U EST SOLLICITE SUR CETTE PROPOSITION.**

## Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Claire HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

## Transfert des biens Ville / Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences prévues à l'article L.5217-2 du code général des collectivités territoriales.

Le code général des collectivités territoriales en son article L.5217-5 précise, à ce titre, que doit être opéré un transfert en pleine propriété des communes membres et des biens affectés aux nouvelles compétences dévolues à la métropole au profit de la métropole des biens antérieurement mis à disposition de l'EPCI préexistant. La métropole sera substituée de plein droit dans l'ensemble des droits et obligations attachés aux biens anciennement mis à disposition et les contrats en cours exécutés jusqu'à leur échéance.

Conformément à la loi, la cession de ces biens doit être opérée à titre gratuit et ne donne lieu à aucun paiement, indemnité, taxe, droit, salaire ou honoraire.

Il est ainsi proposé à la suite des deux premières listes validées par le conseil municipal du 20 juillet 2016 et du 29 septembre 2016, une troisième liste de biens complémentaires à céder à Montpellier Méditerranée Métropole.

Etant donné la nature spécifique du dossier, il est proposé que les cessions interviennent sous la forme d'actes administratifs de vente rédigés par la Ville, évitant le recours à l'acte notarié. Les servitudes éventuelles, existantes ou à constituer seront également rappelées ou créées au sein desdits actes administratifs.

L'article L.98-III et IV de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, aujourd'hui codifié à l'article L.1311-13 du code général des collectivités territoriales, octroie le pouvoir propre, notamment aux maires, de recevoir et d'authentifier en vue de leur publication au bureau des hypothèques, les actes concernant les droits réels immobiliers et les baux passés en la forme administrative.

Il est ainsi proposé de céder à Montpellier Méditerranée Métropole une troisième série de biens :



- Les équipements sportifs suivants :

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance	Origine de propriété	Servitudes	N° Inventaire	Montant inventaire
Piscine Pitot Gymnase Pitot-Peyrou	BX 439 (Lot 6)	8 860 m <sup>2</sup>	Acte du 14/04/1993 (Société Espace Pitot)		BAT 1767 BAT-1464	829 143,24 € 729 615,64 €
Stade de la Mosson Gymnase du Clapas	LP 12p (Parcellaire complémentaire à la DCM du 29/09/2016)	+/- 1 201 m <sup>2</sup>	Acte du 27/11/1979 (SERM)	Servitudes de passage à créer		
Centre Nautique Neptune	LP 5p LP 6 LP 7 LP 8 LP 9 LP 10 LP 12p (Parcellaire complémentaire et modifié suite à la DCM du 29/09/2016)	+/- 2 748 m <sup>2</sup> 6 361 m <sup>2</sup> 6 275 m <sup>2</sup> 4 543 m <sup>2</sup> 6 678 m <sup>2</sup> 4 m <sup>2</sup> +/- 7 880 m <sup>2</sup>	Acte du 27/11/1979 (SERM)			

- Les équipements culturels suivants :

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance	Origine de propriété	Servitudes	N° Inventaire	Montant Inventaire
Médiathèque Victor Hugo	EO 27	2730 m <sup>2</sup>	Acte du 15/03/1993 (copropriétaire Résidence de France)		BAT575	1 621 162,83 €

- Les équipements au titre de la compétence eau potable :

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance	Origines de propriété	Servitudes	N° inventaire	Montant inventaire
Colombière	AP 141	2 912 m <sup>2</sup>	Acte du 20/03/1967 (Consorts Lambert)		2013MAD00277 2013MAD00278 2013MAD00279 2013MAD00280 2013MAD00147 2013MAD00148	265 154,58 €
Hauts de Massane	LY 228	14 512 m <sup>2</sup>			2013MAD00197 2013MAD00198 2013MAD00199	49 986,36 €
Plan des quatre seigneurs	AE 59	1 327 m <sup>2</sup>				
Les garrigues	LX 102 LX 101 (Parking)	1 839 m <sup>2</sup> 124 m <sup>2</sup>	Acte du 27/11/1979 (SERM)			

Lodève	KL 888	6 091 m <sup>2</sup>		Servitude de passage à créer	2013MAD00243 2015TER00267 2015TER00268	15 054,34 €
Croix d'argent	PB 127	4 926 m <sup>2</sup>	Acte du 26/10/1959 (Gely)		2013MAD00218 2013MAD00219	24 467,84 €
Valedeau (Réservoir)	RN 17 RN 19	10 473 m <sup>2</sup> 9 527 m <sup>2</sup>	Acte du 01/12/2006 (Veolia, Compagnie générale des eaux)			
Valedeau (Station de pompage)	RV 99 RV 101	653 m <sup>2</sup> 275 m <sup>2</sup>	Acte du 01/12/2006 (Veolia, Compagnie générale des eaux)			
Source du Lez	Commune : Le Triadou - C 231 ;  Commune : Les Matelles - B 317 B 320 B 322 B 323 B 486 B 487 B 489 B 490 B 491 B 492 B 494 B 495 B 496	230 m <sup>2</sup>  1 014 m <sup>2</sup> 5 577 m <sup>2</sup> 13 250 m <sup>2</sup> 154 m <sup>2</sup> 958 m <sup>2</sup> 480 m <sup>2</sup> 18 750 m <sup>2</sup> 41 250 m <sup>2</sup> 62 125 m <sup>2</sup> 11 599 m <sup>2</sup> 16 736 m <sup>2</sup> 13 438 m <sup>2</sup> 22 876 m <sup>2</sup>			2015TER00280  2013MAD00016 2013MAD00088 2013MAD00132 2013MAD00133 2013MAD00134 2013MAD00135 2015TER00274 2015TER00276 2015TER00279 2015TER00282	1 193,68 €  159 850,81 €

- Equipement au titre de la compétence des parkings

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance	Origines de propriété	Servitudes	N° inventaire	Montant inventaire
Parking Pitot Peyrou	BX 439 (Lot 5)	18 000 m <sup>2</sup>	Acte du 09 et 23/03/1992 (Société Espace Pitot)		BAT 1767	6 777 676,24 €
Parking de l'hôtel de ville	DS 597 (Volumes 10, 14 et 15) DS 599 (Volumes 10, 14 et 15) DS 601 (Volumes 10, 14 et 15) DS 605 (Volumes 10, 14 et 15)	19 664 m <sup>2</sup>	Acte du 26 et 27/03/2012 (SERM)		BAT 41781	14 437 330,14 €

	DS 607 (Volumes 10, 14 et 15)					
	DS 609 (Volumes 10, 14 et 15)					
	DS 625 (Volumes 10, 14 et 15)					
	DS 626 (Volumes 10, 14 et 15)					

L'inventaire comptable reprend pour les biens issus des anciennes mises à disposition au profit de l'agglomération les montants d'inventaire d'ores et déjà arrêtés lors desdites mises à disposition. Concernant les biens issus des nouvelles compétences exercées par Montpellier Méditerranée Métropole, le montant correspond à la simple reprise du coût historique du bien à l'inventaire comptable de la Ville.

Les contenances cadastrales sont données à titre indicatif et seront reprécisées ou divisées par géomètre-expert le cas échéant.

**En conséquence, il est proposé au conseil municipal :**

- de céder à titre gratuit à Montpellier Méditerranée Métropole les biens cadastrés énumérés ci-dessus ;
- de procéder à la rédaction des actes administratifs de vente formalisant le transfert de propriété corrélatif entre la commune et la métropole ;
- de dire, qu'en cas de nécessité et par extraordinaire, du fait d'un obstacle imprévu d'ordre juridique ou de publication au service de la publicité foncière ultérieur, il sera fait appel aux services d'un office notarial ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 16 décembre 2016**

## Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

## Convention de cartographie et d'analyse statistique de la délinquance entre la Ville de Montpellier et la Police Nationale

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Décret 2007-1126 du 23 juillet 2007 relatif aux dispositifs territoriaux de sécurité et de coopération pour la prévention et la lutte contre la délinquance vise à mobiliser les institutions et organismes publics contribuant à la coproduction de la sécurité et de la tranquillité publique.

En octobre 2006, après un diagnostic local de sécurité préalable, la Ville de Montpellier installait son Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD).

En effet, l'échange d'informations entre les différents partenaires de la sécurité et de la prévention de la délinquance est devenu essentiel afin de répondre aux attentes de la population et définir les objectifs à atteindre sur chacun des quartiers concernés afin d'organiser l'intervention coordonnée des partenaires mobilisés.

Dès lors, le dispositif s'est développé et consolidé par la mise en place de nouveaux outils contribuant à la coproduction de sécurité et de la tranquillité publique, tels que :

- La mise en place d'instances de concertation du CLSPD - Cellules de veille, Groupes Territoriaux, comité restreint en complément de l'assemblée plénière.
- La production d'une convention de coordination partenariale entre la Police Municipale et la Police Nationale.
- Des rencontres mensuelles avec la Direction Départementale de la Sécurité Publique.
- Un partenariat avec la police nationale à l'occasion de l'installation et du développement de la vidéoprotection.
- La création d'un Observatoire Local de la Tranquillité Publique (OLTP) rattaché au CLSPD. Ce dispositif est doté d'un logiciel métier permettant la collecte, la centralisation, l'analyse et la cartographie des incidents relevés sur le territoire municipal, cela afin de constituer une aide à la prise de décision et un appui au management de l'action préventive et sécuritaire.

Afin d'alimenter l'OLTP, l'organisation d'échanges d'informations réguliers par une collecte de données des partenaires reste indispensable, cela pour la compréhension des phénomènes de délinquance et de leurs évolutions sur le territoire

Dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur, ces échanges s'appuient notamment sur la transmission par la Direction Départementale de la Sécurité Publique, des faits de criminalité et de délinquance de voie publique commis sur la circonscription de la Ville de Montpellier. A ce titre une convention de cession des données avait été signée le 12/09/2011.

Aujourd'hui, un nouveau logiciel est mis en place par le ministère de l'intérieur (avril 2015) nommé ORUS (Outil de Requête des Univers Statistiques) déployé au niveau national.

Afin de sécuriser la transmission de ces données, une nouvelle convention de cession des données doit-être établie entre la Direction Départementale de la Sécurité Publique du Département de l'Hérault, circonscription de Montpellier et la Ville de Montpellier.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver la convention entre la Ville de Montpellier et la Police Nationale, représenté par M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjointe au Maire déléguée, à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 16 décembre 2016**



## **Convention de cartographie et d'analyse statistique de la délinquance**



*Communication des données issues de l'Outil de Requête des Univers  
Statistiques (ORUS) à des fins de cartographie et d'analyse statistique partenariales*

**Entre**

**La Direction Départementale  
de la Sécurité Publique de l'Hérault**

**Et**

**La Ville de Montpellier**

# Sommaire

<b>CONVENTION DE CARTOGRAPHIE ET D'ANALYSE STATISTIQUE DE LA DELINQUANCE .....</b>	<b>4</b>
<b>PREAMBULE .....</b>	<b>4</b>
Article I. Objet de la transmission de données. ....	5
Article II. Natures des données communiquées .....	6
Article III. Modalités de communication .....	7
Article IV. Personnes habilitées .....	7
Article V. Protection des données .....	8
Article VI. Sécurité des systèmes d'information.....	8
Article VII. Périodicité.....	8
Article VIII. Exploitation de la cartographie.....	9
Article IX. Propriété des droits .....	9
Article X. Durée de la convention.....	10
Article XI. Clause exécutoire.....	10
 <i>Annexe 1 – Convention d'échange partenariaux sécurisés .....</i>	 <i>11</i>
<b>CONVENTION D'ECHANGE PARTENARIAUX SECURISES .....</b>	<b>11</b>
<b>PREAMBULE .....</b>	<b>12</b>
Article I – Champ d'application .....	13
Article II – Règles de secret et de non-divulgation.....	13
Article III - Organisation.....	13
Article IV - Résiliation .....	14



- VU la Loi 2002-1094 du 29 août 2002 d'Orientation et de Programmation pour la Sécurité Intérieure (LOPSI) ;
- VU la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (art. 2) ;
- VU le décret n° 2011-110 du 27 janvier 2011 modifié, pris pour l'application des dispositions du troisième alinéa de l'article 31 de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé LRPPN ;
- VU le Décret n°2007-1126 du 23 juillet 2007 relatif au Conseil Local et au Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD - CISPD) et au plan de prévention de la délinquance dans le département ;
- VU la circulaire interministérielle du 5 septembre 1993 INT/C/97/009/6/C plans départementaux de sécurité (PDS) ;
- VU le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance de la ville de Montpellier en date du 25 octobre 2006 ;
- VU la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (2015-2018) en date du 23 octobre 2015 ;
- VU la convention de coordination entre les forces de sécurité de l'Etat et la police municipale de la Ville de Montpellier.

# CONVENTION DE CARTOGRAPHIE ET D'ANALYSE STATISTIQUE DE LA DELINQUANCE

## PREAMBULE

Le décret du 23 juillet 2007 met en place les instances de concertation sur les priorités de la lutte contre l'insécurité autour desquelles doivent se mobiliser les institutions et organismes publics et privés concernés.

Les conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance et les conseils départementaux de prévention favorisent à ce titre l'échange d'informations concernant les attentes de la population et peuvent définir des objectifs à atteindre grâce à l'intervention coordonnée des différents partenaires.

Cette action concertée nécessite la mise en place d'outils de pilotage au premier rang desquels figurent la représentation cartographique et l'analyse statistique des faits constatés de criminalité et de délinquance. Ces éléments, indispensables à la compréhension des phénomènes et de leur évolution, doivent aussi avoir une vocation opérationnelle et guider l'action des acteurs sur le terrain.

Elle résulte notamment de la géo localisation des données statistiques tirées de l'Outil de Requête des Univers Statistiques (ORUS) de la police nationale, complétées par les informations pertinentes des autres partenaires.

Cette démarche partenariale nécessite l'organisation de l'échange d'informations, notamment de données anonymisées par l'outil de requête (ORUS), dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur, en particulier le décret n° 2011-110 du 27 janvier 2011 modifié portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé LRPPN d'où elles sont extraites

La présente convention a pour objet de fixer l'étendue, les modalités, la périodicité et les limites de la transmission par la police nationale des données issues de sa base statistique à son partenaire ainsi que les conditions de la restitution des exploitations qui auront été réalisées.  
Elle annule et remplace la précédente convention du 12 septembre 2011.

## Il est convenu entre les soussignés

- **D'une part la Ville de Montpellier, représentée par Monsieur le Maire Philippe SAUREL,** agissant en vertu d'une délibération en séance publique en date du
- **D'autre part la Direction Départementale de la Sécurité Publique de l'Hérault, représentée par Monsieur Jean-Michel POREZ,** Contrôleur Général, Directeur Départemental de la Sécurité Publique.

**NB :** cette convention est à caractère bilatéral. Elle correspond à une situation qui voit une collectivité territoriale qui dispose d'outils de cartographie de procéder à l'élaboration d'indicateurs de cette nature sur la base des informations dont elle dispose, enrichies de celles de la police nationale.

Elle peut également servir lorsqu'un service de la police nationale et un partenaire local (OPHLM, transporteur public, etc.) souhaitent s'associer pour élaborer une cartographie des segments de délinquance qui les concernent en propre.

Par souci de clarté et de qualité des cartes qui sont élaborées, il convient de favoriser les situations où un acteur (le plus souvent la mairie) centralise les informations que ses partenaires lui auront transmises dans le cadre de conventions bilatérales.

### Article I. Objet de la transmission de données.

Les données communiquées par la police nationale servent exclusivement à l'élaboration d'une cartographie et d'une analyse statistique de la criminalité et de la délinquance enregistrées par les services dédiés à l'accomplissement des missions de prévention, de sécurité et de paix publiques, le cas échéant enrichies des éléments dont disposerait l'autre partie à la convention (enquête de victimisation, interventions des agents de police municipale, dégradations, tapage pour les OPHLM, etc.). Ces travaux sont destinés à :

- Identifier et localiser les manifestations de la criminalité et de la délinquance enregistrées par les services sur le ressort de compétence commun aux parties signataires (commune de Montpellier) ;
- Orienter, chacun en ce qui le concerne, l'engagement des moyens de lutte contre la criminalité et la délinquance, qu'il s'agisse de moyens humains (rondes et patrouilles) ou du déploiement de technologies (vidéoprotection) ;
- Mesurer l'impact des actions engagées.

## Article II. Natures des données communiquées

Les informations transmises par la police nationale sont extraites de l'application ORUS et concerne plus particulièrement les infractions constatées figurant aux 107 index de « l'état 4001 » à l'exclusion de données nominatives ou indirectement nominatives telles qu'elles sont définies à l'article 4 du décret n°2001-583 du 5 juillet 2001.

En l'espèce, seront transmis tous les faits relevant de l'état-maitre nommé « IS33 tableau communal de la délinquance enregistrée par la police nationale » mis à disposition des services territoriaux par le service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI).

La liste des indicateurs communaux pouvant être actualisés sur les différents périmètres géographiques de la **commune de Montpellier** s'établit comme suit :

<u>Vols liés aux véhicules à moteur :</u> Dont les vols d'automobiles Dont les vols roulotte	Index 34 à 38 Index 35 Index 37
<u>Les cambriolages</u> Dont ceux des habitations principales	Index 27 à 30 index 27
<u>Autres vols sans violence contre des particuliers</u> Dont ceux perpétrés dans les lieux publics	Index 32, 42 et 43 Index 32 et 43
<u>Autres vols sans violence 5contre les entreprises ou des établissements)</u>	Index 33, et de 39 à 41
<u>Vols à main armée avec armes à feu</u>	Index 15 à 19
<u>Vols avec violence sans armes à feu</u>	Index 20 à 26
<u>Destructions et dégradations</u> Dont destructions et dégradations de biens publics (hors incendies et attentats) Dont destructions et dégradations de biens privés (hors incendies et attentats)	Index 62 à 68 Index 66 Index 67 et 68
<u>Coups et blessures volontaires</u>	Index 7

Chaque élément sera décliné :

- Date du fait ;
- Date d'enregistrement ;
- Code horaire (tranche horaire / ou heure);
- Type d'infraction (cf Index ci-dessus) ;
- Type de lieu ;
- Ilot PN ;
- Coordonnées de géolocalisation X et Y.

Sont exclus du champ d'application de la présente convention, toutes données informatisées autres que celles énumérées ci-dessus.

*NB : Le déploiement courant 2016 d'un outil cartographique propre à police nationale viendra enrichir les fonctionnalités de l'application ORUS dont l'utilisation dans le cadre de cette convention pourra faire l'objet d'un avenant.*

### Article III. Modalités de communication

Il faut exclure de la présente convention toute connexion directe aux bases de données de l'une ou l'autre des parties ou tout transfert de base.

Les parties conviennent de se transmettre des données sous un format compatible avec les standards du ministère de l'intérieur (.txt, .doc .xls). Les échanges de ces informations se font par l'utilisation d'une messagerie. Tout transfert doit donner lieu à l'utilisation du logiciel de chiffrement du ministère de l'intérieur (ACID CRYPTOFLER).

Les modalités de mise à disposition du logiciel de cryptage sont définies dans le cadre d'une convention spécifique annexée à la présente.

A la date de la signature de la présente convention les adresses de messageries qui servent à l'échange des données sont :

- **Pour la Direction Départementale de Sécurité Publique de l'Hérault, circonscription de sécurité publique de Montpellier :**
  - [ddsp34-em-bioes@interieur.gouv.fr](mailto:ddsp34-em-bioes@interieur.gouv.fr)
  - [jean-michel.porez@interieur.gouv.fr](mailto:jean-michel.porez@interieur.gouv.fr)
  - [alain.favre@interieur.gouv.fr](mailto:alain.favre@interieur.gouv.fr)
  - [philippe.plegat@interieur.gouv.fr](mailto:philippe.plegat@interieur.gouv.fr)
- **Pour la ville de Montpellier :**
  - [oltp@ville-montpellier.fr](mailto:oltp@ville-montpellier.fr)
  - [jeanpierre.vialay@ville-montpellier.fr](mailto:jeanpierre.vialay@ville-montpellier.fr)
  - [antonio.paixao@ville-montpellier.fr](mailto:antonio.paixao@ville-montpellier.fr)
  - [julie.loussert@ville-montpellier.fr](mailto:julie.loussert@ville-montpellier.fr)

### Article IV. Personnes habilitées

Au sein de la Direction Départementale de la Sécurité Publique de l'Hérault, les personnes habilitées à extraire, mettre en forme, chiffrer, communiquer, recevoir, utiliser, diffuser au sein des services territoriaux de la police nationale, les données statistiques et/ou la cartographie réalisées sur ces bases sont :

- [ddsp34-em-bioes@interieur.gouv.fr](mailto:ddsp34-em-bioes@interieur.gouv.fr)
- M. Jean-Michel POREZ, [jean-michel.porez@interieur.gouv.fr](mailto:jean-michel.porez@interieur.gouv.fr)
- M. Alain FAVRE, [alain.favre@interieur.gouv.fr](mailto:alain.favre@interieur.gouv.fr)
- M. Philippe PLEGAT, [philippe.plegat@interieur.gouv.fr](mailto:philippe.plegat@interieur.gouv.fr)

Au sein de la Ville de Montpellier, les personnes habilitées à recevoir, décrypter et traiter les données, élaborer la cartographie, faire des analyses statistiques, procéder à des croisements de données, les diffuser, les utiliser dans le cadre des habilitations sont :

- M. Jean-Pierre VIALAY, [jeanpierre.vialay@ville-montpellier.fr](mailto:jeanpierre.vialay@ville-montpellier.fr)
- M. Antonio PAIXAO DO SENHOR, [antonio.paixao@ville-montpellier.fr](mailto:antonio.paixao@ville-montpellier.fr)
- Mme Julie LOUSSERT, [julie.loussert@ville-montpellier.fr](mailto:julie.loussert@ville-montpellier.fr)

#### Article V. Protection des données

Le caractère sécurisé de ces communications d'informations ne délie pas les utilisateurs des nécessaires obligations liées au respect des règles concernant le secret professionnel et le partage d'information.

Les parties reconnaissent avoir été informées des conséquences du non-respect des règles de confidentialité attachées à ces échanges de données, de faits ou de situations qu'ils seront amenés à connaître. La communication de ces documents s'effectuera à des seules fins partagées.

Toute divulgation frauduleuse ou abusive, quels qu'en soient la nature et le destinataire, pourra donner lieu à rupture de la présente et, le cas échéant, à l'engagement de leur responsabilité pénale dans le cadre des textes législatifs et réglementaires qui encadrent la protection des personnes, de la vie privée, de la famille et des libertés (articles 226-13 du Code pénal et 9 du Code civil).

**Conformément aux articles susmentionnés, la Ville de Montpellier, s'engage à garantir le respect par les personnes qu'elle aura désignées, de l'obligation de ne divulguer en aucune façon à l'égard des tiers les données reçues, excepté aux personnes expressément habilitées.**

Ces échanges interviendront en outre dans le respect des rôles et de la déontologie de chacun.

#### Article VI. Sécurité des systèmes d'information

Les parties s'engagent à installer, sur leurs systèmes d'information et plus particulièrement sur le poste dédié à cette communication sécurisée, tous les outils assurant la protection de ces données contre des attaques virales et toutes autres intrusions indues par des personnes non autorisées.

Elles s'assureront que ces outils sont mis à jour autant que nécessaire et leur bon fonctionnement testé régulièrement.

#### Article VII. Périodicité

Les transmissions de données se font à un rythme qui paraîtra le plus adapté à l'élaboration et à l'exploitation de la cartographie dans les conditions définies ci-dessous (7ème) **d'ores et déjà le rythme mensuel est arrêté au plus tard la première quinzaine de chaque mois.**

La commune de Montpellier s'engage à produire, à partir des données transmises, une représentation cartographique mensuelle des données et à la communiquer à la Direction Départementale de la Sécurité Publique de l'Hérault dans des délais compatibles avec une exploitation opérationnelle.



Il s'agira également de **faire figurer une reproduction des faits non recensés par les services de la police nationale** (enquête de victimisation, interventions des services sociaux, remontées des bailleurs sociaux, etc.) afin de matérialiser les bassins où le sentiment d'insécurité demeure le plus prégnant pour ce qui concerne les autres partenaires associés aux travaux de l'observatoire local de la tranquillité publique.

#### Article VIII. Exploitation de la cartographie

La cartographie élaborée sur la base des données recueillies par les partenaires est un outil d'aide à la décision. Elle ne saurait à elle seule suffire à déterminer des modes d'intervention ou de traitement de la délinquance, qui doivent se nourrir d'un constat partagé et d'un dialogue dynamique entre les partenaires.

C'est pourquoi les parties conviennent d'évoquer et d'utiliser les indications fournies par la cartographie et l'analyse statistique pour définir des stratégies à moyen terme ou des actions à court terme, à l'occasion :

- Des réunions qui se tiennent d'ores et déjà dans le cadre de la mise en œuvre des conventions de coordination de police nationale, police municipale
- Des réunions préparatoires, des cellules de veille, des Groupes Territoriaux, des comités restreints, des formations plénières ou des suivis de l'insécurité organisés dans le cadre du Conseil local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance
- Des groupes de pilotages des systèmes de vidéoprotection
- De réunion ad hoc.

#### Article IX. Propriété des droits

Les parties à la convention s'engagent à ne transmettre à aucun autre organisme les données qui leur auront été confiées, aucune analyse ne sera diffusée sans accord des deux partenaires.

Par ailleurs, chacune des parties s'interdit formellement, sans avoir au préalable averti l'autre par écrit et recueilli son accord, d'autoriser ou de céder à des tiers la reproduction, l'adaptation ou la traduction de tout ou fraction des documents cartographiques en dehors des instances mises en place dans le cadre des textes visés ci-dessus.

Les données et documents élaborés pourront être utilisés dans le cadre d'études ou de communications réalisées par l'une ou l'autre des parties à la convention à la condition expresse d'en mentionner la source et de leur adjoindre les commentaires adéquats, notamment techniques, de nature à permettre une interprétation pertinente des données fournies.



#### Article X. Durée de la convention

La présente convention prend effet à partir de la date de signature des deux parties. Elle est valable un an et renouvelable par tacite reconduction. La convention prendra fin sur dénonciation de l'une des deux parties, deux mois avant sa date d'échéance, par lettre recommandée avec Accusé de Réception.

#### Article XI. Clause exécutoire

La présente convention est dispensée du droit de timbre et de formalité d'enregistrement. Elle deviendra exécutoire après avoir été revêtue de la signature des parties contractantes.

Fait à Montpellier, le

Monsieur le Contrôleur Général  
Directeur Départemental de la  
Sécurité Publique de l'Hérault

Monsieur le Maire de la  
Ville de Montpellier

Jean-Michel POREZ

Philippe SAUREL

## CONVENTION D'ECHANGE PARTENARIAUX SECURISES

**Entre**

**La Direction Départementale de la Sécurité Publique de l'Hérault**

**Et**

**La Ville de Montpellier**

## Entre les soussignés

La Direction Départementale de la Sécurité Publique de l'Hérault,  
Circonscription de Sécurité Publique de Montpellier,  
**Représentée par M. Jean-Michel POREZ**  
En sa qualité de Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault  
Adresse : 206 rue du Comté de Melgueil - 34056 Montpellier Cedex1

Et

La Ville de Montpellier  
**Représentée par M. Philippe SAUREL**  
En sa qualité de Maire de la Ville de Montpellier  
Adresse : 1, place Georges Frêche - 34267 Montpellier Cedex2

## PREAMBULE

La présente convention a pour objet d'organiser la sécurisation des transferts numériques de documents dans le cadre des échanges partenariaux instaurés entre les signataires.

Cette action devra garantir, par des moyens techniques spécifiques et une organisation adaptée, la confidentialité, la non-divulgateion et la non-cession des documents transmis entre les différentes parties.

En conséquence de quoi, les parties conviennent de ce qui suit :

### Article I – Champ d'application

Ces échanges sécurisés auront pour cadre principal les relations partenariats institutionnelles entre les parties. Ils pourront s'étendre, à leur gré et selon les besoins, à toute autre communication bilatérale.

Ces échanges concerneront exclusivement des transferts de documents ou de fichiers sous format .doc, xls ou .pdf (ou équivalents). Il faut exclure de la présente convention toute connexion directe aux bases de données de l'une ou l'autre des parties.

### Article II – Règles de secret et de non-divulgaration

Ces échanges interviendront dans le respect des rôles et de la déontologie de chacun.

Le caractère sécurisé de ces communications d'informations ne délient pas les utilisateurs des nécessaires obligations liées au respect des règles concernant le secret professionnel.

Les parties reconnaissent avoir été informées des conséquences du non-respect des règles de confidentialité attachées à ces échanges de données, de faits ou de situations qu'ils seront amenés à connaître. La communication de ces documents s'effectuera à des seules fins partagées.

Toute divulgation frauduleuse ou abusive, quels qu'en soient la nature et le destinataire, pourra donner lieu à rupture de la présente et, le cas échéant, à l'engagement de leur responsabilité pénale dans le cadre des textes législatifs et réglementaires qui encadrent la protection des personnes, de la vie privée, de la famille et des libertés (articles 226-13 du code pénal et 9 du code civil).

En dehors de l'aval du responsable de sécurité des systèmes d'information de la DDSP34, les parties s'engagent à ne pas diffuser indûment, céder, vendre, donner à titre gratuit ni communiquer à des personnes non habilitées, les renseignements concernant la mise en place et l'utilisation de l'outil de chiffrement mis à leur disposition, propriété exclusive du ministère de l'intérieur.

De même la diffusion et la duplication du logiciel sont strictement réservées aux autorités du ministère de l'intérieur ou à leurs représentants dûment désignés.

Enfin le logiciel ne pourra pas être utilisé à d'autres buts que ceux fixés par la présente convention.

### Article III - Organisation

Les parties prendront toutes dispositions utiles pour garantir la protection et la sauvegarde sécurisée des documents ainsi transmis, notamment par une organisation interne rigoureuse et la mise en place d'une procédure d'habilitation et de responsabilisation systématique des agents concernés.

Les Parties échangeront les documents numérisés par l'intermédiaire exclusif d'une boîte à lettres (bal) fonctionnelle unique implantée à leur siège.

L'installation de l'outil de chiffrement sera réalisée par le responsable de sécurité des systèmes d'information de la DDSP34. Il aura la charge exclusive du paramétrage du système et de la gestion des clés.

Le partenaire devra désigner un interlocuteur unique en la personne de M. Jean-Pierre VIALAY, technicien habilité à la gestion d'informations sensibles qui **s'engagera par écrit au respect des règles d'organisation imposées par ce système** (cf courrier Réf. JL/0685 joint).

La composition du groupe partenarial concerné par l'utilisation de ce système de communication sécurisé, est du ressort de la DDSP34.

Le partenaire s'engage à installer, sur son système d'information et plus particulièrement sur le poste dédié à cette communication sécurisée, tous les outils assurant la protection de ces données contre des attaques virales et toute autre tentatives d'intrusion induite par des internautes non autorisés.

Le partenaire s'assurera que ces outils sont mis à jour autant que nécessaire et leur bon fonctionnement testé régulièrement.

#### Article IV - Résiliation

La présente convention prend effet à partir de la date de signature des deux parties. Elle est valable un an et renouvelable par tacite reconduction. La convention prendra fin sur dénonciation de l'une des deux parties, deux mois avant sa date d'échéance, par lettre recommandée avec A.R.

Fait à Montpellier, le

Monsieur le Contrôleur Général  
Directeur Départemental de la  
Sécurité publique de l'Hérault

Monsieur le Maire de la  
Ville de Montpellier

Jean-Michel POREZ

Philippe SAUREL

## Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Claire HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

## Participation de la Ville de Montpellier au financement de la Mission Prévention Spécialisée - Année 2016

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le législateur a confié au Département des compétences importantes en matière de prévention et de protection de l'enfance. Ainsi, l'article L121-2 du Code de l'action sociale et des familles prévoit que *"dans les zones urbaines sensibles et dans les lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale, le Département participe aux actions visant à prévenir la marginalisation et à faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles qui peuvent prendre une ou plusieurs des formes suivantes : ...des actions dites de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu..."* et l'article 221-1 que *"Le service de l'aide sociale à l'enfance est un service non personnalisé chargé des missions suivantes : organiser dans les lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale des actions collectives visant à prévenir la marginalisation et faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles, notamment celles visées au 2ème de l'article L121-2"*.

Pour la mise en œuvre de cette mission, le Conseil Départemental de l'Hérault a choisi de s'appuyer sur le secteur associatif. En effet, la spécificité de cette mission requiert réactivité et souplesse, qualités dont dispose la structure associative, bien adaptée pour répondre à ces exigences. L'exercice de cette mission a donc été confié à l'association APS 34 par le Conseil Départemental, en conformité avec les statuts de l'association dont le but est la mise en place et la gestion des actions de prévention spécialisée. Le Département a autorisé l'association par arrêté du Président du Conseil Départemental en date du 24 juillet 2007 pour une durée de 15 ans.

Les communes, par leur connaissance des quartiers et des structures existantes, par les liens de partenariat qu'elles entretiennent avec le réseau associatif et professionnel, par leurs contacts directs avec les populations, sont au plan local des partenaires indispensables pour assurer l'efficacité des actions de prévention collective. En outre, les difficultés des jeunes et des familles constituent une préoccupation majeure des collectivités qui souhaitent renforcer la complémentarité de leurs politiques en faveur des jeunes, notamment en matière de prévention spécialisée.

Ainsi, par délibération en date du 21 décembre 2006, la Ville de Montpellier a décidé d'adhérer à l'association APS 34 et de participer au pilotage de la mission de prévention spécialisée.

Une convention entre la Ville et le Département, prise par délibération du 23 novembre 2009, fixe les modalités de mise en œuvre de cette mission et de la coopération entre les deux collectivités, pour une durée maximum de 13 ans.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier s'est engagée à participer financièrement à hauteur de 30% de la rémunération des postes d'éducateurs. La participation est versée annuellement à terme échu auprès du Département de l'Hérault qui assure de par sa compétence le lien avec APS 34.

Pour l'année 2016, la subvention s'élève à 225 000 €.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'attribuer une subvention à APS 34 d'un montant de 225 000 €, correspondant à 30% du coût annuel des postes d'éducateurs, et de prélever cette dépense sur les crédits inscrits au BP 2016 (Nature 65733 – Chapitre 925).
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 16 décembre 2016**

## Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

## Associations logées par la Ville de Montpellier au sein de la résidence Le Bénédictin Remise gracieuse de dettes de charges

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier a mis à disposition de six associations, des locaux au sein de la résidence "Le Bénédictin", au 39 rue François d'Orbay.

Ces associations sont redevables d'un loyer annuel de 35 € et des charges liées à l'occupation du local. Il leur a été réclamé cette année, en plus des charges d'électricité qu'elles réglaient jusqu'à présent, des charges locatives de copropriété.

Compte-tenu des difficultés de trésorerie de ces associations, de l'intérêt que représente leur action au sein de la collectivité et considérant que cette nouvelle dépense n'avait pu être prévue dans leur budget, il est proposé une remise gracieuse de ces dettes selon les informations figurant dans le tableau ci-dessous :

Association	Titre	Montant de la remise
AL-ANON	1538	114.87 €
Artisans de nouveaux développements	1540	172.31 €
Association de Cardiologie du Languedoc-Roussillon	1541	183.80 €
Alcooliques Anonymes	1542	206.77 €
ATTAC	1539	172.31 €
Association pour le Développement des Soins palliatifs de Montpellier	1802	344.62€
	TOTAL	1 194.68 €



**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'accepter la remise gracieuse de la dette pour chaque association citée ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 16 décembre 2016**

## Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

## Mise à disposition de locaux associatifs Approbation des loyers minorés Autorisation de signer les conventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition auprès d'associations, la Ville de Montpellier souhaite poursuivre son action auprès des acteurs associatifs de la cité en renouvelant des conventions à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017. Il s'agit des quatre premières associations listées dans le tableau ci-dessous.

Dans le même temps, suite à la réunion de la Commission d'Attribution des Locaux Associatifs du 20 octobre 2016, la Ville de Montpellier propose une mise à disposition de locaux à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2017, renouvelable une fois par tacite reconduction, aux autres associations figurant dans le tableau.

Au vu de l'intérêt communal attaché à chacune de ces structures, une redevance ou un loyer minoré leur sera proposé. Ladite redevance ou ledit loyer constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée :

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative annuelle	Loyer / Redevance annuel(le) minoré(e)	Aide annuelle en nature
Amicale des retraités de Paul Valéry	211 rue Hébert	6 600, 00 €	35, 00 €	6 565, 00 €
Les retraités des Hauts de Massane	343 rue de Gènes	2 460, 00 €	35, 00 €	2 425, 00 €
Commune Libre de Figuerolles	100 Faubourg Figuerolles	6 600, 00 €	35, 00 €	6 565, 00 €
Les Amoureux de	19 rue Lallemand	8 350, 00 €	35, 00 €	8 315, 00 €

Candolle				
Sésame autisme	2 place Pétrarque	1 560, 00 €	35, 00 €	1 525, 00 €
SOS Hépatites	2 place Pétrarque	1 560, 00 €	35, 00 €	1 525, 00 €
Angel	2 place Pétrarque	1 430, 00 €	35, 00 €	1 395, 00 €
SOS Homophobie	2 place Pétrarque	1 430, 00 €	35, 00 €	1 395, 00 €
MartinE	2 place Pétrarque	1 430, 00 €	35, 00 €	1 395, 00 €
Contact	2 place Pétrarque	1 430, 00 €	35, 00 €	1 395, 00 €
Collectif Yves du Manoir	361 rue Hébert	2 970, 00 €	35, 00 €	2 935, 00 €
Football Club Pas du Loup	Résidence Paul Valéry II 291 rue Hébert	1 100, 00 €	35, 00 €	1 065, 00 €
Les Semeurs de Jardins	Résidence Les Jardins d'Assas	6 160, 00 €	35, 00 €	6 125, 00 €
UFCS	1 rue Embouque d'Or	1 300, 00 €	35, 00 €	1 265, 00 €
Brand à Part	2 place Pétrarque	1 386, 67 €	35, 00 €	1 351, 67 €
Numérique	2 place Pétrarque	1 386, 67 €	35, 00 €	1 351, 67 €
Champ Contrechamps	2 place Pétraque	1 386, 67 €	35, 00 €	1 351, 67 €

De plus, la Ville de Montpellier propose de renouveler la convention de location pour l'association « le Club de la Presse » du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2017.

L'association occupe, depuis le 1<sup>er</sup> juin 1996, des locaux du domaine privé de la Ville, d'une superficie de 130 m<sup>2</sup>, situés 1 place du Nombre d'Or.

Le montant du loyer annuel est fixé à 16 098, 00 €, charges locatives en sus.

Enfin, la Ville de Montpellier propose également d'attribuer, par avenant, un local supplémentaire au Mas de Costebelle d'une superficie de 12 m<sup>2</sup>, à l'association « APIEU » correspondant à une aide annuelle en nature de 1 320 euros. Cette mise à disposition prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2017 et sera renouvelable 1 fois par tacite reconduction.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les loyers ou redevances minorés proposés aux associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ;
- D'approuver les conventions d'occupations du domaine public et privé de la Ville passées avec les associations listées ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 16 décembre 2016**



## CONVENTION DE LOCATION

### ENTRE LES SOUSSIGNES :

**La Commune de MONTPELLIER,**

Domiciliée 1 place Georges Frêche, 34 000 MONTPELLIER,

Représentée par son maire en exercice, M. Philippe SAUREL dûment habilité par délibération du 15 décembre 2016,

Ci-après désignée « La Ville »,

D'UNE PART.

### ET :

**L'association « Collectif Yves du Manoir »,**

Domiciliée .....

Représentée par son président en exercice dûment habilité,

Ci-après désignée « Le preneur »,

D'AUTRE PART.

### **IL A PREALABLEMENT ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI:**

La Ville de Montpellier est locataire du local situé :

Résidence Paul Valéry II

361 rue Hébert

34 070 MONTPELLIER

Elle accepte de le louer au preneur dans les conditions prévues dans la présente convention et conformément aux dispositions de l'article 1708 et suivants du code civil.

### Article 1 -Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le preneur est autorisé à occuper le local susvisé. Cette occupation sera autorisée dans les conditions ci-après.

| Paraphe Ville

Paraphe Preneur

## **Article 2 - Dispositions concernant les lieux loués**

### **2.1 - Désignation des lieux**

La Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés :

Résidence Paul Valéry II  
361 rue Hébert  
34 070 MONTPELLIER

Les lieux loués, d'une superficie de 27 m<sup>2</sup>, sont situés au rez-de-chaussée.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

### **2.2 - Destination des lieux**

Les locaux seront exclusivement destinés à l'usage de l'activité précisée dans les statuts de l'association.

L'exercice de toute autre activité est formellement interdit et notamment l'exercice d'une activité commerciale, politique, religieuse.

### **2.3 - Etat des lieux**

#### **2.3.1 - Etat des lieux entrant**

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance. Un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe de la convention.

Le preneur s'engage à maintenir les lieux en parfait état.

#### **2.3.2 - Etat des lieux sortant**

Un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement au moment du départ du preneur.

## **Article 3 - Durée**

La présente convention de location est consentie pour une durée de douze mois.

Elle prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 et se terminera le 31 décembre 2017.

Elle sera renouvelable une fois par tacite reconduction pour une période d'un an.

Un exemplaire original de la présente convention sera remis au preneur qui s'engage à le dater, le signer et le retourner à la Ville de Montpellier dans un délai maximum d'un mois. Passé ce délai, le local sera proposé à une autre association.

## **Article 4 - Loyer et charges**

### **4.1. Modalités de paiement**

La Ville transmettra une demande de paiement du loyer et des charges selon l'échéance ci-après définie.

Il convient donc que le preneur indique ci-dessous l'adresse à laquelle la demande de paiement doit être adressée :

.....  
.....  
.....

A défaut, le preneur s'engage à communiquer cette adresse à la Ville dans un délai maximum d'un mois à compter de la signature du contrat.

Le paiement du loyer et des charges pourra être effectué par chèque à l'ordre du Trésorier principal Municipal ou en espèces.

### **4.2 - Loyer**

La valeur locative annuelle, hors charges, de ces locaux est de 2 970 €.

Toutefois, le preneur exerçant une activité à but non lucratif qui concoure à la satisfaction de l'intérêt général, le loyer est minoré et limité à 35 € annuels que le preneur s'engage à payer annuellement.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 2 935 €.

Elle devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et sur celui du preneur.

La Ville se réserve le droit de demander le compte de résultat du preneur sur lequel doit être reporté le montant de la subvention.

### **4.3 - Charges**

Le preneur acquittera exactement ses contributions personnelles, mobilières et en général, toutes les charges notamment : eau, chauffage, électricité, climatisation ... ainsi que les taxes mises habituellement à la charge des locataires, le tout de façon à ce que le bailleur ne soit jamais inquiété ni recherché à ces différents sujets.

Le preneur s'engage à les régler annuellement, à terme échu, au Trésorier Principal Municipal.



## **Article 5 - Obligations du preneur**

### **5.1 - Conditions d'utilisation des locaux**

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil

Ainsi :

- 1) Le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition,
- 2) Il devra se conformer aux prescriptions réglementaires et légales en vigueur de façon à ce que la responsabilité de la Ville ne puisse être ni inquiétée, ni recherchée et notamment en ce qui concerne :
  - la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'Inspection du Travail,
  - La tranquillité de l'immeuble
- 3) L'exercice d'une activité autre que celle prévue dans les statuts de l'association est strictement interdit. Ainsi, est proscrit l'exercice de toute activité politique, religieuse ou commerciale.
- 4) La consommation d'alcool, de tabac et produits illicites est formellement interdite dans les locaux.
- 5) La présence d'animaux de compagnie est interdite dans les locaux, sauf les chiens d'assistance pour les personnes en situation de handicap.
- 6) Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun percement de murs ou de voûtes, aucune construction, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'autorisation préalable et écrite de la Ville de Montpellier.
- 7) Les changements de serrure sont strictement interdits. La Ville conserve un double des clés de chaque local. Si toutefois un problème de serrure devait survenir, le preneur s'oblige à demander l'accord préalable de la Ville et fournir un double des clés dans un délai maximum d'un mois.
- 8) En cas de mise en place d'une alarme par le preneur, celui-ci s'engage à communiquer immédiatement le code à la Ville. Le matériel devra être désinstallé et les murs remis en l'état à la fin de la convention ou en cas de résiliation.

La Ville se réserve le droit de visiter les locaux loués à tout moment, pour contrôler leur état et s'assurer que leur utilisation est conforme à la convention et à l'activité de l'association. Le preneur ne pourra lui en interdire l'accès pour quelque motif que ce soit.

Une visite annuelle des locaux sera effectuée par un agent de la Ville.

## **5.2 - Entretien des locaux**

Les locaux loués doivent être tenus en bon état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public et de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du Code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Il devra notamment :

- assurer l'entretien courant des locaux et de ses éléments d'équipement, ainsi que les menues réparations nécessaires ;
- nettoyer et dégorger les conduits de descentes d'eaux pluviales, chéneaux et gouttières ;
- entretenir les petites parties mécaniques des portes et fenêtres et notamment réaliser le graissage des gonds et des charnières, les menues réparations des boutons et poignées de portes, des gonds et des mécanismes de fermeture, le remplacement des clefs égarées ou abîmées ;
- le remplacement des vitres détériorées ;
- le maintien en état de propreté des plafonds, murs et cloisons, notamment le rebouchage des trous éventuellement faits ;
- entretenir les revêtements de sol ;
- entretenir les installations de plomberie, de chauffage, climatisation, ventilation, les canalisations de gaz, le remplacement de certains éléments de chauffage et de robinetterie ;
- entretenir certains éléments d'équipement électrique, dont notamment le remplacement des ampoules, interrupteurs, prises de courant, fusibles, baguettes ou gaines de protection.

Dans le cas où les locaux comporteraient des équipements nécessitant des vérifications périodiques obligatoires (installations électriques, installations gaz, chaudières, portes automatiques, extincteurs, ...), le preneur s'engage à les réaliser et à transmettre à la Ville le rapport de vérification.

Si le rapport fait état de travaux à réaliser qui relèvent du locataire au sens de l'article 1754 du Code civil, le preneur a l'obligation de les effectuer avant le terme de la convention. A défaut, la Ville fera réaliser ces travaux aux frais exclusifs du preneur.

L'occupant devra laisser les représentants de la Ville, entrepreneurs et ouvriers pénétrer dans les lieux pour visiter, réparer et entretenir le local.

## **5.3 - Statuts de l'association**

Le preneur s'engage à signaler à la Ville de Montpellier, tout changement de nom, de bureau d'objet de l'association, ou de modification de siège social dans un délai maximum d'un mois.

#### **5.4 - Clauses particulières**

Le local faisant partie d'une copropriété, le preneur a l'obligation de respecter les règles suivantes :

- ne pas réserver pour son usage personnel des espaces ou des équipements communs ou collectifs.
- Les bicyclettes, cyclomoteurs, etc., doivent obligatoirement être rangés dans les locaux destinés à cet effet.
- Il est interdit au preneur de brancher des appareils ou luminaires sur les installations électriques des locaux communs pour son usage personnel ou de bloquer les minuteriers et d'utiliser les robinets de puisage et d'arrosage extérieur.
- Il est interdit de jeter ou de déposer des papiers, des débris ou objets quelconques sur les espaces verts, voiries ou toutes parties communes de l'immeuble. De plus, le locataire doit veiller à la propreté des escaliers, paliers et couloirs.
- Tout affichage est interdit.
- Le stationnement sur des emplacements réservés aux résidents de la copropriété est interdit.
- Le preneur s'engage à faire remonter toute difficulté éventuelle au sein de la copropriété à la Ville. La Ville est le seul interlocuteur du syndic.

#### **Article 6 – Assurances**

Le preneur s'engage à souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés aux tiers.

- En cas de nouvelle convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville, au plus tard 15 jours après la remise des clés au preneur.

- En cas de renouvellement de convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville sans dépasser un délai maximum d'un mois après la date de renouvellement.

Cette copie est à transmettre par voie postale à :

Mairie de Montpellier  
Service Gestion Active de la Propriété Sécurité  
Direction Architecture Immobilier  
1 place Georges Frêche  
34 267 MONTPELLIER Cedex 2

### **Article 7 – Cession – sous-location**

Le preneur devra occuper personnellement les lieux loués.

Il est interdit à l'occupant :

- De concéder la jouissance des lieux mis à sa disposition à qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même temporairement et à titre gratuit et précaire ;
- De sous-louer en tout ou partie.
- Céder le contrat à un tiers

### **Article 8 - Résiliation**

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait (non-paiement du loyer, des charges, du dépôt de garantie, non souscription d'une assurance des risques locatifs, non-respect de l'obligation d'user paisiblement des locaux loués, troubles du voisinage constatés par décision de justice passée en force de chose jugée).

Elle sera résiliée, après un préavis d'un mois, en cas de manquement par le preneur à ses obligations prévues dans la convention.

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par le preneur. Dans ce cas, il sera tenu de prévenir la Ville par lettre recommandée avec accusé réception, dans un délai de trois mois.

### **Article 9 – Restitution des locaux**

Au terme du contrat, un état des lieux de sortie contradictoire sera effectué et le preneur procédera à la restitution des locaux et à la remise des clés.

A cette fin, il convient que le preneur prenne contact avec la Ville dans un délai minimum d'un mois, afin de convenir d'un rendez-vous.

A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir aux frais du preneur un inventaire des objets déposés.

Ceux-ci seront tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

L'occupant devra restituer les lieux et ses abords libres de toute occupation et débarrassés de tous mobiliers, détritiques divers, marchandises et en parfait état de propreté.

En cas de dégradations, dégâts, abandon de détritiques divers ou autres, la Ville procédera à la remise en état des locaux à la charge du preneur sur présentation de justificatifs (devis, factures).

**Article 10 - Litiges**

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,  
le .....

**Pour la Ville**

**Pour le preneur,**

Qualité :

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
L'Adjoint délégué à la Démocratie  
Participative et aux Maisons pour Tous,

Gérard CASTRE

Nom et prénom :  
(+ Cachet de l'association)

## Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

## Mise à disposition à titre gratuit de salles dans les Maisons pour tous

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil Municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2016/2017, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:



- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 2 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 700 €

Les associations concernées sont :

MPT CURIE : Comité d'éducation pour la santé 245€

Maison de la Démocratie : Association François Aupetit 455€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 12 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 1970€

Les associations concernées sont :

MPT CURIE : Zonta Olympe de Gouges 110€

MPT GUILLERME : Ceven 55€

MPT LAGRANGE : Amis 110€

MPT PAGNOL : Secours Populaire Français 220€, Afrikante 220€, Sport Equi Fit 110€

MPT VOLTAIRE : Amical des personnels de Police Montpellier 220€, Jumeaux et plus 34 220€, Hispanothèque 220€

MPT CAMUS : Comité de quartier Croix d'argent 105€, Ecole de Judo 105€

MPT VILLON : MLJ3M 275€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015.
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 16 décembre 2016

Ville de

Montpellier.



# Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux

ANNUELLE

Maison pour tous :

Marie CURIE

Pour la période de :

Septembre 2016 à juin 2017

Pour Conseil municipal du:

N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Comité d'éducation pour la santé	54 chemin de Moularès resd Don Bosco centre André Levy 34070 Montpellier tél: 04 67 64 07 28	Prévention et éducation à la santé	Permanence pour orientation et accompagnement à la santé,		les lundis scolaire de 14h à 17h	3h	245 €

MAISON DE LA DEMOCRATIE

Pour la période de :

Septembre 2016 à juin 2017

N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Association François Aupetit	Mme DUFRESNE Chantal 33 Bd de Picpus - 75571 - Paris Tel : 01 40 19 34 25	Promouvoir la recherche sur les maladies inflammatoires chroniques de l'intestin.	Rencontres de malades avec des professionnels		17h30 à 19h tous 2 mois	9h	455 €

TOTAL 700 €

58

MontpellierProposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux						ponctuelle	
Maison pour tous :			Marie - Curie	Pour la période de :		2016/2017	
Pour Conseil municipal du :			déc-16				
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Zonta Olympe de Gouges	Naval Cécile 5 rue des candeliers 34000 Montpellier	lutte contre les violences faites aux femmes	soirée théâtre de clôture de la campagne "zonta says no"	02/12/2016	5h	110 €
Maison pour tous :			F. Guillerme	Pour la période de :		2016/2017	
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	CEVEN	Jean-Pierre Fredouille 14 bis Jean Coulaou 34080 Montpellier Tél 04 30 10 04 03 jpfredou@numericable.fr	comité pour l'environnement urbain , les équipements et la nature	sauvegarde et amélioration de l'environnement, des équipements et des conditions de vie dans les quartiers Cévennes-Ribes-Alco-Malbosc	10/12/2016	3h	55 €
Maison pour tous :			Marcel PAGNOL	Pour la période de :		2016/2017	
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Secours Populaire Français	Fanny SALAS Coordinatrice 78 rue du Faubourg Figuerolles - 34070 Montpellier 04 67 42 30 92	Coordonner l'ensemble des activités de solidarité	BRADERIE DE JOUETS	18/12/2016	9 h	220 €
	AFRIKANTE	Alexandre Guidici 50 impasse de la Grange 34980 Saint Clément de Rivière Contact M. Lamardou Matthieu Directeur de l'ass 06.76.95.71.47	L'échange culturel Franco-Africain, la production de spectacle ainsi que la production phonographique	Gala danse Africaine et concert	13/05/2017	15h	220 €
	Sport Equi-Fit	Saida Benleski Residence la Tilleul, 316 rue Centrayvargues 34070 MPL	Mettre en place des activités sportives tout public	Stage Postural Ball®	07/01/2017	5h	110 €
Maison pour tous :			voltaire	Pour la période de :		2016/2017	
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Amicale des personnels de police de Montpellier	Hervé CORTASA 0699135204	œuvres sociales de la police	réception des enfants avec accueil par école du cirque et kermesse avec école du cirque. Arrivée du père noel et distribution cadeaux et gâteaux.	11/12/2016	11 h	220 €
	Humains et plus 34	LOPEZ André 0608607865	aide matérielle et morale aux familles adhérentes de l'association	Bourse aux vêtements de printemps	25/03/2017	10 h	220 €
	Hispanothèque	AZCARRAGA Blanca 0659323848	Promotion dynamique des langues et de la culture espagnoles	Festival multidisciplinaire de culture espagnole	25/02 au 26/02/2017	10 h	220 €
Maison pour tous :			Albert Camus	Pour la période de :		2016/2017	
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	comité de quartier Croix d'Argent Sabines	Jean Almarcha 91 allée Pierre Dac 34070 Montpellier 046 22 08 37 06	animation de quartier	loto	22/01/2017	10 h	105 €
	école de judo Montpellier	Hervé Navarro 8 rue Tibidabo square Mas Drevo 34070 Montpellier 06 72 26 37 87	club de judo du quartier	plateau sportif, convivial et familial	21/01/2017	10 h	105 €
Maison pour tous :			Villon	Pour la période de :		2016/2017	
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	objet de son statut	Actions proposées	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	ML3M	Patricia Miralles 1 place Francis Ponge 34000 Montpellier	Insertion professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans	Commission Insertion	02/02/17 20/04/17 8/06/17 07/09/17 9/11/17	3h	275 €
Maison pour tous :			Léo Lagrange	Pour la période de :		2016/2017	
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	AMIS	OUSSAA ALI / ASSOCIATION AMIS AU 126 SQ DE SURVILLE 126 AVENUE DE LOUISVILLE 34080 MONTPELLIER	ANIMATION D UNE RENCONTRE SOCIOCULTURELLE ET SPORTIVE	Animations/ rencontres : concerts, défilé de robes, henné.	25/11/2016	6h	110 €
						TOTAL	
						1 970 €	

## Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

## Projet Educatif de Territoire Avenant 2016/2017

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Projet Educatif de Territoire (PEdT) de la Ville de Montpellier a été transmis au Préfet, à la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) et à la CAF de l'Hérault conformément à la délibération n° 2014/325 –du Conseil municipal du 24 juillet 2014. Il a été contractualisé pour la période de septembre 2014 à septembre 2017.

Le PEDT décline la politique éducative de la Ville en faveur des enfants scolarisés dans ses écoles maternelles et élémentaires publiques, ce qui concerne 21 467 enfants et pour l'année scolaire 2016-2017 environ 40 500 séances d'activités. Ce document formalise la démarche mise en œuvre par la Ville de Montpellier pour l'organisation des différents temps de l'enfant et notamment les temps liés à la réforme des rythmes éducatifs mis en place à la rentrée scolaire 2014.

Le projet fixe trois objectifs généraux :

- Assurer un environnement propice à la réussite éducative,
- Accompagner chaque enfant dans son parcours éducatif,
- Aider les parents à être partie prenante de la Réussite éducative.

Et huit thématiques prioritaires qui font l'objet d'un suivi spécifique avec l'ensemble des partenaires éducatifs :

- Le jeune enfant et l'école maternelle,
- Les enfants en situation de handicap,
- Les enfants suivis dans le cadre de la PRE,
- Le partenariat éducatif en ZEP,

- L'accès aux loisirs et la nouvelle organisation des ALSH,
- Le partenariat avec le secteur associatif,
- La continuité éducative et les études surveillées,
- L'utilisation des nouvelles technologies, les ENT.

L'évaluation d'une deuxième année de mise en œuvre, conduite auprès des partenaires éducatifs à l'occasion des comités de pilotage par quartier nous conduit à proposer aux trois institutions partenaires un avenant 2016/2017 au projet initial pour en améliorer la pertinence.

Cet avenant concerne :

- **Les instances de pilotage et l'actualisation du calendrier annuel de rencontres.**
- **L'encadrement des enfants en école maternelle sur le Temps d'Accueil Périscolaire (TAP).** Afin de stabiliser les équipes d'animation sur les TAP en écoles maternelles, il a été convenu avec les associations gestionnaires de centres de loisirs de positionner leurs intervenants prioritairement auprès des jeunes enfants. En effet, il s'agit de structures en capacité d'intervenir toute l'année et tous les soirs sur une même école avec des projets d'activité adaptés. L'objectif est de donner aux enfants les plus jeunes une routine et des repères affectifs indispensables à leur développement.
- **L'encadrement des enfants en école élémentaire sur le temps de restauration scolaire.** Afin de stabiliser les équipes d'animation sur le temps de restauration en écoles élémentaires, il a été donné, à titre expérimental, une suite favorable au projet des associations gestionnaires de centres de loisirs de positionner leurs intervenants sur le temps méridien. Le choix s'est porté sur les écoles élémentaires, l'encadrement en écoles maternelles étant assuré par les ATSEM. Cette décision permet également de favoriser une continuité éducative auprès des enfants et des familles.
- **L'agenda de déclaration des Accueil de Loisirs Périscolaires (ALP).** 10 nouveaux ALP ont été déclarés à la rentrée scolaire 2016/2017 ; ces nouvelles déclarations correspondent à l'entrée en formation BPJEPS LTP de 10 responsables ALAE et portent à 38 le nombre de groupes scolaires déclarés sur 63. Dans le choix des groupes scolaires nouvellement déclarés, les Quartiers Politique de la Ville (QPV) sont privilégiés.
- **L'aide aux enfants de CP en fragilité dans l'apprentissage de la lecture et de l'écriture.** La Ville réaffirme sa volonté de poursuivre son action en direction des élèves de CP avec la reconduction des « ateliers malins CP ». Le dispositif compte aujourd'hui 10 actions qui complètent les actions « coups de pouce » inscrites dans le programme de réussite éducative.
- **Les modalités d'interventions dans les écoles élémentaires Education Prioritaire.** Depuis la rentrée scolaire 2016/2017, l'Education Nationale prend en charge de 16h à 17h30 25% des élémentaires scolarisés en Réseau d'Education Prioritaire contre 50% en 2015/2016.
- **L'organisation des temps de concertation des acteurs éducatifs afin de renforcer la cohérence et la pertinence des projets.** La concertation entre l'Education Nationale et la Ville sur chacun des groupes scolaires est une des conditions essentielles de réussite du PEdT. Il a été décidé conjointement de fixer un temps de rencontre le 31 août 2016 afin de préparer au mieux la rentrée scolaire. Cette rencontre a bien eu lieu sur 27 groupes scolaires. Il est convenu de renouveler et d'étendre à l'ensemble des groupes scolaires cette expérience au cours de l'année 2016/2017.

- **Le soutien aux familles dans le cadre de la restauration scolaire.** En s'appuyant sur la Caisse des écoles, la Ville a mis en place un dispositif d'accompagnement des familles en grandes difficultés sociales dans l'accès au service de restauration scolaire et aux Accueils de Loisirs Sans Hébergement. Conformément aux principes du programme de réussite éducative, il s'agit d'un suivi individualisé des familles sur la base d'un repérage par l'Education Nationale ou les services sociaux. A ce jour, 150 familles ont pu bénéficier de cet accompagnement dont 30 avec un accès régulier au service de restauration. En facilitant cet accès, l'objectif est de favoriser la scolarisation des enfants dont les familles sont très éloignées de l'institution scolaire.

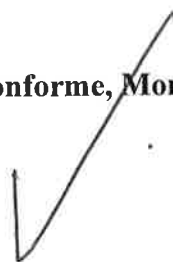
Conformément à la convention PEdT qui précise dans son article 6 que « *Toute modification du PEdT doit faire l'objet d'un avenant présenté et examiné par les différents signataires* », l'avenant 2016/2017 au PEdT sera remis aux services du Préfet, de la DSDEN et la CAF de l'Hérault.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'acter les évolutions proposées dans l'avenant 2016/2017 au PEdT,
- De transmettre au Préfet, à la DASEN et à la CAF de l'Hérault l'avenant 2016/2017 au PEdT
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 16 décembre 2016**





# Projet Educatif de Territoire

**Ville de Montpellier**



**Avenant 2016-2017**



## Sommaire

<i>I – Informations générales.....</i>	<i>P.4</i>
<i>II – Actualisation des données.....</i>	<i>P.6</i>
<i>III – Suivi du PEdT en 2015/2016.....</i>	<i>P.12</i>
<i>IV – Evolutions prévues en 2016/2017.....</i>	<i>P.15</i>
<i>V – Cahier d'évaluation.....</i>	<i>P.23</i>
<i>VI – Annexes.....</i>	<i>P.31</i>



1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

## I – Informations générales

**Date d'élaboration du projet :** Septembre 2016

**Période de validité du projet :** de septembre 2016 à septembre 2017

**Collectivité territoriale :** Ville de Montpellier

**Dotation de solidarité urbaine (DSU) cible :** La Ville de Montpellier est éligible à la Dotation de Solidarité Urbaine.

**Nom et Prénom du correspondant :** COMTE Guillaume

**Fonction :** Coordinateur de la Mission Projet Educatif

**Adresse :** Hôtel de Ville 1 Place Georges Frêche 34070 Montpellier

**Téléphone fixe et portable :** 06.23.48.23.81

**Adresse électronique :** [guillaume.comte@ville-montpellier.fr](mailto:guillaume.comte@ville-montpellier.fr)







## II – Actualisation des données

### 2.1 Evolution du nombre d'enfants

	Effectifs juin-14	Effectifs juin-15	Effectif juin-16
Niveau école maternelle moins de 3 ans :	203	279	218
Niveau école maternelle entre 3 et 5 ans :	8 067	8 199	8 379
Niveau école élémentaire :	11 364	12 066	12 870
<b>Nombre total d'enfants et de jeunes concernés par le PEDT</b>	19 634	20 544 (+5%)	21 467 (+4.5%)

Le nombre d'élèves scolarisés dans les écoles de Montpellier est en constante hausse. On observe une variation stable de plus 5% entre les années correspondant à une augmentation d'environ 1 000 élèves chaque année. Pour accueillir l'ensemble de ces nouveaux inscrits, 20 nouvelles classes supplémentaires seront ouvertes en septembre 2016 (15 en élémentaires et 5 en maternelles).

### 2.2 Collaboration avec le temps scolaire

Projets	Dotations pour l'année scolaire 2013/2014	Dotations pour l'année scolaire 2014/2015	Dotations pour l'année scolaire 2015/2016
<b>Offres culturelles</b>	44 418 € (86 projets)	34 720 € (59 projets)	33 000 € (55 projets)
<b>Classes de découvertes</b>	230 287€	209 354 €	170 739 €
<b>BCD</b>	260 € par école	260 € par école	471 € par école

La ville continue de soutenir les projets ayant lieu sur le temps scolaire en finançant en collaboration avec la DRAC et la DASEN les offres culturelles. Egalement, l'ensemble des



demandes concernant les classes de découvertes ont été acceptées. La Ville participe aussi à l'équipement des Bibliothèques Centre Documentaire (BCD).

## 2.3 Les Temps Périscolaires

L'organisation de la semaine reste inchangée et les temps périscolaires sont toujours positionnés comme suit :

- **L'accueil du matin** de 7h45 à 8h45 : la fréquentation est en légère hausse (de 8 à 9% de la population scolaire). Cependant, on remarque que 53% des enfants scolarisés ont bénéficié au moins une fois de ce temps durant l'année scolaire.
- **Le temps méridien** de 11h45 à 13h45 : on constate une importante hausse de la fréquentation dû, certainement, aux nouvelles modalités de réservation. En moyenne, 10 500 repas sont servis aux enfants quotidiennement soit 51% de la population scolaire (contre 46% en 2014/2015). De plus, on s'aperçoit que 85% des enfants scolarisés ont fréquenté le restaurant scolaire au moins une fois au cours de l'année écoulée.
- **Les Temps d'Activités Périscolaires de 16h à 17h30** : la fréquentation est en légère hausse avec une moyenne de 13 500 enfants présents chaque soir (65% de la population scolaire contre 64% en 2014/2015). On observe que 18 851 enfants (soit 91% de l'effectif scolarisé) sont restés aux TAP au moins une fois cette année.
- **L'accueil du soir** de 17h30 à 18h30 : comme pour l'accueil du matin, on constate une mince augmentation (de 7 à 8% de la population scolaire). En revanche, 51% de l'effectif scolarisé a fréquenté au moins une fois ce temps périscolaire pendant l'année 2015/2016.
- **Le mercredi midi** : de 11h45 à 12h30, environ 1700 enfants fréquentent le départ échelonné soit 8% de la population scolaire. Ce nombre est en légère hausse par rapport à l'année dernière (1 604 enfants).

Garderie ou accueil de loisirs	Nombre de groupes scolaires	Nombre d'enfants concernés
En 2014/2015	62	12 589
En 2015/2016	63	15 100
En 2016/2017	63	18 851

Déclaration des Accueils de Loisirs Périscolaires	Nombre de déclaration	Total déclarations
sept-14	11	11
mars-15	10	21
sept-15	5	26
mai-16	1	27
sept-16	10	37

La Ville continue sa politique de déclaration de ses accueils en ALP. En 2015/2016, par le biais de la dérogation obtenue quant à la formation des responsables ALAE au BPJEPS, 5 accueils ont ainsi pu être déclarés. Le succès au concours d'animateur territorial puis la nomination d'une responsable ALAE a permis également une autre déclaration en mai 2016.

Pour la rentrée 2016, 10 accueils se verront passer en ALP et 7 responsables ALAE entreront en formation BPJEPS.

Intervention associative	Nombre d'associations	Nombre de séances prévues
sept-14	98 dont 11 gestionnaires d'ALSH	39 399
sept-15	118 dont 10 gestionnaires d'ALSH	40 997
sept-16	117 dont 10 gestionnaires d'ALSH	40 597

#### Annexe 1 : Liste des activités proposées par les associations en 2016/2017

Depuis la mise en place du Projet Educatif de Territoire, la Ville a la volonté d'associer au maximum le secteur associatif pour compléter son offre d'animation sur le territoire. Chaque année est donc mis en place un appel à projet avec un budget inchangé (2 500 000€). L'année 2016/2017 est sur les mêmes bases que l'année précédente avec un nombre d'association équivalent (117 contre 118 en 2015) et un total de séances légèrement inférieur (400 séances de moins prévues pour la prochaine rentrée).

## 2.4 Les Temps extrascolaires

ALSH	Nombre de structures		Nombre de places
	ALSH associatifs	ALSH municipaux	
En 2014/2015	23	21	2 500
En 2015/2016	24	21	2 534
En 2016/2017	23	21	2 464

A partir de septembre 2016, l'ALSH Périclès/Aristote géré par Vacances Evasion sera transféré vers l'ALSH De Gaulle/Jaurès appartenant à la même association. Un transfert des enfants par pédibus sera organisé par les animateurs entre les deux structures. Cette réorganisation est due à la baisse de fréquentation des ALSH le mercredi après-midi.

## 2.5 Les ressources humaines

La Direction de l'Education est composée d'agents appartenant à 4 filières de la fonction publique territoriale. Chacun travaille en faveur du bien-être des enfants dans les écoles de la Ville. Au total, 1244 agents appartiennent à la direction de l'Education.

**La filière technique : 492 agents**

- 63 Responsables Techniques des Groupes Scolaires (RTGS). Un pool de remplacement de 5 agents est mis en place pour pallier les différentes absences.
- 424 Agents d'Entretien et de Restauration Scolaire (AERS).

**La filière médico-sociale : 422 agents**

- 347 postes d'Agents Territoriaux Spécialisés en Ecole Maternelle (ATSEM)
- Un pool de remplacement de 75 agents pour couvrir les longues absences.

**La filière animation : 270 agents**

- 63 responsables de loisirs associés à l'école (ALAE)
- 63 animateurs référents
- 111 animateurs
- 21 responsables d'Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH)
- 12 responsables adjoints d'Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH)

### **La filière administrative : 60 agents**

- 60 agents travaillent quotidiennement à l'Hôtel de Ville

A ces agents, on peut ajouter, les 350 animateurs vacataires (étudiants ou demandeurs d'emplois) qui participent aux activités périscolaires, mais également les enseignants (110 chaque soir) positionnés sur les TAP.

Environ 280 intervenants associatifs sont mobilisés chaque soir dans le cadre de l'appel à projet.



### III – Suivi du PEdT en 2015/2016

#### **3.1 Le Pilotage**

La Ville de Montpellier a tenu son engagement sur l'organisation de deux séries de comités de pilotage à l'échelle de chaque quartier. Cette instance plus « locale » a été appréciée par les partenaires, mais certaines modalités restent encore à travailler.

Le comité de pilotage en séance « plénière » a eu lieu en décembre 2015. Il a présenté les premiers éléments quantitatifs de la rentrée, les différentes évolutions et fait un point d'étape sur les thématiques prioritaires.

Une séance plus restreinte a clôturé l'année 2015/2016 qui a dévoilé l'évaluation du PEdT et les perspectives de la rentrée prochaine.

La Ville a réuni ses partenaires institutionnels (Direction Académique des Services de l'Education – DASEN, la Caisse d'Allocations Familiales - CAF et la Direction Départementale de la Cohésion Sociale – DDCS) tout au long de l'année pour maintenir une dynamique de dialogue, faire part de difficultés et évoquer les premières pistes de réflexion.

## Récapitulatif du pilotage du PEdT en 2015/2016

	sept-15	oct-15	nov-15	déc-15	janv-16	févr-16	mars-16	avr-16	mai-16	juin-16	juil-16
Comité de Pilotage par Quartier			18 nov - 23 nov - 24 nov - 25 nov	02-déc					18 mai - 25 mai	01 juin	
COPIL restreint											08-juil
Comité de Pilotage plénier				14-déc							
Groupe de Travail Inter Institutionnel (GTII)	30-sept								09-mai		
Conseil d'Ecole		Conseil d'Ecole n°1			Conseil d'Ecole n° 2				Conseil d'Ecole n°3		
Projet Pédagogique des responsables ALAE	Finalisation du projet et communication à l'ensemble des intervenants municipaux et associatifs	Première présentation aux membres des Conseils d'Ecoles								Bilan des projets pédagogiques	



## 3.2 Les Comités de pilotage par quartier

### 3.2.1 En novembre 2015

#### Annexe 2 : Synthèse détaillée des comités de pilotage par quartier - Novembre 2015

La première série de comités de pilotage par quartier s'est tenue en novembre 2015. Une rencontre a été organisée dans chacun des 7 quartiers de la Ville. Deux réunions ont été programmées sur le secteur Croix d'Argent en raison de sa grande taille :

- 18 novembre : Port Marianne et Cévennes
- 23 novembre : Croix d'Argent
- 24 novembre : Croix d'Argent et Centre
- 25 novembre : Mosson et Hôpitaux-Facultés
- 02 décembre : Près d'Arènes

A cette occasion, les directeurs d'écoles, parents d'élèves, partenaires associatifs et institutionnels ont été invités. Le personnel municipal a également été associé à cette démarche de concertation. Chaque rencontre a été pilotée par le responsable du secteur animation du quartier concerné.

En novembre 2015, il était question de faire un point d'étape sur la rentrée et d'établir les premiers constats sur les différentes adaptations proposées. Les participants ont ainsi été répartis en atelier de travail afin de pouvoir s'exprimer et de faire d'éventuelles propositions sur :

- les TAP à l'école
- la restauration et temps méridien
- les ALSH du mercredi après-midi
- l'étude surveillée
- les enfants en situation de handicap
- l'intervention associative

40 personnes en moyenne étaient présentes à chaque rencontre.

### 3.2.2 En mai 2016

#### Annexe 3 : Synthèse des comités de pilotage par quartier –Mai 2016

La seconde série de comité de pilotage par quartier s'est tenue à la rentrée des vacances de printemps, sur 3 mercredis matins :

- 18 mai 2016 : Hôpitaux-Facultés
- 25 mai : Croix d'Argent, Cévennes et Près d'Arènes
- 01 juin : Port Marianne, Centre et Mosson

L'objet de ces rencontres était l'évaluation du PEdT. En effet, la Ville a reçu un questionnaire du Groupe d'Appui Départemental (GAD) que chaque commune devait renseigner en discriminant les réponses en fonction des partenaires (Education Nationale, associations, parents d'élèves et services municipaux). Pour remplir cette évaluation, la Ville de Montpellier a obtenu une dérogation et a pu travailler sur ce document à l'échelle de chaque quartier.

Chaque rencontre s'est déroulée globalement de la même manière : une introduction réalisée par le responsable du secteur animation puis une répartition en atelier par partenaire pour remplir le questionnaire et recueillir les avis de chacun. Certains quartiers ont souhaité créer des groupes mixtes pour mieux interagir les uns avec les autres. En moyenne, 30 personnes étaient présentes aux réunions par quartier.

De manière générale, les groupes ont été équilibrés entre les représentants de l'Education Nationale, les parents d'élèves ainsi que les partenaires associatifs. Les responsables ALAE ont, eux aussi, participé à l'évaluation en renseignant le questionnaire pour la partie Ville.

A l'issue des synthèses réalisées sur chaque quartier, les éléments marquants de cette seconde série de comité de pilotage ont été ressortis. Certains éléments de débats ne font pas directement référence à une question mais bien à une synthèse des discussions sur l'ensemble du territoire. Voici les thématiques qui ressortent :

- |                                      |  |
|--------------------------------------|--|
| - Le comité de pilotage par quartier | - Les taux d'encadrement                       |
| - Les temps de concertation          | - La fréquentation des TAP en école maternelle |
| - La communication                   | - La gestion des locaux                        |
| - Le positionnement des associations | - Le positionnement des TAP                    |
| - Le responsable ALAE                | - La gratuité des TAP                          |
| - Les animateurs vacataires          |  |

## **IV - Les évolutions prévues pour la rentrée 2016**

### **4.1 Le pilotage du Projet Educatif de Territoire en 2016/2017**

Pour l'année scolaire 2016/2017, la Ville renouvèle la mise en place de deux sessions de comités de pilotage par quartier, en janvier et juin 2017. Ils seront l'occasion de rencontrer dans un cadre formel les acteurs éducatif du terrain. Ces rencontres permettent de donner des informations concernant le quartier, de rendre compte des actions mises en place et d'établir un bilan de l'année écoulée.

Egalement, un comité de pilotage en séance « plénière » aura lieu en décembre 2016 afin de présenter l'ensemble des évolutions de la rentrée, les éventuelles adaptations mises en places et d'établir un premier constat sur le trimestre.

### **4.2 La déclaration des Accueils de Loisirs Périscolaires**

La Ville poursuit son engagement de déclaration des accueils en ALP. Le directeur de l'ALP, soit le responsable ALAE, doit être titulaire du BPJEPS Loisirs Tous Publics ou du grade de catégorie B de la fonction publique territoriale. La Ville s'engage à nommer les responsables ALAE lauréat du concours sur leurs postes.

En 2015/2016, 6 accueils ont été déclarés portant à 27 le nombre de déclaration.

A la rentrée, 10 ALP supplémentaires verront le jour et 59% du territoire montpelliérain sera déclaré.

La Ville essaie de privilégier la déclaration des accueils situés en « Contrat de Ville ». Ainsi, sur 28 groupes scolaires recensés en quartiers prioritaires, 10 sont en ALP soit 36%.

### **4.3 La formation des responsables ALAE au BPJEPS LTP**

En 2015/2016, 10 responsables ALAE ont suivi la formation au BPJEPS LTP avec un taux de réussite de 60%. On peut ajouter que deux responsables ont été admis en sessions de rattrapage et deux stagiaires devront se réinscrire.

Conformément à la déclaration des ALP et à la réglementation, 7 nouveaux responsables ALAE suivront une formation BPJEPS LTP à la rentrée 2016. Comme en 2015/2016, ils seront remplacés par des animateurs diplômés en contrat à durée déterminée les jours où ils sont en formation.

## Pilotage du PEdT en 2016/2017

	sept-16	oct-16	nov-16	déc-16	janv-17	févr-17	mars-17	avr-17	mai-17	juin-17
Comité de Pilotage par Quartier							Comité de pilotage par quartier			
COPIL restreint										Réunion du COPIL restreint
Comité de Pilotage en séance plénière					Comité de pilotage en séance plénière					
Groupe de Travail Inter Institutionnel (GTII)			Réunion du groupe de travail II			Réunion du groupe de travail II		Réunion du groupe de travail II		
Conseil d'Ecole		Conseil d'Ecole n°1			Conseil d'Ecole n° 2				Conseil d'Ecole n°3	
Projet Pédagogique des responsables ALAE	Finalisation du projet et communication à l'ensemble des intervenants municipaux et associatifs	Première présentation aux membres des Conseils d'Ecoles								Bilan des projets pédagogiques

Date de déclaration	Nombre de groupe scolaire	Quartiers	Groupe Scolaire	Diplôme du responsable	Grade d'Animateur Territorial		Entrée en formation BPJEPS en 2016
sept-14	1	Centre	Mozart / Morisot	BPJEPS LTP		Prépa concours	
	2	Croix d'Argent	Churchill	BPJEPS LTP		Prépa concours	
	3	Hôpitaux-Facultés	Kergomard / Daviler	BPJEPS LTP		Prépa concours	
	4	Hôpitaux-Facultés	Sibelius / Pottier	BPJEPS LTP			
	5	Hôpitaux-Facultés	Térèse / Ferry	BESAPT Sport	Titulaire		
	6	Mosson	Neruda / Bolivar	DEUST			
	7	Mosson	Renaud / Balard	BAFD en cours	Titulaire		
	8	Près d'Arènes	Cocteau / Diderot	BAFD	Titulaire		
	9	Près d'Arènes	Figuier / Hugo-Bert	BPJEPS LTP		Prépa concours	
	10	Près d'Arènes	Frank / Dickens	BPJEPS LTP	Titulaire		
	11	Près d'Arènes	Signoret / Brel	BAFD en cours	Titulaire		
mars-15	12	Cévennes	Bon / Armstrong	BPJEPS LTP		Prépa concours	
	13	Cévennes	Elem. Malet	BPJEPS LTP			
	14	Cévennes	Kipling / Baudelaire	BPJEPS LTP			
	15	Hôpitaux-Facultés	Camoens / Freud	BPJEPS LTP		Prépa concours	
	16	Hôpitaux-Facultés	Elem. Rabelais	BPJEPS LTP			
	17	Hôpitaux-Facultés	Mat. Yourcenar	Stagiaire BPJEPS LTP		Prépa concours	
	18	Port Marianne	Aristote / Périclès	Stagiaire BPJEPS LTP			
	19	Port Marianne	Bernhardt / Pascal	BPJEPS LTP			
	20	Port Marianne	Hospital	Stagiaire BPJEPS LTP		Prépa concours	x
	21	Près d'Arènes	Eluard / Macé	BPJEPS LTP		Prépa concours	
sept-15	22	Centre	Lamartine / Pasteur	BPJEPS LTP			
	23	Cévennes	Combes / Duruy	Stagiaire BPJEPS LTP			
	24	Croix d'Argent	Voltaire / Pagnol	Stagiaire BPJEPS LTP		Prépa concours	x
	25	Port Marianne	Chengdu	Stagiaire BPJEPS LTP		Prépa concours	
	26	Port Marianne	Malraux	BPJEPS LTP			
mai-16	27	Port Marianne	De Gaulle / Jaurès	BAFD	Stagiaire		

Date de déclaration	Nombre de groupe scolaire	Quartiers	Groupe Scolaire	Diplôme du responsable	Grade d'Animateur Territorial		Entrée en formation BPJEPS en 2016
sept-16	28	Centre	Chaptal / Arc	Stagiaire BPJEPS LTP			X
	29	Centre	Bazille / Roux / Dau Clapas	Stagiaire BPJEPS LTP			X
	30	Centre	Rousseau / Condorcet	BPJEPS LTP			
	31	Centre	France / Sévigné	BPJEPS LTP			
	32	Cévennes	Goethe / Langevin	Stagiaire BPJEPS LTP			X
	33	Croix d'Argent	Ronsard / Aquitaine	Stagiaire BPJEPS LTP			X
	34	Mosson	Joyce / Senghor	Stagiaire BPJEPS LTP			X
	35	Port Marianne	Bergman / Moulin	Stagiaire BPJEPS LTP			X
	36	Port Marianne	Gama / Mermoz	BPJEPS LTP			
	37	Près d'Arènes	Florian / Simon	Stagiaire BPJEPS LTP			X

#### **4.4 Le positionnement des associations gestionnaires d'ALSH en école maternelle sur les TAP**

Pour favoriser la stabilité des équipes et la continuité éducative, les équipes d'animations des associations gestionnaires d'ALSH seront positionnées prioritairement en école maternelle sur les TAP.

Depuis la mise en place de la réforme des rythmes scolaires, la Ville connaît un fort turn-over de ses vacataires. Ce bouleversement quotidien empêche la création de liens entre les animateurs et les enfants. Ce changement régulier empêche la stabilité des équipes et la bonne maîtrise du fonctionnement du groupe scolaire. De plus, les enfants de l'école maternelle ont besoin de repères fixes car ils côtoient de nombreux adultes tout au long de la journée.

Les associations gestionnaires d'ALSH seront positionnées prioritairement sur les groupes scolaires où elles interviennent sur le temps extrascolaire pour garantir la continuité éducative. Au total, 10 associations seront affectées en école maternelle ce qui mobilisera plus de 150 animateurs associatifs.

Ainsi, les associations thématiques seront en école élémentaire pour favoriser l'ouverture d'esprit et la découverte de nouvelles activités.

#### **4.5 Le positionnement d'associations gestionnaires d'ALSH sur le temps méridien**

A titre expérimental, la Ville a également sollicité les associations gestionnaires d'ALSH, toujours par le biais d'un appel à projet, à intervenir sur le temps méridien, auprès des enfants d'élémentaires (les ATSEM étant présentes et suffisamment nombreuses en école maternelle). Cette action a pour but de favoriser la stabilité des équipes et la continuité éducative entre des animateurs intervenant le mercredi après-midi mais aussi dorénavant pendant la restauration scolaire.

Au final, 5 associations déploieront 96 animateurs sur le temps de restauration scolaire pour un total de 13 824 séances d'activités sur l'année. 27 groupes scolaires seront concernés par ce renfort.

#### **4.6 L'accompagnement éducatif**

Conformément à l'engagement pris entre Mme le Recteur et M. le Maire, l'Education Nationale s'engage à prendre en charge 25% des élèves inscrits sur le temps de 16h à 17h30 sur l'année 2016/2017.

La carte de l'Education Prioritaire, n'ayant pas évolué cette année, ce sont 18 écoles élémentaires qui sont concernées par l'accompagnement éducatif (plus 2 qui sortent progressivement du dispositif).



L'Education Nationale prendra en charge un nombre d'enfants fixe chaque soir, correspondant à 25% des inscrits, et la Ville aura la responsabilité de ceux qui restent. Cette organisation devrait permettre une meilleure mobilisation des enseignants. Il reste cependant toujours des différends sur l'organisation du vendredi. En effet, les enseignants sont peu nombreux à vouloir travailler sur ce jour ce qui empêche l'organisation de l'accompagnement éducatif (car il faut un enseignant minimum sur l'école). La Ville est également en difficulté le même jour pour mobiliser ses animateurs et n'est pas en capacité d'encadrer 100% des enfants sur le territoire.

#### **4.7 La poursuite du dispositif « Ateliers Malins CP »**

En 2015/2016, dix actions ont été menées dans le cadre des « Ateliers Malins CP », dans huit groupes scolaires dont 80% en quartiers prioritaires. Ce dispositif contribue à faire entrer dans la lecture-écriture, des élèves en situation de fragilité au travers d'une action d'accompagnement sur le temps après la classe. Le dispositif s'inscrit dans un cadre périscolaire et n'est pas une action de remédiation. Ces actions sont menées majoritairement et prioritairement par des enseignants (ou des animateurs quand ce n'est pas possible). Dans les sites en zones urbaines sensibles, ce dispositif s'intègre (par l'orientation de l'élève) dans la dynamique et les procédures de la PRE.

Une séance se déroule en 4 temps :

- Temps de décompression et de goûter
- Un temps d'aide au travail scolaire
- Un atelier culturel
- Un temps d'accueil des parents et de départ

En 2016/2017, la Ville souhaite à nouveau développer 10 actions sur des groupes scolaires ciblés, situés en quartiers prioritaires.

#### **4.8 Le soutien aux familles dans le cadre de la restauration scolaire**

La Ville souhaite que l'ensemble des temps périscolaires soit accessible pour toutes les familles. En septembre 2015, Le prix de la restauration scolaire a été réajusté afin de faciliter l'accès à la tarification sociale (par le biais de la présentation du numéro d'allocataire CAF). Cependant, il demeure des situations où les familles ne sont pas allocataires de la CAF car elles ne disposent pas de situation administrative (migrant, demandeur d'asile, réfugiés politiques,...). De nombreux impayés et avis de recouvrement étaient donc envoyés aux parents. Pour lutter contre ces procédures et favoriser l'accès à la restauration scolaire des enfants, la Caisse des Ecoles étudiera les différentes situations pour accompagner les familles dans leurs démarches et prendre en charge, après validation, les différentes factures. Elle s'engage également à stabiliser et régulariser les situations dans le cadre du Programme de Réussite Educative.

#### **4.9 La concertation**

Pour améliorer la concertation entre les acteurs éducatifs, la Ville et l'Education Nationale ont trouvé un temps commun pour qu'enseignants et équipe d'animation se rencontrent. Ce moment aura lieu le mercredi 31 août entre 8h30 et 11h30. A cette occasion, le directeur d'école, les enseignants, le responsable ALAE et les animateurs seront réunis et pourront échanger. Projet d'école, projet pédagogique, fonctionnement et spécificités du groupe scolaire seront des éléments à aborder durant cette réunion.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168 169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180 181 182 183 184 185 186 187 188 189 190 191 192 193 194 195 196 197 198 199 200 201 202 203 204 205 206 207 208 209 210 211 212 213 214 215 216 217 218 219 220 221 222 223 224 225 226 227 228 229 230 231 232 233 234 235 236 237 238 239 240 241 242 243 244 245 246 247 248 249 250 251 252 253 254 255 256 257 258 259 260 261 262 263 264 265 266 267 268 269 270 271 272 273 274 275 276 277 278 279 280 281 282 283 284 285 286 287 288 289 290 291 292 293 294 295 296 297 298 299 300 301 302 303 304 305 306 307 308 309 310 311 312 313 314 315 316 317 318 319 320 321 322 323 324 325 326 327 328 329 330 331 332 333 334 335 336 337 338 339 340 341 342 343 344 345 346 347 348 349 350 351 352 353 354 355 356 357 358 359 360 361 362 363 364 365 366 367 368 369 370 371 372 373 374 375 376 377 378 379 380 381 382 383 384 385 386 387 388 389 390 391 392 393 394 395 396 397 398 399 400 401 402 403 404 405 406 407 408 409 410 411 412 413 414 415 416 417 418 419 420 421 422 423 424 425 426 427 428 429 430 431 432 433 434 435 436 437 438 439 440 441 442 443 444 445 446 447 448 449 450 451 452 453 454 455 456 457 458 459 460 461 462 463 464 465 466 467 468 469 470 471 472 473 474 475 476 477 478 479 480 481 482 483 484 485 486 487 488 489 490 491 492 493 494 495 496 497 498 499 500 501 502 503 504 505 506 507 508 509 510 511 512 513 514 515 516 517 518 519 520 521 522 523 524 525 526 527 528 529 530 531 532 533 534 535 536 537 538 539 540 541 542 543 544 545 546 547 548 549 550 551 552 553 554 555 556 557 558 559 560 561 562 563 564 565 566 567 568 569 570 571 572 573 574 575 576 577 578 579 580 581 582 583 584 585 586 587 588 589 590 591 592 593 594 595 596 597 598 599 600 601 602 603 604 605 606 607 608 609 610 611 612 613 614 615 616 617 618 619 620 621 622 623 624 625 626 627 628 629 630 631 632 633 634 635 636 637 638 639 640 641 642 643 644 645 646 647 648 649 650 651 652 653 654 655 656 657 658 659 660 661 662 663 664 665 666 667 668 669 670 671 672 673 674 675 676 677 678 679 680 681 682 683 684 685 686 687 688 689 690 691 692 693 694 695 696 697 698 699 700 701 702 703 704 705 706 707 708 709 710 711 712 713 714 715 716 717 718 719 720 721 722 723 724 725 726 727 728 729 730 731 732 733 734 735 736 737 738 739 740 741 742 743 744 745 746 747 748 749 750 751 752 753 754 755 756 757 758 759 760 761 762 763 764 765 766 767 768 769 770 771 772 773 774 775 776 777 778 779 780 781 782 783 784 785 786 787 788 789 790 791 792 793 794 795 796 797 798 799 800 801 802 803 804 805 806 807 808 809 810 811 812 813 814 815 816 817 818 819 820 821 822 823 824 825 826 827 828 829 830 831 832 833 834 835 836 837 838 839 840 841 842 843 844 845 846 847 848 849 850 851 852 853 854 855 856 857 858 859 860 861 862 863 864 865 866 867 868 869 870 871 872 873 874 875 876 877 878 879 880 881 882 883 884 885 886 887 888 889 890 891 892 893 894 895 896 897 898 899 900 901 902 903 904 905 906 907 908 909 910 911 912 913 914 915 916 917 918 919 920 921 922 923 924 925 926 927 928 929 930 931 932 933 934 935 936 937 938 939 940 941 942 943 944 945 946 947 948 949 950 951 952 953 954 955 956 957 958 959 960 961 962 963 964 965 966 967 968 969 970 971 972 973 974 975 976 977 978 979 980 981 982 983 984 985 986 987 988 989 990 991 992 993 994 995 996 997 998 999 1000

14

## V – Le cahier d'évaluation



- ***Axe 1 : Assurer un environnement propice à la réussite éducative***
- ***Axe 2 : Accompagner chaque enfant dans son parcours éducatif***
- ***Axe 3 : Aider les parents à être parties prenantes de la réussite éducative***

Axe 1 : Assurer un environnement propice à la réussite éducative (1/2)			
Domaine d'action	Finalités	Objectifs opérationnels	Actions
Les locaux	Améliorer le cadre d'accueil des enfants	Adapter les locaux à la population scolaire	Construction d'école et ouverture de nouvelles classes
		Attribuer aux écoles des produits et matériels suffisants et de qualité	Budget matériel et équipement nettoyage
Les dotations pédagogiques	Contribuer à la réussite des élèves et à l'acquisition des savoirs de base	Equiper chaque élève du matériel scolaire de base	Dotation individuelle par élève
		Doter les écoles de livres pour les bibliothèques	Dotation BCD
		Doter les accueils de matériel pédagogique	Affectation des budgets ALAE et ALSH
Les personnels municipaux	Améliorer la qualité d'intervention des personnels municipaux	Mettre à disposition les personnels nécessaires des filières technique, médico-sociale et animation	Affectation des agents par filière
		Augmenter le niveau de qualification et de compétence des agents	Inscriptions à des formations
			Inscriptions à des préparations de concours
La carte scolaire	Assurer un service scolaire de proximité	Maintenir l'attractivité de toutes les écoles	Traitement des dossiers
		Suivre les effectifs scolaires de l'Education Prioritaire	Actualisation des effectifs
La restauration scolaire	Assurer la qualité des repas et l'éducation au goût	Favoriser la découverte	Proposition de menus spécifiques
			Diffusion de questionnaires qualité
		Adapter l'offre des repas aux enfants ayant un régime spécial	Signature de PAI annuellement
		Promouvoir une alimentation durable	Tri des bio déchets
			Participation à la campagne Alimenterre

<b>Axe 1 : Assurer un environnement propice à la réussite éducative (2/2)</b>			
<b>Actions</b>	<b>Indicateurs</b>	<b>Année 2014/2015</b>	<b>Année 2015/2016</b>
Construction d'école et ouverture de nouvelles classes	Nombre d'enfants scolarisés par classes de maternelles et d'élémentaires	Elémentaire : 24,59	Elémentaire : 24,61
		Maternelle : 26,32	Maternelle : 26,43
Budget matériel et équipement nettoyage	Budget investissement	150 000 euros	133 000 euros
	Budget fournitures d'entretien	180 200 euros	185 400 euros
Dotation individuelle par élève	Montant dédié par élève	39,50 euros par élève	39,50 euros par élève
Dotation BCD	Montant dédié par école	260 euros par école	431,75 euros
Affectation des budgets ALAE et ALSH	Montant annuel par enfant dédié aux ALAE	10,38 euros	9,60 euros
	Montant annuel par enfant dédié aux ALSH	256 euros	171 euros
Affectation des agents par filière	Nombre d'agents titulaires de la filière technique	491	503
	Nombre d'agents titulaires de la filière médico-sociale	414	422
	Nombre d'agents titulaires de la filière animation	222	260
	Nombre d'animateurs vacataires	938	961
Inscriptions à des formations	Nombre de jours de formation suivis toutes formations confondues professionnelle, intégration et promotionnelle	829	2996
Inscriptions à des préparations de concours	Préparation au concours d'ATSEM	32	26
	Nombre d'agent de la filière technique inscrits à une préparation de concours	75	17
	Nombre d'agent de la filière animation inscrits à une préparation de concours	22	24
Traitement des dossiers	Dossiers déposés	1689	1850
	Dérogations accordées (y compris en appel)	1203,0	1311
	Réorientation pour manque de place	422,0	531
Actualisation des effectifs	Pourcentage d'élèves de l'école maternelle en Education Prioritaire	31%	32%
	Pourcentage d'élèves de l'école élémentaire en Education Prioritaire	30%	33%
Proposition de menus spécifiques	Nombre de menus	13,0	12
Diffusion de questionnaires qualité	Nombre de retour "fiche d'appréciation"	23,5	24
Signature de PAI annuellement	Nombre de PAI	150	230
Tri des bio déchets	Nombre d'écoles concernées	10	10
Participation à la campagne Alimenterre	Nombre d'écoles concernées	11	5

<b>Axe 2 : Accompagner chaque enfant dans son parcours éducatif (1/2)</b>			
<b>Domaines</b>	<b>Finalités</b>	<b>Objectifs opérationnels</b>	<b>Actions</b>
<b>Le jeune enfant à l'école maternelle</b>	Cohérence et continuité des rythmes éducatifs	Elaborer un document éducatif commun à l'ensemble des professionnels intervenants dans l'école	Mise en place des journées de formation entre les intervenants de l'école
		Adapter l'organisation de l'accueil des jeunes enfants	Développer le partenariat avec la direction de l'Enfance
			Respecter la réglementation de l'accueil des enfants de moins de 3 ans
<b>Les enfants en situation de handicap</b>	Accès de tous les enfants aux activités périscolaires	Repérer les enfants en situation de handicap	Renforcer le partenariat avec l'Education Nationale et la MDPH
		Développer les projets d'animations adaptés	Travailler avec les associations spécialisées
		Meilleure prise en compte de la situation de handicap	Proposer des formations
<b>Les enfants suivis dans le cadre du PRE</b>	Rendre effective l'égalité des chances	Favoriser le repérage des enfants et des jeunes présentant des signes de fragilité.	Identifier et rencontrer les acteurs
			Equipes Pluridisciplinaires de Soutien
		Développer les parcours de réussite éducative	Construire des parcours et développement d'actions Référénts de parcours
<b>Le partenariat éducatif en ZEP</b>	Proposer conjointement avec l'Education Nationale des activités TAP de qualité	Gérer l'organisation des activités entre la Ville et l'Education Nationale	Répartition des moyens
		Favoriser la découverte d'activités éducatives	Maîtriser les ratios d'encadrement
			Mise en place de ressources associatives
<b>Les ALSH</b>	Favoriser l'accès des enfants aux activités de loisirs des ALSH	Accompagnement des ALSH dans la réforme des rythmes	Versement de prestations
		Adapter les ALSH à l'évolution de la réglementation	Suivi ALSH "contrat de ville"
		Organiser le maillage territorial des ALSH en lien avec le CEJ	Inscription / réservations
<b>Le partenariat avec le secteur associatif</b>	Proposer des activités périscolaires de qualité	Faire appel au secteur associatif	Gestion de l'appel à projet
		Favoriser la découverte d'activités éducatives	Accompagnement des structures
			Diversité des domaines d'interventions
<b>La continuité éducative</b>	Améliorer la cohérence projet d'école et projet pédagogique	Favoriser la réussite éducative des élèves de l'école élémentaire	Encadrement de l'accompagnement
		Favoriser la communication des directeurs d'écoles avec les responsables de l'animation	Mise en place d'un Comité Technique Groupe scolaire
		Adhésion des écoles au dispositif	Inscription des classes
<b>Utilisation des nouvelles technologies ENT</b>	Favoriser les échanges entre l'élève, sa famille, les enseignants et les animateurs	Adapter l'outil aux temps péri et extra scolaire	Mettre en place des mini-sites pour RALAE et RALSH
		Dotation des écoles	Mise à disposition d'équipements



<b>Axe 2 : Accompagner chaque enfant dans son parcours éducatif (2/2)</b>			
<b>Actions</b>	<b>Indicateurs</b>	<b>2014/2015</b>	<b>2015/2016</b>
Mise en place des journées de formation entre les intervenants de l'école	Nombre d'intervenants lors des formations communes	92	0
Développer le partenariat avec la direction de l'Enfance	Nombre d'enfants scolarisés inscrits en crèche le mercredi	18	*
Respecter la réglementation de l'accueil des enfants de moins de 3 ans	Nombre d'enfants de moins de 3 ans ayant fait une demande pour participer aux temps péri et extrascolaires	*	*
Renforcer le partenariat avec l'Education Nationale et la MDPH	Nombre d'enfant en situation d'handicap scolarisés	700	900
	Nombre d'enfant ayant accès aux ALSH	*	*
Travailler avec les associations spécialisées	Nombre d'associations proposant des activités spécifiques	*	5
Proposer des formations	Nombre de journées de formations et de sensibilisation au handicap	*	0
Identifier et rencontrer les acteurs	Nombre de rencontres d'information sur le PRE avec les partenaires	6	15
Equipes Pluridisciplinaires de Soutien	Nombre d'équipes	3	5
Construire des parcours et développement d'actions Référents de parcours	Nombre de parcours ayant atteint leurs objectifs	87,6%	90,8%
	Nombre d'accompagnements	728	693
	Nombre de référents de parcours	28	31
Répartition des moyens	Part d'enfants encadrés par l'Education Nationale	73%	50%
	Part d'enfants encadrés par la Ville	27%	50%
Maitriser les ratios d'encadrement	Nombre d'enfant par encadrant	18	18
Mise en place de ressources associatives	Nombre de séances associatives sur un secteur : Mosson	4 797	4938
Versement de prestations	Prestations de service maternelle	3,05 €	3,05 €
	Prestations de service élémentaire	2,29 €	2,29 €
Suivi ALSH "contrat de ville"	Fréquentation ALSH contrat de ville Maternelle	68,50%	44%
	Fréquentation ALSH contrat de ville Elémentaire	54%	25%
Inscription / réservations	Taux de fréquentation	79%	65%
Création d'ALSH	Nombre total d'ALSH	45	45
Gestion de l'appel à projet	Nombre d'associations	107	124
	Nombre de séances annuelles	39 399	40 997
Accompagnement des structures	Nombre de retours "fiches bilans"	*	90%
Diversité des domaines d'interventions	Nombre de séance - domaine culture	26%	38%
	Nombre de séance - domaine sport	5%	13%
	Nombre de séance - domaine jeux créatifs	4%	13%
	Nombre de séance - domaine multi activités	60%	11%
	Nombre de séance - domaine sciences	2%	11%
	Nombre de séance - domaine vivre ensemble	3%	12%
Encadrement de l'accompagnement	Taux de renouvellement des associations	80%	80%
	Nombre d'enseignants	77%	92%
	Nombre d'animateurs	23%	8%
	Nombre d'enfant aux "Coups de Pouce"	75	75
Mise en place d'un Comité Technique Groupe scolaire	Nombre d'enfant aux "Ateliers Malins CP"	86	65
	Nombre de comités mis en place	*	*
Inscription des classes	Nombre de classes connectées à l'ENT	109	223
Mettre en place des mini-sites pour RALAE et RALSH	Nombre de mini site	*	0
Mise à disposition d'équipements	Nombre d'ordinateurs	641	808
	Nombre de classes mobiles	45	63
	Nombre de TBI	12	12

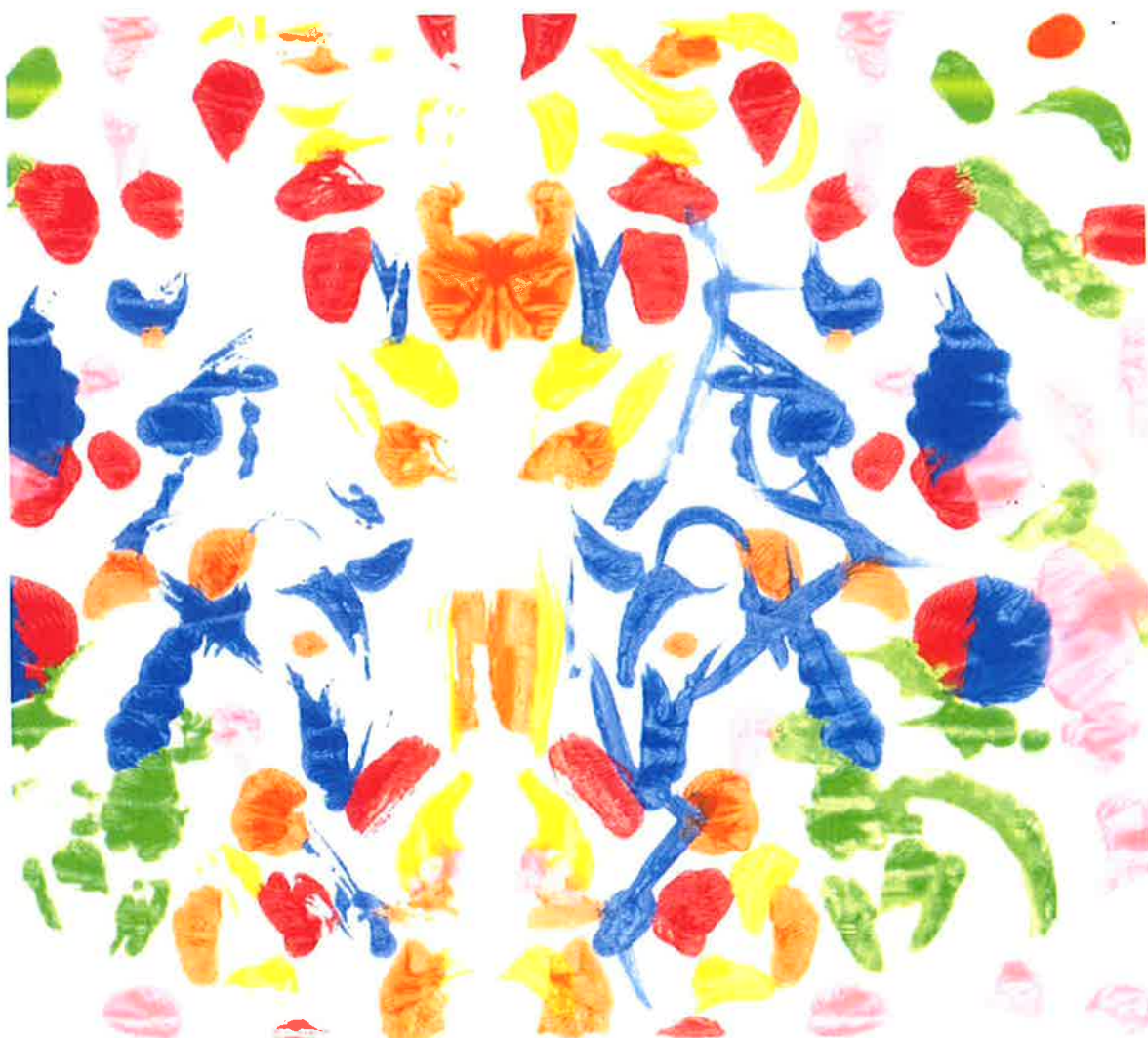
Axe 3 : Aider les parents à être parties prenantes de la réussite éducative (1/2)			
Domaines	Finalités	Objectifs opérationnels	Actions
Les temps d'accueil	Favoriser l'adhésion des parents à la démarche éducative de la Ville	Inscrire les enfants aux différents temps	Accueil matin
			Temps méridien
			TAP
			Accueil du soir
Les instances de décision et de concertation	Permettre aux parents d'être partenaires du projet de réussite éducative	Favoriser la participation des parents aux instances de concertation	COPIL de quartier
			Consultations
L'information et la communication	Renforcer les relations de confiance avec les parents	Développer l'outil informatique de réservations et d'inscriptions	Logiciel Prest'o
		Assurer la diffusion de l'information	Courriers individuels
			Affichage dans les écoles

### Axe 3 : Aider les parents à être parties prenantes de la réussite éducative (2/2)

Actions	Indicateur	Année 2014/2015	Année 2015/2016
Accueil matin	Fréquentation de l'accueil du matin / Population scolaire	8%	9%
Temps méridien	Fréquentation du temps méridien / Population scolaire	46%	51%
TAP	Fréquentation TAP / Population scolaire	64%	65%
Accueil du soir	Fréquentation accueil du soir / Population scolaire	6%	7%
COPIL de quartier	Nombre de représentants parents	*	36 parents en mai 2016
Consultations	Nombre de retours de consultation / Nombre d'envoi de consultation	68%	*
Logiciel Prest'o	Nombre d'inscrits aux TAP individuels / Nombre d'inscrits	*	*
Courriers individuels	Nombre de courriers individualisés	2	1
Affichage dans les écoles	Nombre d'affiches	8	7

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168 169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180 181 182 183 184 185 186 187 188 189 190 191 192 193 194 195 196 197 198 199 200 201 202 203 204 205 206 207 208 209 210 211 212 213 214 215 216 217 218 219 220 221 222 223 224 225 226 227 228 229 230 231 232 233 234 235 236 237 238 239 240 241 242 243 244 245 246 247 248 249 250 251 252 253 254 255 256 257 258 259 260 261 262 263 264 265 266 267 268 269 270 271 272 273 274 275 276 277 278 279 280 281 282 283 284 285 286 287 288 289 290 291 292 293 294 295 296 297 298 299 300 301 302 303 304 305 306 307 308 309 310 311 312 313 314 315 316 317 318 319 320 321 322 323 324 325 326 327 328 329 330 331 332 333 334 335 336 337 338 339 340 341 342 343 344 345 346 347 348 349 350 351 352 353 354 355 356 357 358 359 360 361 362 363 364 365 366 367 368 369 370 371 372 373 374 375 376 377 378 379 380 381 382 383 384 385 386 387 388 389 390 391 392 393 394 395 396 397 398 399 400 401 402 403 404 405 406 407 408 409 410 411 412 413 414 415 416 417 418 419 420 421 422 423 424 425 426 427 428 429 430 431 432 433 434 435 436 437 438 439 440 441 442 443 444 445 446 447 448 449 450 451 452 453 454 455 456 457 458 459 460 461 462 463 464 465 466 467 468 469 470 471 472 473 474 475 476 477 478 479 480 481 482 483 484 485 486 487 488 489 490 491 492 493 494 495 496 497 498 499 500 501 502 503 504 505 506 507 508 509 510 511 512 513 514 515 516 517 518 519 520 521 522 523 524 525 526 527 528 529 530 531 532 533 534 535 536 537 538 539 540 541 542 543 544 545 546 547 548 549 550 551 552 553 554 555 556 557 558 559 560 561 562 563 564 565 566 567 568 569 570 571 572 573 574 575 576 577 578 579 580 581 582 583 584 585 586 587 588 589 590 591 592 593 594 595 596 597 598 599 600 601 602 603 604 605 606 607 608 609 610 611 612 613 614 615 616 617 618 619 620 621 622 623 624 625 626 627 628 629 630 631 632 633 634 635 636 637 638 639 640 641 642 643 644 645 646 647 648 649 650 651 652 653 654 655 656 657 658 659 660 661 662 663 664 665 666 667 668 669 670 671 672 673 674 675 676 677 678 679 680 681 682 683 684 685 686 687 688 689 690 691 692 693 694 695 696 697 698 699 700 701 702 703 704 705 706 707 708 709 710 711 712 713 714 715 716 717 718 719 720 721 722 723 724 725 726 727 728 729 730 731 732 733 734 735 736 737 738 739 740 741 742 743 744 745 746 747 748 749 750 751 752 753 754 755 756 757 758 759 760 761 762 763 764 765 766 767 768 769 770 771 772 773 774 775 776 777 778 779 780 781 782 783 784 785 786 787 788 789 790 791 792 793 794 795 796 797 798 799 800 801 802 803 804 805 806 807 808 809 810 811 812 813 814 815 816 817 818 819 820 821 822 823 824 825 826 827 828 829 830 831 832 833 834 835 836 837 838 839 840 841 842 843 844 845 846 847 848 849 850 851 852 853 854 855 856 857 858 859 860 861 862 863 864 865 866 867 868 869 870 871 872 873 874 875 876 877 878 879 880 881 882 883 884 885 886 887 888 889 890 891 892 893 894 895 896 897 898 899 900 901 902 903 904 905 906 907 908 909 910 911 912 913 914 915 916 917 918 919 920 921 922 923 924 925 926 927 928 929 930 931 932 933 934 935 936 937 938 939 940 941 942 943 944 945 946 947 948 949 950 951 952 953 954 955 956 957 958 959 960 961 962 963 964 965 966 967 968 969 970 971 972 973 974 975 976 977 978 979 980 981 982 983 984 985 986 987 988 989 990 991 992 993 994 995 996 997 998 999 1000

## VI – Annexes



**Annexe 1 :** Liste des activités proposées par les associations aux TAP en 2016/2017

**Annexe 2 :** Synthèse des comités de pilotage par quartier – Novembre 2015

**Annexe 3 :** Synthèse des comités de pilotage par quartier – Mai 2016





**Annexe 1 : Liste des activités proposées par les associations pour l'année 2016/2017**

<b>Nom de l'Association</b>	<b>Nom du Projet</b>	<b>Activités pratiquées</b>
<b>ACLE</b>	Jeux de société TAP	Jeux de société
<b>AD PEP 34</b>	Animation des TAP	Activités sportives, culturelles et artistiques en lien avec la sensibilisation de l'environnement
<b>ADITA</b>	Un esprit sain dans un corps sain	Histoire, mime, chanson
<b>ADN citoyen</b>	Education culture numérique RECREANUM	Activités autour de l'outil informatique
<b>ADPC</b>	Ma ville à vélo	Vélo
<b>Allons z'enfants - Compagnie Didier Théron</b>	L'atelier des arts sud spectacle	Danse, jeux, yoga
<b>ALPJ ALSH Fabulos Droles</b>	TAP Fabulos Droles	Activités sportives, scientifiques et petits jeux
<b>APIEU Territoires de Montpellier</b>	TAP environnement urbain à l'école Painlevé	Activités autour de l'environnement et l'éco-responsabilité
<b>APIEU Territoires de Montpellier</b>	TAP environnement urbain à l'école Simenon	Activités autour de l'environnement et l'éco-responsabilité
<b>APIEU Territoires de Montpellier</b>	TAP environnement urbain à l'école Chengdu	Activités autour de l'environnement et l'éco-responsabilité
<b>APIEU Territoires de Montpellier</b>	TAP environnement urbain à l'école Morisot	Activités autour de l'environnement et l'éco-responsabilité
<b>APIEU Territoires de Montpellier</b>	TAP environnement urbain à l'école Bazille	Activités autour de l'environnement et l'éco-responsabilité
<b>APIEU Territoires de Montpellier</b>	TAP environnement urbain à l'école Michelet	Activités autour de l'environnement et l'éco-responsabilité
<b>APIEU Territoires de Montpellier</b>	TAP environnement urbain à l'école Daubié	Activités autour de l'environnement et l'éco-responsabilité
<b>APIEU Territoires de Montpellier</b>	TAP environnement urbain à l'école B. Pascal	Activités autour de l'environnement et l'éco-responsabilité
<b>Aquarius Théâtre</b>	Initiation au théâtre	Théâtre
<b>Arceaux Montpellier</b>	Initiation à la pratique du football	Activités sportives, football
<b>Art et transformation</b>	Atelier clown	Jeux d'expression
<b>Arthur Théâtre</b>	Ateliers de théâtre éducation	Théâtre
<b>ASBAM</b>	ASBAM et rythmes scolaires	Volley-ball
<b>ASLJ Montpellier Croix d'Argent</b>	Initiation ludique au volley	Volley-ball



Nom de l'Association	Nom du Projet	Activités pratiquées
ASPTT	Temps péri scolaire	Activités sportives (sport au sol, basket, badminton, futsal, athlétisme)
Association CARTHAGE	Atelier musique	Musique
Association DIFED	De l'environnement dans mon école	Activités autour de l'environnement
association eau pour la vie AEV	Les enjeux de l'eau à Montpellier et ailleurs	Jeux autour de la préservation de l'eau et de l'environnement
Association FARC	Mieux vivre ensemble	Activités d'expressions corporelles et jeux coopératifs
Association La Hurlante	Mascarades	Théâtre
Association les mains enchantées	Création livres illustrés et mosaïque	Activités artistiques et manuelles
Association Miamuse	Alimentation saine et durable	Jeux autour de l'alimentation
association Mouvement Art Total	Jeux corporels autour de la danse contemporaine	Danse contemporaine
Association OPELA	Ateliers ludiques en langues vivantes	Apprentissage d'une langue étrangère
Association Pamplemousse	Danse créative	Danse
Association PEPS	Défis olympiques	Activités sportives
Association PEPS	Histoires magiques	Jeux créatifs, activités culturelles
Association PEPS	Fabrique ton sac à dos	Activités manuelles
Association PEPS	Le tour du monde de l'animation	Activités sportives, culturelles et jeux créatifs
Association Récits d'ailleurs	Exprimons-nous !	Activités d'expressions
Association ThéâViDa	Arts visuels d'Amérique latine	Activités artistiques
Autonomie créative (l'Académie)	AGORA	Jeux de société, de rôle et de coopération
Axe sport Art et culture	Anglais	Apprentissage d'une langue étrangère
Axe sport Art et culture	Multi danses	Expressions corporelles, danse
Axe sport Art et culture	Multi sports	Motricité et activités sportives
Brand à part	Le ciné goûter	Projection de documentaire, mini-film
Calandreta dau Clapas	Atelier échecs initiation et perfectionnement	Echecs
CD UFOLEP 34	Animations éducatives périscolaires Voltaire Pagnol	Théâtre, Musique, Dessin, sculpture, peinture, photo, sports collectifs, arts du cirque,....
CD UFOLEP 34	Animations éducatives périscolaires Beethoven	Théâtre, Musique, Dessin, sculpture, peinture, photo, sports collectifs, arts du cirque,....
CD UFOLEP 34	Animations éducatives périscolaires Kipling Baudelaire	Théâtre, Musique, Dessin, sculpture, peinture, photo, sports collectifs, arts du cirque,....

<b>Nom de l'Association</b>	<b>Nom du Projet</b>	<b>Activités pratiquées</b>
<b>CD UFOLEP 34</b>	Animations éducatives périscolaires Olympe de Gouges	Théâtre, Musique, Dessin, sculpture, peinture, photo, sports collectifs, arts du cirque,....
<b>CD UFOLEP 34</b>	Animations éducatives périscolaires au Petit Bard	Théâtre, Musique, Dessin, sculpture, peinture, photo, sports collectifs, arts du cirque,....
<b>Centre Arts du Cirque BALTHAZAR</b>	Atelier cirque Figuerolles Gambetta	Cirque
<b>Centre Arts du Cirque BALTHAZAR</b>	Atelier Cirque hauts de Massane	Cirque
<b>centre culturel international musiques sans frontières</b>	Recuperçu	Activités manuelles, artistiques
<b>Chasses au trésor d'Occitanie CATOC</b>	Chasse au trésor	Chasse au trésor
<b>CODES Comité d'éducation pour la santé</b>	Projet contes	Contes
<b>Comité départemental du sport en milieu rural CDSMR</b>	Découverte du disc golf et de jeux traditionnels	Discgolf et jeu de la grenouille
<b>Comité Départemental Handisport Hérault</b>	Handisport pour tous Mosson	Activités autour des disciplines handisports
<b>Comité Départemental Handisport Hérault</b>	Handisport pour tous Cévennes	Activités autour des disciplines handisports
<b>Comité sport adapté 34</b>	Activités physiques en CLIS	Jeux sportifs
<b>Comité sport adapté 34</b>	Activités physiques adaptées avec des CLIS	Jeux sportifs
<b>Comité sport adapté 34</b>	Mixité et partage dans le sport	Jeux sportifs
<b>Compagnie Alegria Kryptonite</b>	Atelier de pratique théâtrale	Théâtre
<b>Compagnie Flamenca Temperamento Andaluz</b>	Univers flamenco danse et chant	Flamenco
<b>Compagnie La Maison</b>	Danses et imaginaires	Danse contemporaine
<b>Compagnie l'Enjambée</b>	Le corps en jeu	Danse
<b>Compagnie Pépi Morena</b>	Eveil corporel et musical	Activités artistiques et expression corporelle
<b>compagnie Théâtre du Sud</b>	Activités périscolaires	Théâtre
<b>CPCV Sud Est</b>	Atelier éco citoyen	Quizz, grands jeux
<b>CPCV Sud Est</b>	Comédie musicale	Jeux d'expression et de création (chant, théâtre, danse)
<b>CPCV Sud Est</b>	Et toi t'écoute quoi ?	Chant, danse
<b>CPCV Sud Est</b>	Fêtes d'ici et d'ailleurs	Arts plastiques, jeux sportifs, musique, danse
<b>CPCV Sud Est</b>	Il était une fois	Jeux de constructions
<b>CPCV Sud Est</b>	Jeux de construction	Jeux de constructions

<b>Nom de l'Association</b>	<b>Nom du Projet</b>	<b>Activités pratiquées</b>
<b>CPCV Sud Est</b>	Jeux du monde et jeux traditionnels	Initiation aux jeux traditionnels
<b>CPCV Sud Est</b>	Création jeux de société	jeux de société
<b>CPCV Sud Est</b>	Médialab	jeux coopératifs
<b>CPCV Sud Est</b>	Nouveaux jeux sportifs	Activités sportives
<b>CPCV Sud Est</b>	Sur les ondes	Activités d'expression et d'écoute
<b>CPCV Sud Est</b>	Vis ma ville	Jeux autour du patrimoine
<b>CPCV Sud Est</b>	Citoyens de demain tous semblables	Activités manuelles et sportives
<b>CPCV Sud Est</b>	Jeux coopératifs	Jeux coopératifs
<b>CPCV Sud Est</b>	Nos amis les bêtes	Jeux coopératifs et d'expressions
<b>Croc and Move</b>	Croc la vie	Activités autour de l'aliment (dessin, coloriage, théâtre)
<b>Croix Rouge Française</b>	Tous secouristes - prévention et secours civiques	Initiation aux gestes de secours
<b>Développement solidaire et durable</b>	Rendre les enfants acteurs du développement solidaire et durable	Activités autour de l'aliment, recyclage, biodiversité
<b>ECDC</b>	Robots, mots et musicaux	Jeux numériques
<b>Echecs club Montpellier</b>	Activités éducatives périscolaires	Echecs
<b>Ecole de musique de Fabrègues</b>	Découverte du Ukulélé	Musique, ukulélé
<b>Ecole des Arts martiaux chinois</b>	Découverte des arts martiaux chinois	Arts Martiaux
<b>ELVIRE</b>	Poésie écrite et orale	Poésie, expression
<b>En traits libres</b>	TAP et arts plastiques	Activités artistiques
<b>Entrée de secours</b>	A l'école de la prévention	Vivre ensemble au sein de son environnement
<b>ESSOR "Savoirs et partages"</b>	Arrimage en scène	Aide au travail
<b>Eveil en mouvement</b>	Activités éducatives périscolaires	Eveil corporel, jeux de sociétés, sports collectifs, jeux libres
<b>FNCTA CD 34</b>	Ateliers théâtre enfants	Théâtre
<b>I.PEICC</b>	Des mots et des couleurs	Initiation et sensibilisation au patrimoine culturel
<b>I.PEICC</b>	Citoyens juniors	Expression, photographie, jeux
<b>Ici et maintenant</b>	Relaxation yoga	Relaxation
<b>Italia a due passi</b>	Découverte de l'italien	Apprentissage d'une langue étrangère
<b>Jouons en ludothèque</b>	Ludothèque Pergola à l'école	Lecture, jeux de sociétés
<b>Jouons en ludothèque</b>	Ludothèque à l'école	Lecture, jeux de sociétés
<b>La boutique d'écriture &amp; Co</b>	Activités culturelles à l'école Sévigné	Ecriture, contes et créations artistiques
<b>La compagnie Maritime La Pilotine</b>	Tous en scène Près d'arènes	Théâtre
<b>La Gerbe</b>	Activités éducatives périscolaires	Jeux collectifs, activités scientifiques, culturelles et manuelles
<b>La Petite Fabrique</b>	Créativité et arts plastiques	Ateliers créatifs et arts plastiques
<b>La vista</b>	La découverte du clown et sa gestuelle	Activités autour du clown

<b>Nom de l'Association</b>	<b>Nom du Projet</b>	<b>Activités pratiquées</b>
L'abeille en jeux	Découverte des abeilles	Découverte du monde des abeilles
Lâche les Mots	Ecrire et s'écrire	Slam
Le jardin des notes	Projet musique	Activités musicales
Le Passe Muraille	Jeux du monde	Création de jeux
Le Passe Muraille	Club nature	Activités autour de l'environnement
Le Passe Muraille	Découverte du territoire	Jeux de plateaux et activités artistiques
Le Passe Muraille	Jardin	Jardinage
Le Passe Muraille	Patrimoine immatériel	Danse, chant, contes
Le Relais	Parcours éducatif Condorcet	Multi-activités
Le Relais	Parcours éducatif Pasteur	Multi-activités
Le Relais	Parcours éducatif Rousseau	Multi-activités
Le Relais	Parcours éducatif Lamartine	Multi-activités
Les Dés Calés	Education par le jeu	Jeux de sociétés
Les Films de la criée	Images, découverte, initiation, jeux et fabrication	images, découverte, initiation, jeux et fabrication
Les Francas de l'Hérault	Animathèque	jeux de sociétés, activités manuelles, artistiques, d'expression, assemblage, photo, sportives
Les petits débrouillards	Sciences amusantes	Activités scientifiques
Ligue contre le cancer	N'attends pas demain, prends ta santé en main	Jeux d'expressions
Ligue nationale contre l'obésité	TAP Alim	Jeux autour de l'alimentation
Line up	Découverte et pratique de l'art du graffiti	Arts plastiques
L'ouvre boites	Je joue, tu joues, jouons ensemble	Jeux de sociétés
Ludilangues France	Raconte ta vie en stop motion	Création d'un film d'animation
Ludilangues France	Dis-moi di mots en anglais	Apprentissage d'une langue étrangère
M(art)mot	Initiation à l'archéologie	Activités autour du patrimoine
M(art)mot	Jeux créatifs et histoire de l'art	Activités artistiques
Ma vie	Activités physiques motrices	Activités physiques et motrices
Maison architecture Languedoc Roussillon	Sensibilisation en architecture	Jeux autour de l'architecture
Mille feuilles	Histoires de pattes et de plumes	Jeux, découverte des aliments
Mom'Art Factory	Arts plastiques, jeux d'écriture et de dessin autour des livres de la littérature jeunesse	Arts plastiques, jeux d'écriture et de dessin autour des livres de la littérature jeunesse
Mom'Art Factory	Arts plastiques	Arts plastiques
Mom'Art Factory	Arts plastiques et littérature jeunesse	Arts plastiques
Mom'Art Factory	Atelier initiation théâtre	Théâtre
Mom'Art Factory	Atelier de conte théâtralisé	Contes, théâtre
Mom'Art Factory	Initiation à la vidéo	Vidéo

<b>Nom de l'Association</b>	<b>Nom du Projet</b>	<b>Activités pratiquées</b>
Montpellier Agglomération Athlétique Méditerranée	Apprentissage d'un sport en primaire	Athlétisme
Montpellier AM Judo	A l'école du judo	Judo
Montpellier culture sport adapté	Découverte sportive en CLIS1 Croix d'Argent Cévennes	Découverte sportive pour les personnes en situation de handicap
Montpellier Eaux Vives Canoë Kayak	Montpellier au fil de l'eau	Canoë kayak
Montpellier Handball	Initiation Handball	Handball
Montpellier Monocycle	Initiation au monocycle	Monocycle
Montpellier Mosson Omnisports	Les hauts de Massane à l'école du sport périscolaire	Tennis, futsal, basket
Montpellier Tennis de Table	Initiation au tennis de table	Tennis de table
MUC Vacances	Temps périscolaires éducatifs	Sports collectifs, opposition, raquettes, chant, décoration, sciences,...
Newol Entertainment	Radio TV école : apprends à t'exprimer	Activités en lien avec l'audiovisuel
Oaqadi - On a quelque chose à dire	Découverte de la radio, un outil éducatif	Jeux autour de la radio
OCTOPUS EXPRESSION	Théâtre patrimoine et citoyenneté	Théâtre
O'NARI	Ateliers philo-mots, musicophiles, radiophiles	Ateliers philo-mots, musicophiles, radiophiles
Opéra Orchestre National de Montpellier	A la découverte de l'Opéra	Opéra
Plateau neuf	Atelier Dans théâtre TAP	Danse, théâtre
Radio Aviva	Initiation à la radio	initiation à la radio
Radio clapas	Des sons animés	Jeux autour de la radio (expression, création d'émission)
Satellite	Danse à l'école	Danse
Solidarité DOM TOM Hérault	Eduquons ensemble pour une école idéale et citoyenne	Transformation des aliments
Sonikete Flamenco	Flamenco danse et musique	Flamenco
Sophrologie 34	Atelier récréatif relaxation et communication	Eveil corporel, relaxation, jeux coopératifs
Sport tambourin club de Montpellier	En avant le jeu	Tambourin
Steeldrum languedoc	Percussions, danse et contes traditionnels du monde	Percussion, danse, conte, musique
Strata'j'm sud	A la découverte des jeux	Jeux de sociétés
Syllabe	Atelier de lecture et d'écriture	Lecture, écriture
Thalie	Schoolart	Activités manuelles, arts plastiques
Vacances Evasion	Réalisation d'activités éducatives	Activités sportives, manuelles, scientifiques et culturelles
Visuel Lsf LR	A toi de signer	Apprentissage de la langue des signes
Yapad'lez'arts	Contes à écouter et à parler	Contes

## Annexe 2 : Synthèse des comités de pilotage par quartier – Novembre 2015

### Les TAP à l'école

#### Constats plutôt positifs

##### **Les équipes :**

Bonne coordination RALAE-RTGS-direction de l'école et avec l'ALSH. Implication de tous les intervenants (Enseignants-Animateurs-Association). Réappropriation de l'école par toutes les équipes.  
Présence des enseignants de 16h à 17h30 et associations nombreuses.  
Partage du matériel et des locaux, implication, entraide et participation de chacun, quel que soit son service, selon les besoins  
Echange de pratique enrichissante

##### **Les projets et les enfants :**

Les projets inter écoles favorisent la mixité.  
Découverte de nouvelles activités, un panel d'activités proposé, développement du temps pour soi pour éviter la fatigue  
Richesse des interventions associatives et lien positif entre la gestion ALSH et les interventions en TAP  
Positif pour les enfants qui prennent plaisir à venir à l'école et apprécient beaucoup ce qu'ils découvrent au TAP.  
Le choix des activités par les enfants

##### **L'organisation :**

Les départs échelonnés ont réduit les problèmes de circulation aux abords de l'école.  
La souplesse de la sortie toutes les ½ h pour les maternelles.  
Meilleure communication entre les 2 institutions depuis la rentrée et meilleur fonctionnement.  
Renforcement du lien Scolaire/Périscolaire, plus de projets communs, plus de communication  
Stabilité avec les associations qui interviennent pour la 2<sup>e</sup> année

##### **Les parents :**

Meilleure compréhension des parents et des enfants cette année scolaire  
Les animateurs deviennent de vrais référents pour les parents et les enfants. Période de réservation de 2 semaines satisfaisante pour les parents présents

## Points à améliorer

### L'organisation :

L'accompagnement lors des sorties

L'organisation des TAP en l'absence du RALAE

Les réservations PRESTO et la lisibilité du fonctionnement des départs anticipés.

La communication sur les ateliers mis en place. Manque de connaissances par les associations du projet d'école.

Pas assez de lien et de continuité entre les règles de vie scolaire et périscolaire.

La formation des animateurs et leur nombre.

### Les projets et les enfants :

La continuité d'intervention en maternelle.

L'équité de présence des associations. L'équité entre associations : intervention en maternelle, nombre d'enfants pris en charge

L'utilisation des lieux hors de l'école

La multiplication des intervenants et la stabilité des équipes d'animation

Le développement des actions culturelles

Les enfants sont fatigués, ils ont besoin de temps calme. Trop d'autonomie entraîne l'excitation. Les vendredis sont pénibles pour les CP et CE1.

Fixer les équipes dès la rentrée (sécurisant pour les enfants)

Prise en compte des TAP comme espace de découverte et pour « souffler »

Le choix des activités par les enfants

### En Maternelle :

Grande fatigue des enfants

Trop d'intervenants différents, manque de repères pour les enfants.

Ouverture des portes toutes les 1/2heures problématique pour la continuité de l'activité, frustration des enfants qui doivent partir sans avoir fini

Manque de repères pour les enfants du fait du renouvellement des animateurs tout au long d'une période.

Différenciation des organisations des TAP élémentaires et maternels.

### En Élémentaire :

La mise en place en début d'année reste difficile. Décalage souhaité de 1 à 2 semaines pour le démarrage des dispositifs TAP et Accompagnement Educatif

Le manque de personnel encadrant

La difficulté de communication parents/enseignants ; les enseignants ne voient plus les parents et inversement (les messages sont souvent relayés par l'équipe d'animation).



## Pistes de travail

### **Le projet et les enfants :**

Renforcer le temps pour soi en maternelle. Les TAP sont des temps de décompression après l'école, des temps pour souffler et être content.  
Présenter les ateliers TAP en début d'année. Ouvrir les projets aux familles régulièrement.

### **L'organisation :**

Diffuser part mail (liste de diffusion), avec l'ENT, les informations diverses. Maintien gratuit des TAP ou rendre les TAP payants ?

Faciliter le départ des enfants en maternelle : départ en continu avec info des parents

Plus de souplesse pour les réservations TAP sur tous les GS et harmonisation des règles des GS du secteur

Créer des temps d'échange et de partage entre les différents partenaires, faire plus de rencontres parents/RALAE. Réunion avec les enseignants pour « expliquer » les missions d'un animateur. Heures de concertation pour l'équipe d'animation.

Formation des animateurs plus adaptée notamment en maternelle

Donner aux intervenants associatifs un récapitulatif des règles de vie de l'école

### **En Élémentaire :**

Se rapprocher des Maisons Pour Tous

Organiser un démarrage commun TAP/ Accompagnement Educatif et revoir la répartition sur les jours de la semaine

Renforcer la communication par des réunions informations formalisées par secteur ou GS : Envie des familles de s'informer et comprendre l'organisation des TAP

Sensibilisation des parents sur la présence continue des enfants (fatigue- peu d'écoute). Impliquer d'avantage les parents dans les projets

Favoriser l'aide aux devoirs tout en maintenant un temps d'activité/temps pour soi.

Démarrer chaque période par un temps de découverte des activités proposées sur cette même période.

### **En Maternelle :**

Passer de 14 à 10 enfants par encadrant et avoir un animateur référent par groupe en maternelle.

Appel d'offre spécifique pour des associations en maternelle et favoriser les activités associatives adaptées à l'âge des enfants, privilégier le recrutement d'animateurs titulaires de CAP Petite Enfance- BAFA qualification petite enfance

Stabiliser les équipes d'animation, limiter les vacataires.

Informier via le conseil d'école de l'ouverture des portes toutes les 30 mn pour les écoles qui n'ont pas encore ce fonctionnement.

Réaliser la dernière semaine avant les vacances des initiations aux différentes activités et favoriser les choix de l'enfant.  
 Référencer les compétences des équipes d'animation sur un GS et sur le secteur afin d'harmoniser les choix des activités des enfants avec les compétences des équipes d'encadrements.  
 Equilibrer les propositions d'activités physiques et les propositions d'activités culturelles  
 Former les équipes pédagogiques pour leur permettre de favoriser l'ouverture culturelle des enfants et les solliciter à la découverte de nouvelles activités.

## La restauration scolaire et le temps méridien

Constats plutôt positifs	Points à améliorer
<p>La cantine est pratique pour l'organisation des journées des parents.            Equité pour les repas spéciaux</p> <p>Un système de réservation satisfaisant pour les parents qui ont une stabilité professionnelle (inscription à l'année)</p> <p>Mise en place de composteur</p>	<p>Temps de réservations trop court.            L'anticipation de la réservation est compliquée. La rigidité du système de réservation. La logique du pointage difficile à comprendre.</p> <p>Locaux de moins en moins adaptées aux effectifs (2 services)</p> <p>La qualité des repas            Les tarifs du RS. La transparence des facturations des repas.            Le retard des livraisons de repas            La majoration de 25% si enfant pas réservé, mais ils n'ont pas les repas spécifiques.            Le jour de carence payé même si enfant malade justifié par certificat médical.</p>

548

## Pistes de travail

### Les projets et les enfants :

Les activités du temps méridien à valoriser.

Projets autour de l'alimentation sur le temps scolaire à faire évoluer sur le temps périscolaire

Assurer la surveillance des enfants de l'école élémentaire qui ne sont pas inscrits au RS

Proposer à tout stagiaire volontaire de participer à l'accueil méridien (repas offert).

Communication des parents avec la diététicienne et le responsable de la cuisine centrale (tarif des repas, qualité, quantité servie entre 1CP et 1 CM2)

Davantage de produits frais (circuit court), favoriser les fournisseurs locaux.

### L'organisation :

Revoir le système des réservations avec demi-pensionnaires et externes. Réguler les absences et non les présences

Adapter la taille des réfectoires

Plus de flexibilité dans la réservation

Créer une tournée de livraison supplémentaire sur la ville.

Mettre un nombre d'erreur de réservations sans la majoration du prix du repas : autoriser 10 erreurs avant les 25% de plus

Ajouter des bornes dans certaines écoles

Ouvrir, chaque mois une session de réservation d'au moins 2 ou 3 jours afin d'effectuer des modifications

Horaire du temps méridien pour un temps de restauration qui passerait à 2h quand il y a deux services

### Les tarifs :

Une majoration fixe et égale pour tous les parents.

Supprimer le jour de carence.

Souplesse pour enfant malade (sans certificat médical)

Délai de 24h pour annuler un repas

Suppression de la majoration de 25%

Avoir les informations sur le barème des tarifications.

## Les ALSH du mercredi

Constats plutôt positifs	Points à améliorer
<p>Forte fréquentation pendant les vacances,            Activités structurées pour les enfants de plus de 6 ans            Augmentation du temps de préparation pour les animateurs en ALSH municipaux et associatifs,            Présence des associations sur les TAP qui renforce les liens avec les ALSH associatifs,            Transfert école vers ALSH</p>	<p>Fatigue générale des enfants            De moins en moins d'enfants d'autres écoles dans chaque ALSH,            Baisse de fréquentation le mercredi            Différence de tarifs ALSH municipaux et associatifs            Pour les enfants de 3 et 4 ans, l'ALSH ressemble à de la garderie,            Manque de places et pas le choix d'ALSH le mercredi            Questionnement sur ce temps qui s'apparente au TAP            Transfert école vers ALSH: difficultés saisonnières (pluie, froid, neige)</p>

Pistes de travail
<p>Création d'un site internet            Mise en place d'affichage spécifique pour les activités en ALSH            Créer des projets communs entre ALSH et mutualiser les moyens.            Ouverture de l'école le samedi matin au lieu du mercredi matin (dans l'intérêt des ENFANTS),            Uniformisation des tarifs            Faciliter l'accès en ALSH municipal            Stabiliser les équipes            Mise en place de navette pour raccourcir le temps de transfert.            Restauration sur chaque site.            Institutionnaliser des temps de rencontres entre les différents acteurs éducatifs.</p>

## L'étude surveillée

Constats plutôt positifs	Points à améliorer
Devoirs faits, jeux éducatifs à la suite	<p>Les devoirs ne sont pas toujours faits à l'école Fatigue des enseignants qui se ressent sur l'organisation de l'étude surveillée</p> <p><i>« Nous restons dans le même cercle vicieux : Donner du travail écrit est interdit depuis 1953, mais on ne peut laisser 1 h en étude des enfants qui n'ont rien à faire, donc nous donnons des devoirs, qui sont interdits depuis 1953 ! »</i></p>

Pistes de travail
<p>Cahier de liaison à mettre en place pour un meilleur suivi</p> <p>Tous les intervenants du TAP et de l'étude surveillée doivent se mobiliser et participer à la mise en place du gouter récré</p> <p>Appliquer les préconisations "accompagnement de l'élève" du PEdT pour une meilleure organisation : découper étude en 3 1/2 h (gouter/récré, devoirs, jeux ludiques)</p> <p>Mise en place d'outils pédagogiques pour ce temps</p> <p>Remplacement des études par des TAP pour les CP à CE2 (et donc suppression des devoirs pour ces niveaux)</p> <p>Distinguer les cycles 2 et 3 sur le temps d'études pour mieux adapter le temps destiné aux devoirs qui n'est pas le même en fonction de l'âge de l'enfant.</p>

## Enfants en situation de handicap

Constats plutôt positifs	Points à améliorer
<p>Les associations MCSA et Handisport font un travail formidable</p> <p>La possibilité de rester après 16 ne se pose pas dans toutes les écoles</p> <p>Volonté d'agir et d'accueillir des enfants en situation de handicap pour des associations qui interviennent sur les TAP.</p>	<p>Les locaux, le matériel et des aménagements adaptés</p> <p>L'accessibilité</p> <p>Les moyens humains (formation, régularité, effectif),</p> <p>L'intégration en milieu ordinaire</p> <p>L'effectif encadrant</p> <p>Des formations spécifiques pour les animateurs</p> <p>Des enfants ne peuvent pas participer aux activités extrascolaires en raison de l'horaire des taxis</p> <p>Peu de liens entre l'ALSH et la CLIS</p> <p>La prise en charge d'un enfant porteur de handicap peut parfois faire peur aux équipes d'encadrement.</p>

Pistes de travail
<p>Assurer une formation des équipes encadrantes, AVSI et animateurs et en interne (CNFPT)</p> <p>S'adapter au public accueilli, des collectifs d'animation sont formés et mettent des moyens en place (halte pousse, MUC, PEP...)</p> <p>Envisager des activités adaptées sur le temps méridien</p> <p>Création de CLIS</p> <p>Favoriser l'accueil en ALSH</p> <p>Communiquer aux animateurs les formations sur l'accueil d'enfant en situation de handicap.</p> <p>Faire appel aux associations spécialisées</p> <p>Faire un inventaire des acteurs du secteur (et autres) qui œuvrent à favoriser l'accueil des publics en situation de handicap.</p> <p>Des réunions avec les acteurs éducatifs et les responsables légaux de l'enfant afin de réaliser des bilans réguliers.</p>

## Intervention associative

Constats plutôt positifs	Points à améliorer
<p>Satisfaction des parents et des enfants et des responsables ALAE</p> <p>Les gros porteurs associatifs permettent un équilibre au sein de l'équipe</p>	<p>Les interventions ponctuelles posent des soucis d'organisation.</p> <p>L'utilisation difficile des structures municipales par la gestion des créneaux horaires</p>

Pistes de travail
<p>Travailler plus étroitement avec la Direction des Sports</p> <p>Organiser des réunions de concertation enseignants / animateurs Ville / animateurs associatifs</p> <p>Communiquer le bilan des interventions associatives</p>



## **Annexe 3 : Synthèse des Comités de Pilotage par quartier – Mai 2016**

### **I – La Concertation**

**Le comité de pilotage** : les partenaires sont satisfaits de la mise en place de cette instance qui permet à chacun de dialoguer et de se rencontrer. Cependant, il est demandé de revoir les modalités d'organisation qui ne sont pas adaptées pour assurer la présence d'un maximum de participants. En effet, les enseignants et directeurs sont en classe le mercredi matin et ne sont pas nécessairement déchargés. Pour les parents, le jour et l'horaire de la réunion ont également paru peu adaptés à leurs emplois du temps.

En revanche, il est relevé que l'ordre du jour communiqué en amont a permis une meilleure communication qu'en 2015. Certains parents auraient souhaité recevoir le questionnaire en anticipation afin de le travailler à l'occasion des Conseils d'Ecole.

- **Question** : Les modalités de fonctionnement du comité de pilotage vous paraissent ?

Moyenne de l'ensemble des participants sur la question : 2.3/4

- Parents d'élèves : les notes varient entre 1 et 3 selon les secteurs
- Education Nationale : les notes varient entre 1 et 4 selon les secteurs
- Associations : les notes varient entre 2 et 3 selon les secteurs
- Ville : les notes varient entre 2 et 3 selon les secteurs

Par quartier, les moyennes s'échelonnent de 1.7 (Mosson) à 2.8 (Hôpitaux-Facultés et Près d'Arènes).

**Le temps de concertations** : l'ensemble des partenaires est unanime et souhaite avoir du temps institutionnalisé (directeurs, enseignants, responsable ALAE, animateurs et intervenants associatifs). Un moment d'échange en début d'année permettrait de se rencontrer, se présenter et maîtriser ainsi l'organisation générale du groupe scolaire. Cette communication existe dans la majorité des écoles mais ce temps est informel. Il semble donc important de le structurer afin de prendre le temps nécessaire à la réflexion.

Cette concertation favoriserait la communication des différents projets (présentation du projet d'école par le directeur, échange sur le programme des enfants, créer un lien avec les APC) pour améliorer la cohérence des actions sur l'école.

Les intervenants associatifs aimeraient échanger plus longuement avec le responsable ALAE et discuter du bon comportement et de la bonne posture à adopter vis-à-vis des enfants mais aussi établir un bilan de fin de période.

L'avenant 2015-2017 du PEdT prévoyait de créer un comité technique à l'échelle du groupe scolaire réunissant les directeurs, le responsable ALAE, responsable ALSH, RTGS, et un ATSEM volontaire. « il [le comité technique] est notamment en charge de la bonne utilisation des locaux et de la transition entre les activités. Il assure la communication avec les parents et intervenants, l'organisation du

temps de concertation des agents, la signalétique, la gestion du planning d'activités et la diffusion des listes d'enfants». Cette instance de pilotage locale serait l'interlocuteur privilégié pour l'élaboration de tout projet et dans la résolution de conflit.

Sur le secteur Hôpitaux-Facultés, l'inspectrice de l'Education Nationale a choisi d'instaurer un temps de concertation Ville/Education Nationale le 31 août (matin) prochain pendant les journées de permanence. En effet, durant cette matinée, les enseignants et directeurs échangeront avec le responsable ALAE et les animateurs sur le fonctionnement de l'école et les projets que chacun souhaite mettre en place durant l'année 2016/2017. Cette proposition devrait être élargie aux autres circonscriptions de la Ville.

- Question : Existe-t-il des réunions de travail inter-catégorielles ?

Moyenne de l'ensemble des participants sur la question : 1.4/4

- Parents d'élèves : les notes varient entre 1 et 3 selon les secteurs
- Education Nationale : les notes varient entre 1 et 3 selon les secteurs
- Associations : les notes varient entre 1 et 2 selon les secteurs
- Ville : les notes varient entre 1 et 2 selon les secteurs

Par quartier, les moyennes s'échelonnent de 1 (Hôpitaux-Facultés) à 1.8 (Près d'Arènes).

**La communication** : elle s'est améliorée entre la Ville et les parents. Cependant, les partenaires pensent qu'il convient d'adapter les moyens de communication au public du groupe scolaire. Certains pensent qu'il y a « trop de supports écrits ». Les parents aimeraient avoir plus d'informations sur les activités pratiquées pendant les TAP (surtout en école maternelle car l'enfant est moins apte à raconter sa journée). Des parents souhaitent une communication utilisant les nouvelles technologies d'informations comme le mail.

- Question : La communication entre la Ville et les parents vous paraît ?

Moyenne de l'ensemble des participants sur la question : 2.2/4

- Parents d'élèves : les notes varient entre 1 et 2 selon les secteurs
- Education Nationale : les notes varient entre 1 et 4 selon les secteurs
- Associations : les notes varient entre 1 et 2 (3 quartiers ne se sont pas prononcés)
- Ville : les notes varient entre 1 et 3 selon les secteurs

Par quartier, les moyennes s'échelonnent de 1.7 (Hôpitaux-Facultés) à 3 (Port Marianne).

**Le positionnement des associations** : Les parents et directeurs souhaiteraient une meilleure visibilité sur le nombre d'associations dans les écoles. Une présentation des intervenants et un communiqué avec la répartition des associations rassureraient les parents. De plus, sans pour autant s'associer complètement dans le choix des associations, les directeurs aimeraient avoir une certaine visibilité et être consultés pour améliorer la continuité éducative. Les associations souhaiteraient avoir un fichier avec les coordonnées de chaque intervenant pour échanger et monter des projets communs.

## **II - L'encadrement**

**Le responsable ALAE** : les partenaires mettent en exergue le rôle du responsable ALAE. Ils reconnaissent qu'il est le pilier de l'ensemble des temps périscolaires. Son travail dans la gestion des groupes, inscriptions est souligné notamment par le directeur d'école. Il est le garant de la communication avec les parents spécialement dans les groupes scolaires où les familles sont non-lectrices ou rencontrent des difficultés. Il les accompagne pour effectuer les réservations de restauration scolaire ou de TAP.

**Les animateurs vacataires** : La Ville de Montpellier recrute tout au long de l'année des animateurs vacataires (étudiants ou demandeurs d'emplois) pour en mobiliser 350 chaque soir. Cependant, certains ne sont pas disponibles tous les jours de la semaine (examens, stages). La Ville les remplace par d'autres vacataires ce qui crée un important turn-over des équipes, spécialement sur les TAP.

Les partenaires s'interrogent sur le manque de stabilité de certaines équipes où des animateurs différents arrivent chaque soir. Il est alors difficile de les former au fonctionnement de l'école et la qualité de l'animation s'en fait ressentir. Les responsables ALAE aimeraient disposer d'un temps dédié pour guider et former ces animateurs.

Les partenaires se questionnent aussi sur la formation des animateurs pour les enfants de petites sections. En école maternelle, le turn-over ne favorise pas la création des repères. A cet âge, les enfants ont besoin de stabilité autour d'eux.

Pour respecter ces équilibres, la Ville a choisi de placer prioritairement les associations gestionnaires d'ALSH en école maternelle pour les TAP à la rentrée. Ainsi, les enfants auront chaque soir les mêmes animateurs à leurs côtés. Pour les parents, ce changement permettra d'avoir un interlocuteur privilégié et ainsi percevoir une information sur la journée de l'enfant. La Ville travaille activement sur l'organisation des TAP pour les jeunes enfants. Ainsi, l'année dernière, un guide « le jeune enfant accueilli à l'école maternelle » a été rédigé en collaboration avec les différents partenaires pour accompagner le personnel encadrant ce public.

Certaines associations gestionnaires d'ALSH seront également positionnées sur le temps de restauration scolaire en école élémentaire (il n'y a pas de véritable besoin en école maternelle car les ATSEM sont présentes) pour garantir aussi une stabilité des équipes et la continuité éducative sur ce temps.

Les partenaires s'interrogent également sur la formation des animateurs afin de l'adapter au respect des enfants à besoins particuliers. Malgré la mise en place d'un animateur spécifique pour ces enfants, il convient de le former correctement et de l'initier aux différentes situations et aux

réactions à avoir face à d'éventuelles crises. En réponse à cette préoccupation, la Ville organise un séminaire sur les « enfants en situation de handicap » en octobre afin de tenter d'apporter des réponses et améliorer l'accueil et la scolarisation de ces enfants.

**Les taux d'encadrement** semblent insuffisants spécialement en école maternelle (1 pour 14). Même s'ils sont fixés par la loi et respectés par la Ville. Sans remettre en cause, la qualification des animateurs (sur laquelle ils n'ont pas de visibilité), les partenaires aimeraient des taux plus resserrés pour garantir une animation de qualité et une meilleure gestion des enfants.

- **Question** : Le taux d'encadrement des enfants vous paraît ?

Moyenne de l'ensemble des participants sur la question : 1.6/4

- Parents d'élèves : les notes varient entre 1 et 3 selon les secteurs
- Education Nationale : entre 1 et 3
- Associations : entre 1 et 2
- Ville : entre 1 et 2

Par quartier, les moyennes s'échelonnent de 1 (Cévennes et Centre) à 2.3 (Hôpitaux-Facultés).

**La fréquentation des TAP en école maternelle** : Les partenaires pensent qu'il y a une trop forte fréquentation sur les TAP. Ce sureffectif aurait un impact sur la qualité des animations proposées et sur la fatigue des enfants. Pour baisser la fréquentation, des partenaires notent qu'un paiement symbolique des TAP inciterait certains parents à garder leurs enfants chez eux.

Les partenaires s'interrogent sur la pertinence d'inscription aux TAP des plus jeunes enfants qui ont la possibilité de retrouver la sphère familiale.

Pour les enfants plus grands, leur participation accrue aux TAP ne pose pas le même questionnement : il peut être dans leur intérêt de découvrir certaines activités, de s'initier à de nouvelles pratiques et se détendre après le temps scolaire.

Les partenaires questionnent donc une dissociation des pratiques entre l'école maternelle et élémentaire sur la participation aux TAP.

- **Question** : Le taux de participation des enfants de l'école maternelle ?

Moyenne de l'ensemble des participants sur la question : 2/4

- Parents d'élèves : les notes varient entre 1 et 4 selon les secteurs
- Education Nationale : l'ensemble des quartiers a répondu 1
- Associations : les notes varient entre 1 et 3 (3 quartiers ne se sont pas prononcés)
- Ville : les notes varient entre 1 et 3 selon les secteurs

Par quartier, les moyennes s'échelonnent de 1 (Cévennes) à 2.7 (Mosson).

**La gestion des locaux** : elle est parfois difficile avec les multiples utilisations et l'organisation du service d'entretien. Les équipes doivent se coordonner et trouver un usage respectueux de leur travail et du bien-être des enfants. Malgré tout, l'utilisation des locaux scolaires est « gérable » au-delà de certaines difficultés. Dans les maisons pour tous, le partage semble bien s'organiser. Les locaux extérieurs sont très peu utilisés car le déplacement des enfants en toute sécurité est contraignant.

La Ville a mis en place dès la rentrée 2014 une charte d'utilisation des locaux pour gérer les différentes salles de l'école notamment lors des TAP. En effet, ce moment est le plus délicat à organiser car plusieurs acteurs utilisent les différentes classes (animateurs, intervenants associatifs et enseignants). En parallèle des activités des TAP, les agents d'entretien doivent organiser le nettoyage des salles. Il faut que chaque interlocuteur trouve sa place dans l'organisation sans gêner les autres (une activité bruyante à côté d'une salle où se déroule l'étude surveillée n'est pas très adaptée et ne favorise pas la concentration).

- **Question** : L'utilisation des locaux scolaires vous paraît ?

Moyenne de l'ensemble des participants sur la question : 2.5/4

- Parents d'élèves : les notes varient entre 2 et 4 selon les secteurs
- Education Nationale : les notes varient entre 1 et 3 selon les secteurs
- Associations : les notes varient entre 1 et 3 selon les secteurs
- Ville : les notes varient entre 2 et 4 selon les secteurs

Par quartier, les moyennes s'échelonnent de 2 (Croix d'Argent) à 3.3 (Près d'Arènes).

### **III - L'organisation générale des Temps d'Activités Périscolaires**

**Le positionnement des TAP sur un après-midi** : Plusieurs partenaires évoquent la possibilité de placer les TAP sur un après-midi. En effet, ils pensent qu'avec ce fonctionnement, les enfants seraient moins fatigués car le rythme serait moins soutenu qu'actuellement. Certains pensent que les activités seraient de meilleure qualité (plus de choix, de possibilités). Les équipements extérieurs pourraient être utilisés plus régulièrement et un plus grand nombre de groupes scolaires pourraient les occuper et ainsi contribuer à une baisse des inégalités territoriales.

**La gratuité des TAP** : Même si la gratuité des TAP est plébiscitée par la majorité des partenaires, la question d'une tarification fait débat. En effet, une participation, adaptée à la situation de chaque famille, est pour certains le seul levier possible pour diminuer la fréquentation des TAP. Un paiement inciterait certains parents à récupérer leurs enfants dès la fin du temps scolaire. Des partenaires pensent qu'une participation financière pousserait des parents à se sentir davantage concernés par la scolarité de leurs enfants.

- **Question** : La gratuité des TAP vous paraît ?

Moyenne de l'ensemble des participants sur la question : 3.1/4

- Parents d'élèves : les notes varient entre 3 et 4 selon les secteurs
- Education Nationale : entre 1 et 4
- Associations : entre 3 et 4
- Ville : entre 1 et 4

Par quartier, les moyennes s'échelonnent de 2.5 (Port Marianne) à 3.5 (Centre).

## **IV – Les points forts de la collectivité**

Ces questions n'ont pas fait l'objet de débat particulier mais elles représentent les éléments importants dans l'organisation de la semaine.

**Question** : La qualité de la transition du temps scolaire au temps périscolaire vous paraît ?

Moyenne de l'ensemble des participants sur la question : 2.8/4

- Parents d'élèves : les notes varient entre 3 et 4 selon les secteurs
- Education Nationale : les notes varient entre 1 et 4 selon les secteurs
- Associations : les notes varient entre 2 et 3 selon les secteurs
- Ville : les notes varient entre 1 et 4 selon les secteurs

Par quartier, les moyennes s'échelonnent de 2.3 (Centre) à 3 (Hôpitaux-Facultés, Près d'Arènes, Croix d'Argent et Port Marianne).

**Question** : La diversité des activités vous paraît ?

Moyenne de l'ensemble des participants sur la question : 2.9/4

- Parents d'élèves : les notes varient entre 2 et 4 selon les secteurs
- Education Nationale : les notes varient entre 3 et 4 selon les secteurs
- Associations : les notes varient entre 1 et 4 selon les secteurs
- Ville : les notes varient entre 2 et 4 selon les secteurs

Par quartier, les moyennes s'échelonnent de 2.5 (Centre et Mosson) à 4 (Port Marianne).

**Question** : L'intérêt pédagogique des activités vous paraît ?

Moyenne de l'ensemble des participants sur la question : 2.8/4

- Parents d'élèves : les notes varient entre 1 et 3 selon les secteurs
- Education Nationale : l'ensemble des quartiers a répondu 2 (3 secteurs ne se sont pas prononcés)
- Associations : les notes varient entre 2 et 4 selon les secteurs
- Ville : les notes varient entre 2 et 4 selon les secteurs

Par quartier, les moyennes s'échelonnent de 2 (Cévennes) à 4 (Croix d'Argent et Port Marianne).

## Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

## Fusion des écoles Sun Yat Sen et Dante Alighieri Dénomination de l'école Sun Yat Sen

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Conseil d'école, commun aux deux écoles et dont le compte rendu est joint en annexe, a accepté, sur proposition de l'Inspection académique, lors de sa séance du 7 décembre 2015, la fusion des 2 écoles élémentaires Sun Yat Sen et Dante Alighieri (quartier Cévennes / La Chamberte).

La Ville est sollicitée pour entériner cette fusion et pour le choix du nouveau nom de l'école.

La direction de l'école propose la dénomination de « Sun Yat Sen », du fait de la présence d'une section internationale chinois. Le nom Dante Alighieri serait ainsi supprimé et pourrait être repris ultérieurement pour la dénomination d'un autre lieu.

Sun Yat-sen plus connu en Chine sous son surnom, Sun Zhongshan (12 novembre 1866 - 12 mars 1925) était un révolutionnaire et homme d'État chinois. Il est considéré comme « le père de la Chine moderne ». Il a eu une influence significative dans le renversement de la dynastie Qing et l'émergence de la République de Chine. Il a été le premier président de la République de Chine en 1912 et entre 1917 et 1925, dirigea plusieurs gouvernements. Il a développé une philosophie politique connue sous le nom des *Trois principes du peuple* (nationalisme, démocratie et bien-être du peuple).

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :



- D'approuver la fusion de ces deux écoles,
- De dénommer cette nouvelle école « Ecole élémentaire Sun Yat Sen »,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 16 décembre 2016**

## **Séance publique du jeudi 15 décembre 2016**

**Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Claire HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

### **Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

## **Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations. Autorisation de signer les conventions d'occupation. Approbation des subventions en nature.**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Il est proposé de poursuivre l'engagement de la Ville de Montpellier pour la vitalité du tissu associatif, en permettant à des associations du territoire de signer des conventions d'occupation des locaux scolaires.

L'article L212-5 du Code de l'éducation prévoit en effet que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue.

Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations. Dans ce cas, la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école.

Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter le responsable de l'association, telles que définies par le Plan Particulier de Mise en Sécurité (PPMS) de l'école.

Par ailleurs, les locaux scolaires faisant partie du domaine public de la commune, leur occupation ou utilisation relève des dispositions du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (articles L2125-1 et suivants) et doit donner lieu au paiement d'une redevance sauf à justifier de l'intérêt général des activités exercées par l'association.

Les activités proposées par les associations dans le domaine sportif ou culturel étant reconnues d'intérêt général, la commune peut donc accorder des occupations à titre gratuit. Cependant, il convient de valoriser cette aide en nature et de la mentionner sur le compte administratif de la Ville et de l'association.

Un coût réel prenant en compte les charges de personnel, les divers abonnements, les fluides, l'entretien et maintenance a été estimé à 5 € par salle occupée et par heure d'utilisation.

Concernant l'association « Ecole des arts martiaux Chinois », cette délibération vient compléter la délibération du Conseil Municipal du 20/10/2016.

ASSOCIATIONS	ADRESSE	ECOLE	Avantage en nature
Ecole des Arts Martiaux Chinois	1047, avenue Villeneuve d'Angoulême 34070	Sigmund Freud	687,50 €
GAMMES Alisé	6, rue Barthélémy 34000	Blaise Pascal	960,00 €
GAMMES Alisé	6, rue Barthélémy 34000	Jean ZAY	517,50 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la convention de mise à disposition type jointe en annexe et l'attribution des créneaux d'utilisation pour les associations désignées dans le tableau ci-dessus.
- de prévoir que la convention comportant l'engagement d'appliquer le Plan particulier de Mise en Sécurité (PPMS) soit signée par toutes les associations préalablement autorisées à bénéficier d'une mise à disposition de locaux pour l'année scolaire 2016/2017.
- d'approuver les subventions en nature mentionnés sur le tableau attributif qui seront portées au compte administratif de la Ville.
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou par délégation, l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 16 décembre 2016**

## CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX SCOLAIRES

Entre les soussignés : d'une part,

**La Ville de Montpellier représentée par son Maire Philippe SAUREL** dûment habilité par Délibération du Conseil Municipal en date du 24 Avril 2014, d'autre part,

**L'Association.....représentée par son/sa Président(e) en exercice**  
**Monsieur/Madame.....** désignée le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit : par les présentes, la Ville de Montpellier met à disposition du preneur les locaux ci-après désignés situés à l'école élémentaire/maternelle.....  
....., les ..... (jours) de .....h à .....h .

### Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition

#### 1.1 - Désignation des lieux

**La salle..... ainsi que les sanitaires sont mis à disposition.**

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

#### 1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les locaux pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association, à savoir : .....

#### 1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les locaux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance. Un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

### Article 2 : Durée

La présente convention de mise à disposition est consentie du ..... au .....

### Article 3 : Valorisation

Le prêt du local mis à disposition pour la période, aux heures et jours indiqués constitue un avantage en nature (estimé à 5 euros de l'heure d'utilisation) soit un total de .....**Euros** pour la période. Cette subvention en nature devra être prise en compte dans le bilan annuel de l'association, conformément à la délibération du conseil municipal du 07/11/2011.

### Article 4 : Obligations

**4.1 :** Le preneur utilisera les lieux « en bon père de famille » au sens de l'article 1728 du code civil d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage. Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène

**4.2 :** Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du Code Civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

**4.3 :** Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

**4.4 :** Le preneur a pris connaissance du dispositif PPMS (Plan Particulier de Mise en sécurité) de l'école, y compris les dispositions relatives à une intrusion dans les locaux et s'engage à en respecter les modalités.

**4.5 :** A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état et les clefs des locaux devront être restituées.

#### **Article 5 : Assurances**

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

**Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville. Le preneur doit être à jour de son assurance sous peine de rupture immédiate de la convention.**

#### **Article 6 : Transmission de la convention**

La présente convention de mise à disposition ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

#### **Article 7 : Résiliation**

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Article 3, Article 4, Article 5, Article 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer les locaux et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective des locaux par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

#### **Article 8 : Litiges**

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,  
Le....

Pour Monsieur Le Maire et par délégation,  
L'Adjointe au Maire Déléguée à la Réussite Educative

Le Président de l'association

Madame Isabelle MARSALA

## Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

## Championnats du Monde de Handball Masculin 2017 21 Janvier 2017 au 24 Janvier 2017 Signature de la Convention Cadre Attribution d'une subvention – Exercice 2017

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, fidèle à sa politique d'excellence sportive, soutient les événements et manifestations sportives se déroulant sur son territoire. Ceux-ci contribuent fortement à l'animation et l'accès aux pratiques sportives du plus grand nombre, au développement de la vie associative et de la cohésion sociale. Ils concourent également à son rayonnement tant au plan national qu'international.

Le Conseil municipal du 30 Mars 2015 a autorisé la signature d'une convention d'accueil du Championnat du Monde de Handball du 21 Janvier 2017 au 24 Janvier 2017, entre le Comité d'Accueil du Mondial 2017, la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie Pyrénées Méditerranée, fixant ainsi le financement et les conditions liées à l'organisation de l'événement.

La présente convention cadre prévoit le versement d'une contribution financière complémentaire de 94 000 € par Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, afin de partager et d'établir un programme de promotion et d'animation de l'événement. L'objectif est de permettre au plus grand nombre de montpelliérains de bénéficier du rayonnement de cet événement.

Pour ce faire, la Ligue Régionale de Handball prévoit, en lien avec la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, afin qu'elles puissent si besoin associer leur mobilisation, un programme comprenant des challenges clubs et scolaires. Des « Villages du Handball » seront montés sur la place de la Comédie du 30 Septembre 2017 au 1<sup>er</sup> Octobre 2017 et du 11 au 21 janvier 2017. Ainsi, des ateliers ludiques, 2 terrains de jeu balisés, des dédicaces, des ateliers sport santé et développement durable seront proposés aux Montpelliérains.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de valider et autoriser la signature de la convention cadre du Championnat du Monde Masculin 2017 avec la Ligue Régionale de Handball et Montpellier Méditerranée Métropole, telle qu'annexée à la présente délibération ;
- d'attribuer une subvention à la Ligue Régionale de Handball pour l'exercice 2017 de 94 000 €, prélevée sur la ligne 25850 nature 6574 chapitre 924 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à la Jeunesse et aux Sports, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 16 décembre 2016**





**CONVENTION CADRE AVEC  
LA LIGUE REGIONALE DE HANDBALL  
POUR L'ACCUEIL ET L'ORGANISATION DES  
CHAMPIONNATS DU MONDE DE HANDBALL MASCULIN  
2017**

ENTRE

**MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

Dont le siège est situé : 50 Place Zeus – CS 39556 - 34961 Montpellier cedex 2

Représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, en vertu d'une délibération du Conseil de Métropole n° en date du 24 novembre 2016,

Ci-après désignée « Montpellier Méditerranée Métropole »

**d'une part,**

**LA VILLE DE MONTPELLIER**

Dont le siège est situé : 1 place Georges Frêche, 34 267 Montpellier,

Représentée par son Maire, Monsieur Philippe SAUREL, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 15 décembre 2016,

Ci-après désignée « La Ville de Montpellier »

**ET**

**LA LIGUE REGIONALE DE HANDBALL LANGUEDOC-ROUSSILLON**

Association régie par les dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, ayant son siège social à la Maison Régionale des Sports, 1039 rue Georges Méliès à Montpellier

Représentée par son Président, Monsieur Paul CHARLEMAGNE,

Ci-après désignée « La Ligue Régionale de Handball »

**d'autre part,**

**Il a été convenu ce qui suit :**

## **PREAMBULE**

La ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole soutiennent régulièrement les principaux événements et manifestations sportives se déroulant sur son territoire. Ceux-ci contribuent fortement à l'animation des territoires et favorisent l'accès aux pratiques sportives du plus grand nombre, le développement de la vie associative et la cohésion sociale. Ils concourent également à son rayonnement tant au plan national qu'international.

La Fédération Française de Handball (FFHB) a été désignée le 15 décembre 2011 par la Fédération Internationale de Handball (IHF) pour assurer l'organisation du Championnat du Monde de Handball masculin 2017.

La compétition, à laquelle participeront vingt-quatre équipes, se déroulera du 12 janvier 2017 au 29 janvier 2017. Le Championnat du Monde se répartit en une Phase préliminaire, une Coupe du Président, une Phase éliminatoire et une Phase finale.

Pour assurer la réussite de l'événement, la FFHB a ainsi souhaité associer autour de la famille du Handball, l'ensemble des pouvoirs publics, collectivités locales et régionales, médias et monde économique. A ce titre, la FFHB a lancé le processus de sélection des territoires qui accueilleront les matchs du Championnat du Monde de Handball 2017.

Compte tenu de la place particulière occupée, à la fois pour des raisons historiques et culturelles, par le handball à Montpellier et dans sa Métropole et compte tenu de l'impact prévisible et attendu de l'événement, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Ligue Languedoc-Roussillon ont souhaité se rassembler dans un partenariat destiné à financer, sur leur territoire, l'organisation du Championnat du Monde 2017 (MONDIAL 2017), des actions communes d'accompagnement permettant la réussite de l'événement et le développement de la pratique sportive en général et du handball en particulier.

Par délibérations, le Conseil de Métropole (délibération n° 12876 du 31 mars 2015) et le Conseil Municipal de Montpellier (délibération n°2015/94 du 30 mars 2015) ont approuvé la signature d'une convention d'accueil du Championnat du Monde de Handball Masculin 2017 avec le Comité d'Organisation France 2017, la Ligue Régionale de Handball et la Région Languedoc-Roussillon.

## **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

---

Du fait de son rayonnement international, cette manifestation s'inscrit dans les politiques sportives de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de soutien et de développement du Handball.

Par cette convention cadre, La Ligue Régionale de Handball s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à conduire les conditions de mise à disposition du site de compétition et à mettre en place des actions de promotion et d'animations de l'événement qui comporte des opérations prévues sur l'ensemble du territoire métropolitain.

L'objectif de ce partenariat est de permettre aux habitants de la Ville de Montpellier et de sa Métropole de bénéficier du rayonnement de l'événement.

Dans ce cadre, la présente convention cadre est signée entre la Ligue Régionale de Handball, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole afin de régir les modalités de financement et les engagements réciproques des acteurs ci-dessus désignés.

La Ligue Régionale de Handball devra respecter l'ensemble de la réglementation applicable à son objet et plus particulièrement le Code du Sport.

## **ARTICLE 2 - DUREE DE LA CONVENTION**

---

La présente convention détermine les modalités de financements de la Ville de Montpellier et de la Métropole dans le cadre de l'organisation des matchs de Championnat du Monde de Handball Masculin 2017 suivants qui se dérouleront à l'Arena de Montpellier :

- Samedi 21 Janvier 2017: 1/8ème de finale,
- Dimanche 22 Janvier 2017 : 1/8ème de finale,
- Mardi 24 Janvier 2017 : 1/4 de finale,

La présente convention doit faire l'objet d'un vote préalable par le Conseil de Métropole et le Conseil Municipal de Montpellier.

## **ARTICLE 3 - CONTRIBUTION FINANCIERE**

---

Par cette convention cadre, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole s'engagent à contribuer financièrement à l'organisation de l'événement par l'attribution d'une subvention de 94 000€ chacune, sous réserve du respect des obligations contractuelles de la Ligue Régionale de Handball.

Le montant de la subvention est accordé au regard du budget prévisionnel de l'événement transmis préalablement par la Ligue Régionale de Handball et annexé à la présente.

La Ligue Régionale de Handball est le bénéficiaire exclusif des dites subventions.

La Ligue Régionale de Handball s'engage à utiliser la subvention pour la seule réalisation de l'action mentionnée à l'article 1 de la présente convention.

La Ligue Régionale de Handball s'engage à ne pas employer la subvention reçue de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole en subventions à d'autres associations, œuvres, sociétés ou organismes (article L 1611-4 du CGCT), et à ce que la subvention reçue ne puisse en aucun cas donner lieu à profit. La présente subvention est incessible.

## **ARTICLE 4 – MODALITES DE FINANCEMENT**

---

Le versement de la subvention s'effectuera dans le cadre d'une délibération d'attribution de chaque collectivité et après notification des conventions d'attribution de subvention.

**Montpellier Méditerranée Métropole** s'engage à verser à la Ligue Régionale de Handball, sous réserve du respect de ses obligations contractuelles, **75 000€ au titre de l'exercice budgétaire 2016 et le solde de la subvention au titre de l'exercice budgétaire 2017, soit 19 000€.**

**La Ville de Montpellier** s'engage à verser à la Ligue Régionale de Handball, sous réserve de l'adoption de l'autorisation de subvention par le Conseil Municipal, et des concours financiers des autres collectivités, **une subvention de 94 000€ au titre de l'exercice budgétaire 2017.**

Toute modification substantielle du budget prévisionnel fourni à l'appui de la demande de subvention devra faire l'objet d'une communication avant la manifestation et d'un agrément préalable de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappé de caducité si :

- La convention cadre et les conventions d'attribution de subvention ne sont pas retournées signées,
- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de la délibération du Conseil concernés approuvant son attribution,
- La Ligue Régionale de Handball n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 5 de la présente convention et dans les conventions d'attribution de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

## **ARTICLE 5 - JUSTIFICATIFS**

---

La Ligue Régionale de Handball s'engage à fournir dans un délai de trois mois à l'issue de la manifestation les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire:

- la Ligue Régionale s'engage, afin de faciliter le suivi et la transparence de la subvention, à mettre en place une comptabilité distincte de celle de la comptabilité générale de l'association, et à communiquer les éléments de la comptabilité analytique de l'événement, certifiée par un commissaire aux comptes ou un expert comptable,
- un compte rendu technique des opérations conduites dans le cadre de la présente convention cadre,
- copie de l'intégralité des factures portant sur l'organisation de la manifestation. Cet état doit être signé par la personne dûment habilitée à engager la Ligue Régionale de Handball,
- copie des conventions portant sur les principales prestations de services entre l'association et ses fournisseurs,
- rapport d'activité détaillé faisant apparaître les retombées économiques pour le territoire.

## **ARTICLE 6 - ASSURANCES**

---

La Ligue Régionale de Handball s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que les responsabilités de la Ville de

Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ne puissent être recherchées. Il devra être en mesure de justifier à tout moment les attestations d'assurances correspondantes.

En cas de non transmission des justificatifs demandés, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit de demander le remboursement de toute ou partie des éléments financiers constitutifs de la présente subvention.

## **ARTICLE 7 – CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITE**

---

La Ligue Régionale de Handball s'engage à faciliter le contrôle par la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation des aides attribuées et d'une manière générale de la bonne exécution de la présente convention cadre.

Sur simple demande de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole, la Ligue Régionale de Handball devra lui communiquer tous documents de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion utiles à son contrôle.

A l'issue des contrôles, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole peuvent exiger le remboursement d'une quote-part équivalente de la contribution financière, et dans le cas où le montant des contributions publiques excéderaient les charges globales de l'action.

A l'issue des contrôles, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole peuvent exiger le remboursement d'une quote-part si la dépense réalisée n'atteint pas le coût prévisionnel de l'opération effectivement justifiées conformément à l'article 5 de la présente convention cadre.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre du contrôle financier annuel. La Ligue Régionale de Handball s'engage à faciliter l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

## **ARTICLE 8 – COMMUNICATION**

---

Tous les aspects de la communication de l'événement sont élaborés en liaison avec la Direction Générale et le Cabinet du Président - Maire et notamment les conférences de presse auxquelles sont conviées le Président - Maire, les Vice-président délégués aux Sports, la Direction Générale, la Direction du département Culture et Sport et les Directions des Sports de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Ligue Régionale de Handball s'engage à mentionner sur tous les supports et moyens d'information qu'elle diffuse, le logo de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole selon les normes de la charte graphique en vigueur et transmise préalablement par les services de la Ville et de la Métropole.

La Ligue Régionale de Handball s'engage à fournir préalablement un exemplaire de tous les supports d'information et de communication qu'elle édite et diffuse.

La Ligue Régionale de Handball s'engage à prendre en compte le montant des aides attribuées dans le cadre des conventions conclues avec la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour positionner les deux institutions en terme d'espaces de visibilité, de communication et d'hospitalité.

## **ARTICLE 9 – INFORMATION**

---

La Ligue Régionale de Handball informe la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole des dates de tous les événements et animations qu'elle organise sur le territoire métropolitain, y compris celles des nouveaux projets qui ne seraient pas contenus dans la demande d'aide initiale. La ligue devra informer la Ville et la Métropole, dans un délai de 15 jours, de tout nouvel événement survenant au titre de l'opération (données financières, techniques...).

La Ligue Régionale de Handball s'engage par ailleurs à informer sans délai la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole de toute modification affectant sa situation juridique notamment relatives à son statut et à toute procédure susceptible d'affecter la Ligue Régionale de Handball.

## **ARTICLE 10 – ANIMATION**

---

La Ligue Régionale de Handball doit participer à des actions d'animation en direction des clubs sportifs et de la population de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ces actions devront être conduites en lien avec la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elles puissent s'associer si besoin directement à leur réalisation.

## **ARTICLE 11 - SANCTIONS**

---

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par La Ligue Régionale de Handball sans l'accord écrit de la Ville et de Montpellier Méditerranée Métropole, celles-ci peuvent respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés et avoir préalablement entendu ses représentants.

Montpellier Méditerranée Métropole en informe la Ligue par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 12 – AVENANT**

---

La présente convention ne peut être modifiée que par un avenant signé par la Ville de Montpellier et par Montpellier Méditerranée Métropole et la Ligue Régionale. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

## **ARTICLE 13 – RESILIATION DE LA CONVENTION**

---

L'inexécution totale ou partielle des obligations et engagements contenus dans la convention et ses annexes entraînera de plein droit la résiliation de la présente convention, après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En cas d'annulation des projets et activités prévus dans la présente convention cadre celle-ci sera considérée comme résiliée de plein droit, immédiatement et sans formalités préalables.

Une modification des statuts qui établirait un changement d'objet social non conforme aux motifs d'aides contenus dans cette convention entraînera la résiliation de celle-ci, sans formalités préalables de la part de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

La résiliation donnera lieu au remboursement des sommes et attributions indûment acquises.

## **ARTICLE 14 – RECOURS**

---

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif territorialement compétent.

FAIT A MONTPELLIER LE

SIGNATURES

ANNEXES

- Budget prévisionnel de la manifestation
- Echancier de versement
- Calendrier des matchs
- Aides des autres collectivités



## Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

## Attribution de subventions Projets de partenariats Ville de Montpellier - Associations sportives Exercice 2017

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le sport est un formidable outil de lien et de cohésion sociale. Il est source d'épanouissement individuel et vecteur de valeurs collectives, de respect, de tolérance, de générosité. C'est également un facteur important de la santé publique.

Ainsi, la Ville de Montpellier dans le cadre d'un appel à projet « partenariat sport » souhaite développer le Sport pour Tous dans tous les quartiers de la Ville, en partenariat avec les associations sportives du territoire.

Cet appel à projet, engagé par délibération du conseil municipal en date du 20 juillet 2016, a abouti à la proposition d'un programme d'activités pour l'année 2017, en partenariat avec les associations sportives, qui prévoit la mise en place de stages sportifs, notamment pendant les vacances scolaires, dont certains associent des activités cérébrales et sportives (la tête et les jambes), ainsi que des activités familles.

Chaque année, ce sont plus de 5 000 enfants et adolescents qui bénéficient d'activités sportives diversifiées leur permettant de découvrir des pratiques nouvelles et à terme de s'inscrire dans les clubs sportifs de quartier.

Par la présente délibération, il est donc proposé de soutenir 68 associations à but non lucratif qui concourent à un intérêt général local dans le cadre d'actions sportives, en leur accordant les subventions suivantes :

25	LES PETITS DEBROUILLARDS LANGUEDOC ROUSSILLON	Appel à projet	LA TETE ET LES JAMBES	3 000 €
----	--	----------------	-----------------------	---------

72	CROIX D'ARGENT BASKET	Appel à projet	STAGES BASKET	2 500 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB MAC	Appel à projet	STAGES TIR A L'ARC	2 000 €
769	MONTPELLIER BADMINTON CLUB	Appel à projet	STAGES BADMINTON	2 000 €
842	SPELEO CLUB ALPIN LANGUEDOCIEN	Appel à projet	STAGES SPELEOLOGIE	1 500 €
864	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE CANOE KAYAK UNIVERSITE	Appel à projet	DECOUVERTE DU LEZ AUX MONTPELLIERAINS	2 500 €
914	ASLJ MONTPELLIER CROIX D'ARGENT VOLLEY BEACH VOLLEY	Appel à projet	VOLLEY/REPORTER/CAMERAMAN	3 000 €
919	MUC ESCRIME	Appel à projet	STAGES TETE ET JAMBES	1 700 €
928	MUC FOOTBALL	Appel à projet	STAGES TETE ET JAMBES	2 000 €
931	SAINT-MARTIN GAZELEC MONTPELLIER	Appel à projet	STAGES FOOTBALL	2 500 €
963	CEP MONTPELLIER GYM	Appel à projet	SPORT POUR TOUS GYMNASTIQUE	2 500 €
1113	CLAQUETTES EN VOGUE	Appel à projet	TETE ET JAMBES TAP DANCE/ENGLISH	3 000 €
1187	ARCEAUX MONTPELLIER	Appel à projet	PARTENARIAT STAGES FOOTBALL	2 500 €
1225	MONTPELLIER MEDITERRANEE FUTSAL	Appel à projet	STAGE DU FUTSAL	1 900 €
1230	ASSOCIATION SPORTIVE DES BEAUX-ARTS MONTPELLIER OMNISPORTS	Appel à projet	STAGES TETE ET JAMBES	3 500 €
1238	MONTPELLIER AM JUDO	Appel à projet	PARTENARIAT MONTPELLIER SPORTS	1 000 €
1320	TAI CHI CHUAN STYLE YANG ORIGINEL MONTPELLIER	Appel à projet	DECOUVERTE DU TAI CHI NATURE	1 000 €
1403	SARBACANE MEDITERRANEE	Appel à projet	PARTENARIAT SPORT POUR TOUS	500 €
1417	MONTPELLIER BASEBALL UNIVERSITE CLUB, LES BARRACUDAS DU LEZ	Appel à projet	PARTENARIAT SPORT POUR TOUS	1 500 €
1420	STADE LUNARET NORD MONTPELLIER	Appel à projet	PARTENARIAT MONTPELLIER SPORTS	2 500 €
1541	MONTPELLIER TENNIS DE TABLE	Appel à projet	STAGES MONTPELLIER SPORTS	2 000 €
1746	MONTPELLIER HAEDONG KUMDO	Appel à projet	STAGES TETE ET JAMBES	2 000 €
1891	MONTPELLIER GRS	Appel à projet	STAGES MONTPELLIER SPORTS	2 000 €

1928	MONTPELLIER AGGLOMERATION TRIATHLON MAT	Appel à projet	STAGE TRIATHLON ET SECURITE ROUTIERE	2 500 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	Appel à projet	MONTPELLIER SPORT LA TETE ET LES JAMBES	4 000 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	Appel à projet	BASKET	1 900 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	Appel à projet	TENNIS	2 000 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	Appel à projet	FOOTBALL	1 500 €
2140	MONTPELLIER CHAMBERTE HANDBALL MCHB	Appel à projet	STAGES VACANCES SPORTIVES POUR TOUS	1 500 €
2274	MONTPELLIER MONOCYCLE	Appel à projet	STAGES MONTPELLIER SPORTS	1 800 €
2502	SPORT TAMBOURIN CLUB DE MONTPELLIER	Appel à projet	PARTENARIAT MONTPELLIER SPORTS	2 000 €
2608	RACING-CLUB LEMASSON MONTPELLIER	Appel à projet	STAGES MONTPELLIER SPORT	2 500 €
2831	AEROCUB DE L'HERAULT LANGUEDOC ROUSSILLON	Appel à projet	DECOUVERTE 3e DIMENSION	3 000 €
2954	SCALATA NATURE	Appel à projet	ESCALADE ET VIA FERRATA	2 500 €
3059	MONTPELLIER AGGLOMERATION PLONGEE UNIVERSITE CLUB	Appel à projet	STAGE DE DECOUVERTE DE LA PLONGEE SUBAQUATIQUE	2 200 €
3081	BLEU VERTIGE	Appel à projet	ESCALADE	2 500 €
3160	ASSOCIATION DES QUARTIERS DES MARELS II, PERGOLA, AIGUELONGUE	Appel à projet	PARTENARIAT SPORT	1 700 €
3205	GENERATION PAUL VALERY	Appel à projet	STAGES MONTPELLIER SPORTS	1 000 €
3568	MONTPELLIER BASKET MOSSON	Appel à projet	STAGE SPORT POUR TOUS ET TETE ET JAMBES	2 700 €
3634	ECOLE DE BOWLING DE MONTPELLIER	Appel à projet	INITIATION AU BOWLING DANS LE CADRE DE MONTPELLIER SPORTS	3 400 €
3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO	Appel à projet	PARTENARIAT SPORT – 2 ACTIONS	4 000 €
3762	ICE ROLLER SCHOOL MONTPELLIER	Appel à projet	PARTENARIAT SPORT	1 500 €
3833	MONTPELLIER LANGUEDOC CYCLISME	Appel à projet	STAGES TETE ET JAMBES+ FÊTE DES SPORTS+VILLE A VELO	2 500 €
3845	CENTRE DES ARTS DU CIRQUE BALHAZAR CDAC	Appel à projet	SPORT POUR TOUS	2 000 €
3914	MONTPELLIER METROPOLE	Appel à projet	SPORTS POUR TOUS	2 700 €

	HOCKEY CLUB			
4012	MONTPELLIER AGGLOMERATION FUTSAL	Appel à projet	PARTENARIAT MONTPELLIER SPORTS	2 700 €
4171	PROFESSION SPORT & LOISIRS 34	Appel à projet	PARTENARIAT MONTPELLIER SPORTS	500 €
4265	ASSOCIATION ATTITUDE	Appel à projet	STAGE MONTPELLIER SPORTS	2 000 €
4291	SPORT INSERTION JEUNES MONTPELLIER	Appel à projet	STAGE MONTPELLIER SPORTS	1 700 €
4380	AQUALOVE SAUVETAGE	Appel à projet	STAGE TETE ET JAMBES	2 500 €
4547	LA MAISON DU JUDO	Appel à projet	SPORT POUR TOUS	2 000 €
4547	LA MAISON DU JUDO	Appel à projet	SPORT POUR TOUS	1 800 €
4555	ROLL'SCHOOL	Appel à projet	PARTENARIAT MONTPELLIER SPORTS	1 700 €
4556	MONTPELLIER EAUX VIVES CANOE- KAYAK MEVCK	Appel à projet	SPORT POUR TOUS	2 500 €
4643	MONTPELLIER FUNNY RIDERS	Appel à projet	PARTENARIAT MONTPELLIER SPORTS	2 500 €
4701	MFA MONTPELLIER FOOTBALL AMERICAIN LES HURRICANES	Appel à projet	MONTPELLIER SPORTS	1 500 €
4875	AS CELLENEUVE	Appel à projet	ANIMATIONS SPORTS	2 500 €
4890	ASSOCIATION OMNISPORT DE MONTPELLIER FIGUEROLLES	Appel à projet	PARTENARIAT MONTPELLIER SPORTS	1 500 €
5002	MOSSON FULL CONTACT	Appel à projet	ANIMATIONS SPORTS	2 700 €
5167	GENERATION TAEKWONDO	Appel à projet	STAGE MONTPELLIER SPORTS ET TETE ET JAMBES	2 000 €
5635	GOREE BASKET CLUB	Appel à projet	STAGES INITIATION BASKET	1 500 €
5683	ECOLE DE JUDO DE MONTPELLIER AGGLOMERATION	Appel à projet	SPORT POUR TOUS	2 000 €
5697	SLACKADDICT	Appel à projet	STAGES DE SLACKLINE	1 500 €
5722	PRATIQUES EDUCATIVES ET PLAISIRS SPORTIFS PEPS	Appel à projet	STAGES TETE ET JAMBES	2 800 €
5792	MONTPELLIER JUDO OLYMPIC	Appel à projet	PARTENARIAT MONTPELLIER SPORTS	2 000 €
5886	FC MONTPELLIER CEVENNES	Appel à projet	SPORT POUR TOUS	1 700 €
6424	FC PAS DU LOUP	Appel à projet	SPORT POUR TOUS	1 700 €
6612	URBAN DEEJAY SCHOOL	Appel à projet	PARTENARIAT MONTPELLIER SPORTS	1 000 €

Ces sommes représentant un montant de 144 300 € seront prélevées sur le budget du service des sports, ligne 1776, nature 6574, fonction 924.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2017 sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant de 144 300 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et la convention type annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à la Jeunesse et aux Sports, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 16 décembre 2016**

**Nom de la structure:**  
**Nature de la subvention :**  
**Intitulé du projet :**  
**Montant attribué :**  
**Thématique :**

## **CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION** **POUR UN PROJET**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du ....

Et :

La structure bénéficiaire ..., représentée par ..., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le .....

### **Préambule :**

Considérant que l'organisme contractant a initié et conçu un projet conforme à ses missions ou à son objet statutaire,

Considérant que la structure bénéficiaire ... contribue au développement de la politique de la Ville en matière de ... et qu'elle présente ainsi un intérêt local,

La Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier qui concourt à la satisfaction de l'intérêt général.

### **Article 1 : Objet de la convention**

La structure bénéficiaire ... a sollicité de la Ville une subvention de ... euros pour le projet "...".

Le projet porté par la structure bénéficiaire ... poursuit les buts suivants :

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à : ... HT.

### **Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention**

La présente convention est conclue au titre de l'année 2017.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si l'une des deux conditions suivantes n'est pas remplie :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas adressé à la Ville dans un délai de 18 mois les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

### Article 3 : Montant de la subvention

Pour l'année 2017, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire ... une subvention d'un montant de ... euros.

Ce montant de subvention n'est acquis que sous réserve du respect par la structure bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1, 4 et 5 et des décisions de la Ville de Montpellier prises en application des articles 6 et 7 sans préjudice de l'application de l'article 9.

### Article 4 : Modalités de versement de la subvention

Le paiement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire **original** de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

**Le tableau RIB ci-dessous doit aussi être renseigné :**

Nom du titulaire du compte :

Banque	IBAN	Code banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé du RIB

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- ▲ Pièce n°3 : Le compte de résultat et le bilan 2016 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- ▲ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2016 de la structure,
- ▲ Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet ;
- ▲ Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet ;
- ▲ Pièce n°7 : Un état des factures acquittées.

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La structure bénéficiaire doit être à jour des obligations qu'elle a contractées auprès de la collectivité dans les conventions antérieures afin de pouvoir bénéficier du versement de la subvention

### Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire ... s'engage :

- A utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- à ne pas reverser, de quelque manière que ce soit, tout ou partie du présent financement à une autre association sauf accord préalable express de la Ville de Montpellier dans le cadre d'un avenant à la présente convention;
- à se conformer, dans ses rapports avec d'éventuels prestataires, aux règles de publicité et de mise en concurrence définies par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 ; si elle répond aux critères définis à l'article 10 de ladite ordonnance (personnes morales de droit privé créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, dont :
  - a) Soit l'activité est financée majoritairement par un pouvoir adjudicateur ;
  - b) Soit la gestion est soumise à un contrôle par un pouvoir adjudicateur ;
  - c) Soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par un pouvoir adjudicateur);

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier. Les financements accordés par la Ville de Montpellier aux actions conduites par la structure doivent être portés à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication produits, dans le cadre de cette convention, doivent porter le logotype de la Ville de Montpellier (*affiches, flyers, programmes, site internet avec un lien sur le site de la Ville...*) et la mention « Avec le soutien de la Ville de Montpellier » pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels, ... ;
- La structure bénéficiaire s'engage à informer la Ville de tout projet de manifestation en contactant le service de la Démocratie Participative au 04 67 34 88 00.

#### **Article 6 : Modalités de contrôle**

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à tout moment à la Ville de Montpellier, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

#### **Article 7 : Devoir d'information**

La structure bénéficiaire informe sans délai la Direction des finances de la Ville de Montpellier de tout retard pris dans l'exécution, toute modification de ses conditions d'exécution, ou encore toute impossibilité, même ponctuelle à assurer ses obligations.

Elle la prévient immédiatement de toute modification de nature administrative (*changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse, nouvelle domiciliation bancaire...*), matérielle, financière ou technique l'affectant.

#### **Article 8 : Résiliation**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer sans délai l'ensemble des sommes versées.

#### **Article 9 : Avenant**

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée par écrit précisant l'objet de la modification. La Ville de Montpellier n'est pas tenue de motiver son refus.

#### **Article 10 : Recours**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux à Montpellier, le.....

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

*(Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789)*

*« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »*



Nom de la structure:  
Nature de la subvention :  
Intitulé du projet :  
Montant attribué :  
Thématique :

## Lettre d'engagement

Direction des Finances  
Service Actionnariat et Partenariats

Mairie de Montpellier

1, place Georges Frêche  
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e), ....., représentant(e) légal de la structure ....., m'engage à utiliser la subvention de .....€ attribuée pour l'année 2017 par la Ville de Montpellier lors du ....., conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant de la structure dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

**Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :**

Titulaire du compte: .....

Banque	IBAN	Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2017 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2017.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non-respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

## Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

## Mise à disposition de locaux associatifs Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public et privé Approbation des redevances minorées

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès d'associations à vocation sportive du territoire, en procédant à la signature de conventions spécifiques.

Conformément à la décision de la Commission d'Attribution des Locaux Associatifs qui s'est déroulée le 20 Octobre 2016, il est donc proposé de renouveler l'attribution de locaux associatifs pour les associations déclinées dans le tableau ci-joint, jusqu'au 31 Décembre 2018.

Considérant l'intérêt communal attaché à l'activité de chacune de ces structures, il est proposée d'appliquer une redevance minorée.

Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée :

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative annuelle	redevance minorée	subvention en nature
DOMAINE PUBLIC				
A.S.A. Hérault	577, avenue Louis Ravas, Résidence le Rimbaud, Bât A, 34000 Montpellier	10 500,00 €	35,00 €	10 465,00 €
AK Sports	415 rue des Baléares 34080 Montpellier	29 025,00 €	35,00 €	28 990,00 €
Amicale Boule Paillade	Boulodrome Reyne Place R. Schuman, 80 rue Mama Ouattara- 34080 Montpellier	6 300,00 €	35,00 €	6 265,00 €

Amitié Partage et Citoyenneté	Salle Petit Bard 1184, rue Paul Rimbaud 34080 MONTPELLIER	2 700,00 €	35,00 €	2 665,00 €
Arceaux de Montpellier	Terrain Astruc rue des Coronilles 34070 Montpellier	6 820,00 €	35,00 €	6 785,00 €
AS Modélisme Occitan	Complexe sportif de Grammont avenue Albert Einstein 34000 Montpellier	7 200,00 €	35,00 €	7 165,00 €
ASBAM	Gymnase les Arts - 36 rue de la Cavalerie - 34000 Montpellier	25 300,00 €	35,00 €	25 265,00 €
ASLJ Montpellier Croix d'Argent Volley	Gymnase Alain Colas rue de l'Arnel 34070 Montpellier	11 500,00 €	35,00 €	11 465,00 €
ASPTT Football	Complexe sportif de Grammont avenue Albert Einstein 34000 Montpellier	3 080,00 €	35,00 €	3 045,00 €
Beaux Arts Pétanque	Gymnase les Arts - 36 rue de la Cavalerie - 34000 Montpellier	3 520,00 €	35,00 €	3 485,00 €
Celleneuve	Terrain Louis Combettes Avenue du Petit Séminaire 34080 Montpellier	5 940,00 €	35,00 €	5 905,00 €
Clapas Pétanque	Boulodrome Pierre Lange Place du Père Louis 34000 Montpellier	4 000,00 €	35,00 €	3 965,00 €
Croix d'Argent Basket	Gymnase Roger Couderc 37, avenue Villeneuve d'Angoulême 34070 Montpellier	2 000,00 €	35,00 €	1 965,00 €
Croix d'Argent Pétanque	Boulodrome Croix d'Argent rue Marcel Paul 34070 Montpellier	6 000,00 €	35,00 €	5 965,00 €
des Présidents du secteur Montpellier	Boulodrome Bernard GASSET, sis avenue Maurice Planès 34070 Montpellier	2 525,60 €	35,00 €	2 490,60 €
Echecs Club Montpellier	1, boulevard Victor Hugo 34000 Montpellier	18 000,00 €	35,00 €	17 965,00 €
Entente sportive bouliste de Montpellier	Boulodrome Bernard GASSET, sis avenue Maurice Planès	1 815,00 €	35,00 €	1 780,00 €
Football Club Petit Bard	Salle Petit Bard 1184, rue Paul Rimbaud 34080 MONTPELLIER	1 800,00 €	35,00 €	1 765,00 €
Football Club Petit Bard	Stade Rachid Malla, av P. Rimbaud 34080 Montpellier	11 835,00 €	35,00 €	11 800,00 €
Football de Table	Complexe Sportif Béal 395, Avenue du Docteur Fourcade 34000 Montpellier	3 500,00 €	35,00 €	3 465,00 €
Génération Taekwondo	Salle Petit Bard 1184, rue Paul Rimbaud 34080 MONTPELLIER	1 800,00 €	35,00 €	1 765,00 €
Grand Mail Pétanque	Boulodrome René Bessières avenue de Louisville 34080 Montpellier	9 450,00 €	35,00 €	9 415,00 €
Hortus Pétanque	Boulodrome Hortus Pétanque - Rue de Bari - 34080 Montpellier	5 670,00 €	35,00 €	5 635,00 €
Jean Monet Antigone Pétanque	Maison pour Tous Voltaire, 1 square Jean Monnet 34000 Montpellier	3 000,00 €	35,00 €	2 965,00 €
La Boule du Lantissargues	Boulodrome du Lantissargues 1341 avenue de Maurin 34070 Montpellier	6 930,00 €	35,00 €	6 895,00 €
Les Quatre Horizons	Terrain les Tritons Allée les Hauts de Montpellier 34080 MONTPELLIER	4 640,00 €	35,00 €	4 605,00 €
Los Valents de Montpellier	Stade Sabathé, rue du Mas de Lemasson 34070 Montpellier	1 080,00 €	35,00 €	1 045,00 €
Montpellier Arc Club	Complexe Sportif Béal 395, Avenue du Docteur Fourcade 34070 Montpellier	6 000,00 €	35,00 €	5 965,00 €
Montpellier Athlétique Méditerranée Métropole	Stade Philippidès 542, rue Auguste Broussonnet 34070 Montpellier	30 470,00 €	35,00 €	30 435,00 €

Montpellier Athlétic Running Club	Stade Philippidès 542, rue Auguste Broussonnet 34000 Montpellier	8 360,00 €	35,00 €	8 325,00 €
Montpellier Base Ball UC "Les Barracudas"	Domaine de Veyrassi rue des quatre vents 34090 Montpellier	6 300,00 €	35,00 €	6 265,00 €
Montpellier Eaux Vives Canoë Kayak	Maison du Lez allée Alegria Beracasa 34000 Montpellier	1 320,00 €	35,00 €	1 285,00 €
Montpellier Languedoc Cyclisme	Maison du Lez allée Alegria Beracasa 34000 Montpellier	1 320,00 €	35,00 €	1 285,00 €
Montpellier Méditerranée Futsal	Salle Petit Bard 1184, rue Paul Rimbaud 34080 MONTPELLIER	1 440,00 €	35,00 €	1 405,00 €
Montpellier Pétanque Saint Martin	Boulodrome Onillon 1, impasse du Mas d'Argelliers 34070 Montpellier	12 150,00 €	35,00 €	12 115,00 €
Montpellier Roller Hockey Club	Complexe Sportif Batteux, rue F. Gossec 34070 MONTPELLIER	1 221,00 €	35,00 €	1 186,00 €
Montpellier Tennis de Table	Gymnase Achille 1 place Marcel Godechot - 34090 MONTPELLIER	22 000,00 €	35,00 €	21 965,00 €
MONTPELLIER XIII "Les diables rouges"	Stade Sabathé, rue du Mas de Lemasson 34070 Montpellier	2 970,00 €	35,00 €	2 935,00 €
MUC Football	Stade Jeannot Vega avenue du Val de Montferrand 34090 Montpellier	2 420,00 €	35,00 €	2 385,00 €
MUC Volley	P.D.S. Pierre de COUBERTIN Avenue de Naples – BP 7236 34083 MONTPELLIER Cedex 04	8 000,00 €	35,00 €	7 965,00 €
Omnisport Montpellier Figuerolles	Salle FARRE Rue Mas de Merle 34000 Montpellier	30 800,00 €	35,00 €	30 765,00 €
POMPIGNANE SPORT ET CULTURE	Local Emmanuel PAZOS Avenue Alphonse Juin 34000 Montpellier	2 160,00 €	35,00 €	2 125,00 €
Racing Club Lemasson	Stade Bernard Giambrone 3, rue Montjuich 34070 Montpellier	5 130,00 €	35,00 €	5 095,00 €
Rimbaud Pétanque	Boulodrome Parc Rimbaud Avenue Saint André de Novigens 34000 Montpellier	6 600,00 €	35,00 €	6 565,00 €
Saint Martin	Complexe Sportif Béal, 395 Avenue du Docteur Fourcade 34070 MONTPELLIER	20 000,00 €	35,00 €	19 965,00 €
Stade Lunaret	Terrain Vincent CANDELA-151, Rue Max Mousseron 34080 Montpellier	7 200,00 €	35,00 €	7 165,00 €
DOMAINE PRIVE				
Aéroclub Guillaumet	7 rue de Clémentville, Résidence Astruc 34070 Montpellier	4 500,00 €	35,00 €	4 465,00 €
As Val de Croze Kick Boxing	92, Place Fourrier 34070 Montpllier	15 730,00 €	35,00 €	15 695,00 €
Racing Club Lemasson	4, rue Montjuich 34070 Montpellier	1 050,00 €	35,00 €	1 015,00 €
LOCAUX PARTAGES				
Aéroclub Hérault Languedoc-Rousillon	Maison du Lez allée Alegria Beracasa 34000 Montpellier	1 320,00 €	35,00 €	1 285,00 €
Agglomération Montpellier Sport Orientation de l'Hérault	Maison du Lez allée Alegria Beracasa 34000 Montpellier	1 320,00 €	35,00 €	1 285,00 €
Arsenal Croix d'Argent Football Club	Stade Gil Fayard - Rue Bourvil - 34090 Montpellier	5 400,00 €	35,00 €	5 365,00 €
Atlas Paillade	Complexe Sportif Mosson Club House Avenue d'Heidelberg- 34080 MONTPELLIER	10 980,00 €	35,00 €	10 945,00 €
Attitude	Complexe Sportif de Grammont, Skate Park, avenue Albert Einstein - 34000	2 070,00 €	35,00 €	2 035,00 €

	MONTPELLIER			
Foot T3M	Stade Gil Fayard - Rue Bourvil - 34090 Montpellier	5 400,00 €	35,00 €	5 365,00 €
Gély Sport Club House	Boulodrome Figuerolles rue Commune Cloture 34000 Montpellier	5 400,00 €	35,00 €	5 365,00 €
La Boule Occitane des Arceaux	Boulodrome Figuerolles rue Commune Cloture 34000 Montpellier	5 400,00 €	35,00 €	5 365,00 €
Les Chevaliers de la Gaulle Montpellier Pêche	Maison du Lez allée Alegria Beracasa 34000 Montpellier	1 320,00 €	35,00 €	1 285,00 €
Roll' School	Complexe Sportif de Grammont, Skate Park, avenue Albert Einstein - 34000 MONTPELLIER	2 070,00 €	35,00 €	2 035,00 €
SC Paillade Mercure	Complexe Sportif Mosson Club House Avenue d'Heidelberg- 34080 MONTPELLIER	10 980,00 €	35,00 €	10 945,00 €

Selon les mêmes modalités déclinées ci-avant, il est donc proposé de renouveler l'attribution de locaux associatifs pour les associations déclinées dans le tableau ci-joint, jusqu'au 31 Décembre 2017 :

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative annuelle	redevance minorée	subvention en nature
DOMAINE PUBLIC				
LA LOCAL	Terrain Paul Valéry Club House avenue de Vanières 34070 Montpellier	3 360,00 €	35,00 €	3 325,00 €
LADEU - (2Polva)	Terrain Paul Valéry Club House avenue de Vanières 34070 Montpellier	2 280,00 €	35,00 €	2 245,00 €
Mouvements Citoyen	Salle Petit Bard 1184, rue Paul Rimbaud 34080 MONTPELLIER	1 710,00 €	35,00 €	1 675,00 €
Olympique Millénaire	Complexe sportif de Grammont avenue Albert Einstein	2 800,00 €	35,00 €	2 765,00 €

En complémentarité, le renouvellement de l'attribution de locaux associatifs pour l'association ci-dessous s'établira jusqu'au 30 Juin 2017 :

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative annuelle	redevance minorée	subvention en nature
DOMAINE PUBLIC				
MUC Omnisports	Complexe Sportif Albert Batteux 150 rue François Joseph Gossec 34070 Montpellier	136 400,00 €	35,00 €	136 365,00 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les redevances minorées proposées aux associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ;
- d'approuver les conventions d'occupation du domaine public et privé de la Ville passées avec les associations listées ci-dessus ;

d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 16 décembre 2016**



## CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

### ENTRE LES SOUSSIGNES :

**La Commune de MONTPELLIER,**

Domiciliée 1 place Gorges Frêche, 34 000 MONTPELLIER,

Représentée par son maire en exercice, M. Philippe SAUREL dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 15 décembre 2016,

Ci-après désignée « La Ville »,

D'UNE PART,

### ET :

**L'association.....**

Domiciliée.....

Représentée par son président en exercice dûment habilité,

Ci-après désignée « L'occupant »,

D'AUTRE PART.

### **IL A PREALABLEMENT ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :**

La Ville de Montpellier est propriétaire du local situé :

.....  
relevant de son domaine public.

Elle accepte de le mettre à disposition de l'occupant de manière temporaire, précaire et révocable conformément aux articles L. 2122-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques.

Paraphe ville

Paraphe occupant

589



## **Article 1 - Objet**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé à occuper le local susvisé. Cette occupation sera autorisée dans les conditions ci-après.

## **Article 2 - Dispositions concernant les lieux occupés**

### **2.1 - Désignation des lieux**

La Ville de Montpellier autorise l'occupation des lieux ci-après désignés :

Adresse du bien .....  
.....

Les lieux mis à disposition, d'une superficie de .....m<sup>2</sup> :

### **2.2 - Destination des lieux**

Les locaux seront exclusivement destinés à l'usage de l'activité précisée dans les statuts de l'association.

L'exercice de toute autre activité est formellement interdite et notamment celui d'une activité commerciale, politique, religieuse.

### **2.3 - Etat des lieux**

#### **2.3.1 - Etat des lieux d'entrée**

L'occupant prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance. Un état des lieux d'entrée sera dressé contradictoirement et joint en annexe de la présente convention.

L'occupant s'engage à maintenir les lieux en parfait état.

#### **2.3.2 - Etat des lieux de sortie**

Un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement au moment du départ de l'occupant.

## **Article 3 - Durée**

La présente convention d'occupation est consentie pour une durée de.... mois.

Elle prendra effet à compter du ..... et se terminera le.....

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.



Un exemplaire original de la présente convention sera remis à l'occupant qui s'engage à le dater, le signer et le retourner à la Ville de Montpellier dans un délai maximum d'un mois. Passé ce délai, le local sera proposé à une autre association.

#### **Article 4 - Redevance et charges**

##### **4.1 - Modalités de paiement**

La Ville transmettra une demande de paiement de la redevance et/ou des charges selon l'échéance ci-après définie.

Il convient donc que le preneur indique ci-dessous l'adresse à laquelle la demande de paiement doit être adressée :

.....  
.....  
.....

A défaut, le preneur s'engage à communiquer cette adresse à la Ville dans un délai maximum d'un mois à compter de la signature du contrat.

Le paiement de la redevance et/ou des charges pourra être effectué par chèque à l'ordre du Trésorier principal Municipal ou en espèce.

##### **4.2 - Redevance**

La valeur locative annuelle, comprenant les charges, de ces locaux est de ..... €.

Toutefois, le preneur exerçant une activité à but non lucratif qui concoure à la satisfaction d'un intérêt public, la redevance sera minorée et limitée à .....€ annuels que l'occupant s'engage à payer annuellement / semestriellement/ trimestriellement/ mensuellement.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de ... €, qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et sur celui de l'occupant.

La Ville se réserve le droit de demander le compte de résultat de l'occupant sur lequel doit être reporté le montant de la subvention.

#### **Article 5 - Obligations de l'occupant**

##### **5.1 - Conditions d'utilisation des locaux**

L'occupant utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil.

Ainsi :

- 1) l'occupant ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition ;

Paraphe ville

Paraphe occupant

- 2) Il devra se conformer aux prescriptions réglementaires et légales en vigueur de façon à ce que la responsabilité de la Ville ne puisse être ni inquiétée, ni recherchée et notamment en ce qui concerne :
  - la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'Inspection du Travail,
  - L'abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble ;
- 3) L'exercice d'une activité autre que celle prévue dans les statuts de l'association est strictement interdit. Ainsi, est proscrit l'exercice de toute activité politique, religieuse ou commerciale ;
- 4) La consommation d'alcool, de tabac et produits illicites est formellement interdite dans les locaux ;
- 5) La présence d'animaux de compagnie est interdite dans les locaux, sauf les chiens d'assistance pour les personnes en situation de handicap ;
- 6) L'occupant ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun percement de murs ou de voûtes, aucune construction, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'autorisation préalable et écrite de la Ville de Montpellier ;
- 7) Les changements de serrure sont strictement interdits ; la Ville conserve un double des clés de chaque local. Si toutefois un problème de serrure devait survenir, l'occupant s'oblige à demander l'accord préalable de la Ville et fournir un double des clés dans un délai maximum d'un mois.
- 8) En cas de mise en place d'une alarme par l'occupant, celui-ci s'engage à communiquer immédiatement le code à la Ville. Le matériel devra être désinstallé et les murs remis en l'état à la fin de la convention ou en cas de résiliation.

La Ville se réserve le droit de visiter les locaux mis à disposition à tout moment, pour contrôler leur état et s'assurer que leur utilisation est conforme à la convention et à l'activité de l'association.

Le preneur ne pourra lui en interdire l'accès pour quelque motif que ce soit.

Une visite annuelle des locaux sera effectuée par un agent de la Ville.

## **5.2 - Entretien des locaux**

Les locaux mis à disposition doivent être tenus en bon état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public et de l'hygiène.

L'occupant s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du Code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Il devra notamment :

- assurer l'entretien courant des locaux et de ses éléments d'équipement, ainsi que les menues réparations nécessaires ;
- dégorger les conduits de descentes d'eaux pluviales, chéneaux et gouttières ;

- entretenir les petites parties mécaniques des portes et fenêtres et notamment réaliser le graissage des gonds et des charnières, les menues réparations des boutons et poignées de portes, des gonds et des mécanismes de fermeture, le remplacement des clefs égarées ou abîmées ;
- le remplacement des vitres détériorées ;
- le maintien en état de propreté de plafonds, murs et cloisons, notamment le rebouchage des trous éventuellement faits ;
- entretenir les revêtements de sol ;
- entretenir les installations de plomberie, de chauffage, ventilation et climatisation, les canalisations de gaz, le remplacement de certains éléments de chauffage et de robinetterie ;
- entretenir certains éléments d'équipement électrique, dont notamment le remplacement des ampoules, interrupteur, prises de courant, fusibles, baguettes ou gaines de protection.

Dans le cas où les locaux comporteraient des équipements nécessitant des vérifications périodiques obligatoires (installations électriques, installations gaz, chaudières, portes automatiques, extincteurs, ...), l'occupant s'engage à les réaliser et à transmettre à la Ville le rapport de vérification.

Si le rapport fait état de travaux à réaliser qui relèvent du locataire au sens de l'article 1754 du Code civil, l'occupant a l'obligation de les effectuer avant le terme de la convention.

A défaut, la Ville fera réaliser ces travaux aux frais exclusifs de l'occupant.

L'occupant devra laisser les représentants de la Ville, entrepreneurs et ouvriers pénétrer dans les lieux pour visiter, réparer et entretenir le local.

### **5.3 - Statuts de l'association**

L'occupant s'engage à signaler à la Ville de Montpellier, tout changement de nom, de bureau, d'objet de l'association, ou de modification de siège social, dans un délai maximum d'un mois.

### **5.4 - Clauses particulières**

**Les locaux associatifs situés dans les parcs et squares de la Ville de Montpellier doivent respecter les fermetures liées aux principes de précaution dans le cadre de prévisions météorologiques.**

### **Article 6 – Assurances**

L'occupant s'engage à souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés aux tiers.

- En cas de nouvelle convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville au plus tard 15 jours après la remise des clés à l'occupant

- En cas de renouvellement de convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville sans dépasser un délai maximum d'un mois après la date de renouvellement.

Cette copie est à transmettre par voie postale à :

Mairie de Montpellier  
Service des Sports  
1 place Georges Frêche  
34 267 MONTPELLIER Cedex 2

### **Article 7 – Cession – sous-location**

Le preneur devra occuper personnellement les lieux loués.

Il est interdit à l'occupant :

- De concéder la jouissance des lieux mis à sa disposition à qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même temporairement et à titre gratuit et précaire ;
- De sous-louer en tout ou partie ;
- Céder le contrat à un tiers.

### **Article 8 – Résiliation**

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après un préavis d'un mois, en cas de manquement de l'occupant à ses obligations prévues dans la convention.

### **Article 9 – Restitution des locaux**

Au terme du contrat, un état des lieux de sortie contradictoire sera effectué et le preneur procédera à la restitution des locaux et à la remise des clés.

A cette fin, il convient que le preneur prenne contact avec la Ville dans un délai minimum de (à déterminer : par ex une semaine avant la fin du contrat), afin de convenir d'un rendez-vous.

A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir aux frais du preneur un inventaire des objets déposés.

Ceux-ci seront tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

L'occupant devra restituer les lieux et ses abords libres de toute occupation et débarrassés de tous mobiliers, détritrus divers, marchandises et en parfait état de propreté.

En cas de dégradations, dégâts, abandon de détritrus divers ou autres, la Ville procédera à la remise en état des locaux à la charge du preneur sur présentation de justificatifs (devis, factures).

### **Article 10 – Litiges**

La Ville de Montpellier et l'occupant s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,

le .....

**Pour la Ville**

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
L'Adjoint délégué à la Jeunesse et aux  
Sports,

Fabien ABERT

**Pour l'occupant,**

Qualité :

Nom et prénom :  
(+ Cachet de l'association)



## CONVENTION DE LOCATION

### ENTRE LES SOUSSIGNES :

**La Commune de MONTPELLIER,**  
Domiciliée 1 place Georges Frêche, 34 000 MONTPELLIER,  
Représentée par son maire en exercice, M. Philippe SAUREL dûment habilité :  
délibération du Conseil Municipal en date du 17 décembre 2016,

Ci-après désignée « La Ville »,

D'UNE PART,

### ET :

**L'association .....**  
Domiciliée .....,  
Représenté par son président en exercice dûment habilité,

Ci-après désigné « Le preneur »,

D'AUTRE PART.

### **IL A PREALABLEMENT ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT:**

La Ville de Montpellier est propriétaire du bien situé :

.....  
qui appartient à son domaine privé.

Elle accepte de le louer au preneur dans les conditions prévues à la présente convention et conformément aux dispositions de l'article 1708 et suivants du code civil.

### OU

La Ville de Montpellier est locataire du local situé :

.....  
Elle accepte de le louer au preneur dans les conditions prévues dans la présente convention et conformément aux dispositions de l'article 1708 et suivants du code civil.

| Paraphe Ville

Paraphe Preneur

## **Article 1 -Objet**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le preneur est autorisé à occuper le local susvisé. Cette occupation sera autorisée dans les conditions ci-après.

## **Article 2 - Dispositions concernant les lieux loués**

### **2.1 - Désignation des lieux**

La Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés :

Adresse du bien.....  
.....

Les lieux loués, d'une superficie de .....m<sup>2</sup>, comprennent (champ « descriptif » astech)

### **2.2 - Destination des lieux**

Les locaux seront exclusivement destinés à l'usage de l'activité précisée dans les statuts de l'association.

L'exercice de toute autre activité est formellement interdit et notamment l'exercice d'une activité commerciale, politique, religieuse.

### **2.3 - Etat des lieux**

#### **2.3.1 - Etat des lieux entrant**

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance. Un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe de la convention.

Le preneur s'engage à maintenir les lieux en parfait état.

#### **2.3.2 - Etat des lieux sortant**

Un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement au moment du départ du preneur.

## **Article 3 - Durée**

La présente convention de location est consentie pour une durée de .....mois.

Elle prendra effet à compter du .....et se terminera le .....

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Un exemplaire original de la présente convention sera remis au preneur qui s'engage à le dater, le signer et le retourner à la Ville de Montpellier dans un délai maximum d'un mois. Passé ce délai, le local sera proposé à une autre association.

## **Article 4 - Loyer et charges**

### **4.1. Modalités de paiement**

La Ville transmettra une demande de paiement du loyer et des charges selon l'échéance ci-après définie.

Il convient donc que le preneur indique ci-dessous l'adresse à laquelle la demande de paiement doit être adressée :

.....  
.....  
.....

A défaut, le preneur s'engage à communiquer cette adresse à la Ville dans un délai maximum d'un mois à compter de la signature du contrat.

Le paiement du loyer et des charges pourra être effectué par chèque à l'ordre du Trésorier principal Municipal ou en espèces.

### **4.2 - Loyer**

La valeur locative annuelle, comprenant les charges, de ces locaux est de ..... €.

Toutefois, le preneur exerçant une activité à but non lucratif qui concoure à la satisfaction de l'intérêt général, le loyer est minoré et limité à .....€ annuels que le preneur s'engage à payer annuellement/ semestriellement / trimestriellement/ mensuellement.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de ..... €.

Elle devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et sur celui du preneur.

La Ville se réserve le droit de demander le compte de résultat du preneur sur lequel doit être reporté le montant de la subvention.

## **Article 5 - Obligations du preneur**

### **5.1 - Conditions d'utilisation des locaux**

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil

Ainsi :

- 1) Le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition,



- 2) Il devra se conformer aux prescriptions réglementaires et légales en vigueur de façon à ce que la responsabilité de la Ville ne puisse être ni inquiétée, ni recherchée et notamment en ce qui concerne :
  - la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'Inspection du Travail,
  - La tranquillité de l'immeuble
- 3) L'exercice d'une activité autre que celle prévue dans les statuts de l'association est strictement interdit. Ainsi, est proscrit l'exercice de toute activité politique, religieuse ou commerciale.
- 4) La consommation d'alcool, de tabac et produits illicites est formellement interdite dans les locaux.
- 5) La présence d'animaux de compagnie est interdite dans les locaux, sauf les chiens d'assistance pour les personnes en situation de handicap.
- 6) Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun percement de murs ou de voûtes, aucune construction, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'autorisation préalable et écrite de la Ville de Montpellier.
- 7) Les changements de serrure sont strictement interdits. La Ville conserve un double des clés de chaque local. Si toutefois un problème de serrure devait survenir, le preneur s'oblige à demander l'accord préalable de la Ville et fournir un double des clés dans un délai maximum d'un mois.
- 8) En cas de mise en place d'une alarme par le preneur, celui-ci s'engage à communiquer immédiatement le code à la Ville. Le matériel devra être désinstallé et les murs remis en l'état à la fin de la convention ou en cas de résiliation.

La Ville se réserve le droit de visiter les locaux loués à tout moment, pour contrôler leur état et s'assurer que leur utilisation est conforme à la convention et à l'activité de l'association. Le preneur ne pourra lui en interdire l'accès pour quelque motif que ce soit.

Une visite annuelle des locaux sera effectuée par un agent de la Ville.

## **5.2 - Entretien des locaux**

Les locaux loués doivent être tenus en bon état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public et de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du Code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Il devra notamment :

- assurer l'entretien courant des locaux et de ses éléments d'équipement, ainsi que les menues réparations nécessaires ;
- nettoyer et dégorger les conduits de descentes d'eaux pluviales, chéneaux et gouttières ;

- entretenir les petites parties mécaniques des portes et fenêtres et notamment réaliser le graissage des gonds et des charnières, les menues réparations des boutons et poignées de portes, des gonds et des mécanismes de fermeture, le remplacement des clefs égarées ou abîmées ;
- le remplacement des vitres détériorées ;
- le maintien en état de propreté des plafonds, murs et cloisons, notamment le rebouchage des trous éventuellement faits ;
- entretenir les revêtements de sol ;
- entretenir les installations de plomberie, de chauffage, climatisation, ventilation, les canalisations de gaz, le remplacement de certains éléments de chauffage et de robinetterie ;
- entretenir certains éléments d'équipement électrique, dont notamment le remplacement des ampoules, interrupteurs, prises de courant, fusibles, baguettes ou gaines de protection.

Dans le cas où les locaux comporteraient des équipements nécessitant des vérifications périodiques obligatoires (installations électriques, installations gaz, chaudières, portes automatiques, extincteurs, ...), le preneur s'engage à les réaliser et à transmettre à la Ville le rapport de vérification.

Si le rapport fait état de travaux à réaliser qui relèvent du locataire au sens de l'article 1754 du Code civil, le preneur a l'obligation de les effectuer avant le terme de la convention. A défaut, la Ville fera réaliser ces travaux aux frais exclusifs du preneur.

L'occupant devra laisser les représentants de la Ville, entrepreneurs et ouvriers pénétrer dans les lieux pour visiter, réparer et entretenir le local.

### **5.3 - Statuts de l'association**

Le preneur s'engage à signaler à la Ville de Montpellier, tout changement de nom, de bureau d'objet de l'association, ou de modification de siège social dans un délai maximum d'un mois.

### **5.4 - Clauses particulières**

Le local faisant partie d'une copropriété, le preneur a l'obligation de respecter les règles suivantes :

- ne pas réserver pour son usage personnel des espaces ou des équipements communs ou collectifs.
- Les bicyclettes, cyclomoteurs, etc., doivent obligatoirement être rangés dans les locaux destinés à cet effet.
- Il est interdit au preneur de brancher des appareils ou luminaires sur les installations électriques des locaux communs pour son usage personnel ou de bloquer les minuteries et d'utiliser les robinets de puisage et d'arrosage extérieur.
- Il est interdit de jeter ou de déposer des papiers, des détritux ou objets quelconques sur les espaces verts, voiries ou toutes parties communes de l'immeuble. De plus, le locataire doit veiller à la propreté des escaliers, paliers et couloirs.
- Tout affichage est interdit.

- Le stationnement sur des emplacements réservés aux résidents de la copropriété est interdit.
- Le preneur s'engage à faire remonter toute difficulté éventuelle au sein de la copropriété à la Ville. La Ville est le seul interlocuteur du syndic en tant que propriétaire des locaux.

## **OU/ET**

Clauses spécifiques à une situation

### **Article 6 - Assurances**

Le preneur s'engage à souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés aux tiers.

- En cas de nouvelle convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville, au plus tard 15 jours après la remise des clés au preneur.
- En cas de renouvellement de convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville sans dépasser un délai maximum d'un mois après la date de renouvellement.

Cette copie est à transmettre par voie postale à :

Mairie de Montpellier  
Service des Sports  
1 place Georges Frêche  
34 267 MONTPELLIER Cedex 2

### **Article 7 – Cession – sous-location**

Le preneur devra occuper personnellement les lieux loués.

Il est interdit à l'occupant :

- De concéder la jouissance des lieux mis à sa disposition à qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même temporairement et à titre gratuit et précaire ;
- De sous-louer en tout ou partie.
- Céder le contrat à un tiers

### **Article 8 - Résiliation**

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait (non-paiement du loyer, des charges, du dépôt de garantie, non souscription d'une assurance des risques locatifs, non-respect de l'obligation d'user paisiblement des locaux loués, troubles du voisinage constatés par décision de justice passée en force de chose jugée).

Elle sera résiliée, après un préavis d'un mois, en cas de manquement par le preneur à ses obligations prévues dans la convention.

### **Article 9 – Restitution des locaux**

Au terme du contrat, un état des lieux de sortie contradictoire sera effectué et le preneur procédera à la restitution des locaux et à la remise des clés.

A cette fin, il convient que le preneur prenne contact avec la Ville dans un délai minimum de (à déterminer : par ex une semaine avant la fin du contrat), afin de convenir d'un rendez-vous.

A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir aux frais du preneur un inventaire des objets déposés.

Ceux-ci seront tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

L'occupant devra restituer les lieux et ses abords libres de toute occupation et débarrassés de tous mobiliers, détritiques divers, marchandises et en parfait état de propreté.

En cas de dégradations, dégâts, abandon de détritiques divers ou autres, la Ville procédera à la remise en état des locaux à la charge du preneur sur présentation de justificatifs (devis, factures).

### **Article 10 - Litiges**

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,  
le .....

**Pour la Ville**

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
L'Adjoint délégué à la Jeunesse et aux  
Sports,

Fabien ABERT

**Pour le preneur,**

Qualité :

Nom et prénom :  
(+ Cachet de l'association)



## CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

### ENTRE LES SOUSSIGNES :

**La Commune de MONTPELLIER,**  
Domiciliée 1 place Gorges Frêche, 34 000 MONTPELLIER,  
Représentée par son maire en exercice, M. Philippe SAUREL dûment habilité par  
délibération du Conseil Municipal en date du 15 décembre 2016,

Ci-après désignée « La Ville »,

D'UNE PART,

### ET :

**L'association.....**  
Domiciliée.....  
Représentée par son président en exercice dûment habilité,

Ci-après désignée « L'occupant »,

D'AUTRE PART.

### **IL A PREALABLEMENT ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :**

La Ville de Montpellier est propriétaire du local situé :

.....  
relevant de son domaine public.

Elle accepte de le mettre à disposition de l'occupant de manière temporaire, précaire et révocable conformément aux articles L. 2122-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques.

### Article 1 - Objet

Paraphe ville

Paraphe occupant

603

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé à occuper le local susvisé. Cette occupation sera autorisée dans les conditions ci-après.

## **Article 2 - Dispositions concernant les lieux occupés**

### **2.1 - Désignation des lieux**

Les lieux mis à disposition, en occupation conjointe avec l'association ....., sont d'une superficie de .....m<sup>2</sup> :

L'occupant déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

### **2.2 - Destination des lieux**

Les locaux seront exclusivement destinés à l'usage de l'activité précisée dans les statuts de l'association.

L'exercice de toute autre activité est formellement interdite et notamment celui d'une activité commerciale, politique, religieuse.

### **2.3 - Etat des lieux**

#### **2.3.1 - Etat des lieux d'entrée**

L'occupant prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance. Un état des lieux d'entrée sera dressé contradictoirement et joint en annexe de la présente convention.

L'occupant s'engage à maintenir les lieux en parfait état.

#### **2.3.2 - Etat des lieux de sortie**

Un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement au moment du départ de l'occupant.

## **Article 3 - Durée**

La présente convention d'occupation est consentie pour une durée de 2 ans.

Elle prendra effet à compter du ..... et se terminera le.....

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Un exemplaire original de la présente convention sera remis à l'occupant qui s'engage à le dater, le signer et le retourner à la Ville de Montpellier dans un délai maximum d'un mois. Passé ce délai, le local sera proposé à une autre association.

## **Article 4 - Redevance et charges**

### **4.1 - Modalités de paiement**

La Ville transmettra une demande de paiement de la redevance et/ou des charges selon l'échéance ci-après définie.

Il convient donc que le preneur indique ci-dessous l'adresse à laquelle la demande de paiement doit être adressée :

.....  
.....  
.....

A défaut, le preneur s'engage à communiquer cette adresse à la Ville dans un délai maximum d'un mois à compter de la signature du contrat.

Le paiement de la redevance et/ou des charges pourra être effectué par chèque à l'ordre du Trésorier principal Municipal ou en espèce.

### **4.2 - Redevance**

La valeur locative annuelle, comprenant les charges, de ces locaux est de ..... €.

Toutefois, le preneur exerçant une activité à but non lucratif qui concoure à la satisfaction d'un intérêt public, la redevance sera minorée et limitée à .....€ annuels que l'occupant s'engage à payer annuellement / semestriellement/ trimestriellement/ mensuellement.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de ... €, qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et sur celui de l'occupant.

La Ville se réserve le droit de demander le compte de résultat de l'occupant sur lequel doit être reporté le montant de la subvention.

## **Article 5 - Obligations de l'occupant**

### **5.1 - Conditions d'utilisation des locaux**

L'occupant utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil.

Ainsi :

- 1) l'occupant ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition ;
- 2) Il devra se conformer aux prescriptions réglementaires et légales en vigueur de façon à ce que la responsabilité de la Ville ne puisse être ni inquiétée, ni recherchée et notamment en ce qui concerne :
  - la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'Inspection du Travail,
  - L'abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble ;

- 3) L'exercice d'une activité autre que celle prévue dans les statuts de l'association est strictement interdit. Ainsi, est proscrit l'exercice de toute activité politique, religieuse ou commerciale ;
- 4) La consommation d'alcool, de tabac et produits illicites est formellement interdite dans les locaux ;
- 5) La présence d'animaux de compagnie est interdite dans les locaux, sauf les chiens d'assistance pour les personnes en situation de handicap ;
- 6) L'occupant ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun percement de murs ou de voûtes, aucune construction, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'autorisation préalable et écrite de la Ville de Montpellier ;
- 7) Les changements de serrure sont strictement interdits ; la Ville conserve un double des clés de chaque local. Si toutefois un problème de serrure devait survenir, l'occupant s'oblige à demander l'accord préalable de la Ville et fournir un double des clés dans un délai maximum d'un mois.
- 8) En cas de mise en place d'une alarme par l'occupant, celui-ci s'engage à communiquer immédiatement le code à la Ville. Le matériel devra être désinstallé et les murs remis en l'état à la fin de la convention ou en cas de résiliation.

La Ville se réserve le droit de visiter les locaux mis à disposition à tout moment, pour contrôler leur état et s'assurer que leur utilisation est conforme à la convention et à l'activité de l'association.

Le preneur ne pourra lui en interdire l'accès pour quelque motif que ce soit.

Une visite annuelle des locaux sera effectuée par un agent de la Ville.

## **5.2 - Entretien des locaux**

Les locaux mis à disposition doivent être tenus en bon état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public et de l'hygiène.

L'occupant s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du Code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Il devra notamment :

- assurer l'entretien courant des locaux et de ses éléments d'équipement, ainsi que les menues réparations nécessaires ;
- dégorger les conduits de descentes d'eaux pluviales, chéneaux et gouttières ;
- entretenir les petites parties mécaniques des portes et fenêtres et notamment réaliser le graissage des gonds et des charnières, les menues réparations des boutons et poignées de portes, des gonds et des mécanismes de fermeture, le remplacement des clefs égarées ou abîmées ;
- le remplacement des vitres détériorées ;



- le maintien en état de propreté de plafonds, murs et cloisons, notamment le rebouchage des trous éventuellement faits ;

- entretenir les revêtements de sol ;

- entretenir les installations de plomberie, de chauffage, ventilation et climatisation, les canalisations de gaz, le remplacement de certains éléments de chauffage et de robinetterie ;

- entretenir certains éléments d'équipement électrique, dont notamment le remplacement des ampoules, interrupteur, prises de courant, fusibles, baguettes ou gaines de protection.

Dans le cas où les locaux comporteraient des équipements nécessitant des vérifications périodiques obligatoires (installations électriques, installations gaz, chaudières, portes automatiques, extincteurs, ...), l'occupant s'engage à les réaliser et à transmettre à la Ville le rapport de vérification.

Si le rapport fait état de travaux à réaliser qui relèvent du locataire au sens de l'article 1754 du Code civil, l'occupant a l'obligation de les effectuer avant le terme de la convention.

A défaut, la Ville fera réaliser ces travaux aux frais exclusifs de l'occupant.

L'occupant devra laisser les représentants de la Ville, entrepreneurs et ouvriers pénétrer dans les lieux pour visiter, réparer et entretenir le local.

### **5.3 - Statuts de l'association**

L'occupant s'engage à signaler à la Ville de Montpellier, tout changement de nom, de bureau, d'objet de l'association, ou de modification de siège social, dans un délai maximum d'un mois.

### **5.4 - Clauses particulières**

**Les locaux associatifs situés dans les parcs et squares de la Ville de Montpellier doivent respecter les fermetures liées aux principes de précaution dans le cadre de prévisions météorologiques.**

### **Article 6 – Assurances**

L'occupant s'engage à souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés aux tiers.

- En cas de nouvelle convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville au plus tard 15 jours après la remise des clés à l'occupant

- En cas de renouvellement de convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville sans dépasser un délai maximum d'un mois après la date de renouvellement.

Cette copie est à transmettre par voie postale à :

Paraphe ville

Paraphe occupant

607

Mairie de Montpellier  
Service des Sports  
1 place Georges Frêche  
34 267 MONTPELLIER Cedex 2

### **Article 7 – Cession – sous-location**

Le preneur devra occuper personnellement les lieux loués.

Il est interdit à l'occupant :

- De concéder la jouissance des lieux mis à sa disposition à qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même temporairement et à titre gratuit et précaire ;
- De sous-louer en tout ou partie ;
- Céder le contrat à un tiers.

### **Article 8 – Résiliation**

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après un préavis d'un mois, en cas de manquement de l'occupant à ses obligations prévues dans la convention.

### **Article 9 – Restitution des locaux**

Au terme du contrat, un état des lieux de sortie contradictoire sera effectué et le preneur procédera à la restitution des locaux et à la remise des clés.

A cette fin, il convient que le preneur prenne contact avec la Ville dans un délai minimum de (à déterminer : par ex une semaine avant la fin du contrat), afin de convenir d'un rendez-vous.

A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir aux frais du preneur un inventaire des objets déposés.

Ceux-ci seront tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

L'occupant devra restituer les lieux et ses abords libres de toute occupation et débarrassés de tous mobiliers, détritrus divers, marchandises et en parfait état de propreté.

En cas de dégradations, dégâts, abandon de détritrus divers ou autres, la Ville procédera à la remise en état des locaux à la charge du preneur sur présentation de justificatifs (devis, factures).

Paraphe ville

Paraphe occupant

608

**Article 10 – Litiges**

La Ville de Montpellier et l'occupant s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,

le .....

**Pour la Ville**

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
L'Adjoint délégué à la Jeunesse et aux  
Sports,

Fabien ABERT

**Pour l'occupant,**

Qualité :

Nom et prénom :  
(+ Cachet de l'association)